

MAI-JUIN 2023 - N° 48

M&B



10 U\$D

COVER STORY

**OLAJIDE M.
AYERONWI**

Managing Director
of FIRSTBANK DRC

DRC MINING WEEK

**INVESTISSEMENTS
ET STRATÉGIES**

MINES EN RDC

Vers une croissance
durable et responsable?

SPÉCIAL CONGO
LES LEADERS QUI COMPTENT



PwC agit pour réconcilier économie, entreprise et société, en mettant l'humain au coeur de son action pour une croissance durable et responsable.

La croissance et le changement sont deux réalités qu'aucune entreprise ne peut se permettre d'ignorer. Des stratégies durables qui aident votre entreprise à innover et à se développer tout en réduisant les coûts sont tout aussi essentielles que de disposer de l'agilité et de la créativité nécessaires pour faire face à un environnement en mutation rapide.

En République Démocratique du Congo, notre équipe d'experts prend le temps de comprendre votre entreprise, ainsi que les problèmes et les défis auxquels elle est confrontée afin de vous aider à prendre les meilleures décisions pour avancer avec confiance et améliorer votre performance, maîtriser vos risques et réussir votre transformation digitale.

Notre équipe s'appuie sur une bonne connaissance de l'environnement local et sur la force d'un réseau global de plus de 276.000 spécialistes pour aider votre entreprise à faire face à ces défis.

PricewaterhouseCoopers RD Congo

Kinshasa

13, Av. Mongala, Gombe,
B.P. 10195, Kinshasa
République Démocratique du Congo
T. +243 99 930 99 00/ 99 930 99 01

Lubumbashi

3 ème étage immeuble Infinity
1034, Av. Kilela Balanda,
B.P. 7224, Lubumbashi
République Démocratique du Congo
T. +243 999 309 902 /817 103 993



M&B 48 – MAI-JUIN 2023 / **SOMMAIRE**

5 L'ÉDITO

8 LA CARICATURE

10 LE REGARD

11 LES EXPERTS

12 COVER STORY

110 ENTRETIEN AVEC

114 BLOC-NOTES

116 ANALYSE

120 VU DANS M&B

21 DOSSIER SPÉCIAL RDC

29 INDUSTRIE MINIÈRE

le secteur des mines en RDC
les forces en présence / les minerais stratégiques

45 INFRASTRUCTURES, TRANSPORTS & LOGISTIQUE

Les routes / les voies ferrées / les voies aéroportuaires / les voies navigables

57 BANQUES ET ASSURANCES

Firstbank Rdc / Ecobank / Sofibanque / Standard / Rawbank / Tmb / Equity / Afrissur

73 L'ÉNERGIE

Un potentiel gigantesque / Kipay Energy, le secteur privé se lance dans le solaire

83 TECH & COMMUNICATION

Les forces en présence / L'Entretien avec EUTELSAT

97 BUSINESS & ENTREPREUNARIAT

La fine fleur de la tech prend le pouvoir / Tisya Mukuna, fondatrice de la Kinoise / CIS déploie le VR training

Directeur de Publication

Olivier Delafoy

Contributeurs

Christophe Rigaud, Iragi Elisha, Noël Tshiani, Oliver Loury, Tarin Muhongo, René Ilongo, Michel Bongoliz

Crédit photo

Photoafricainside, Junior Mugembe, Olivier Delafoy

Traduction

Agence MMDD

Publicité / Advertising

+243 900 006 141

advertising@corneillesima.com

Service Abonnements

administration@corneillesima.com
+243 900 006 143
WhatsApp : +243 841 204 868

Représentation Kinshasa

BECOM +243 851 846 847

Diffusion RDC

Groupe Corneille et Sima
www.miningandbusiness.com

Permis d'exploitation

N°BNC/SPK/02/2015
Dépôt légal N° 04.20.2015.94

Maquette et réalisation

Christophe Hermenier
Graphic-detox@orange.fr



M&B est imprimé à 5000 exemplaires

Mining & Business Magazine ne saurait être responsable des erreurs ou opinions contenues dans les articles fournis par les contributeurs de notre publication.

A VOTRE ECOUTE DEPUIS 1909

À votre écoute depuis 1909
notre détermination à vous
accompagner dans la
réalisation de vos projets
reste notre priorité.



Téléphone: +243 99 601 80 00 / 81 830 27 00

ÉDITO

À l'occasion de la DRC Mining Week les 14, 15 et 16 juin 2023, nous sommes heureux de vous présenter le tout premier numéro de Mining & Business Magazine avec un focus macro-économique sur la République démocratique du Congo.

Ce coup de projecteur sur le pays s'avère d'autant plus nécessaire que la RDC se positionne résolument sur la question de l'approvisionnement mondial en minerais stratégiques, mais ambitionne également de devenir un des acteurs principaux de la lutte contre la dégradation du climat par sa position géographique au cœur du bassin forestier de l'Afrique Centrale.

Nous présentons un panorama à 360 degrés des leaders dans leur industrie, des interlocuteurs de référence en RDC. Mais également, des challengers dans chaque secteur économique. Loin de tout parti pris, ce numéro 48 a l'ambition de valoriser et promouvoir le dynamisme de l'entrepreneuriat privé dans l'économie congolaise dont les ressources devraient, si elles étaient bien gérées, suffire à garantir le bien-être de chaque Congolaise et chaque Congolais.

La rédaction vous adresse ses remerciements à vous, patrons qui ont compris l'importance de notre projet et qui y ont adhéré en nous renouvelant leur confiance à chaque nouvelle édition. En effet, le Congo conserve un déficit réputationnel et le départ d'un changement de paradigme ne peut que provenir d'abord des acteurs nationaux. Votre M&B reste donc à votre écoute, pour répondre à l'une de nos préoccupations : restituer une vitrine positive des acteurs du développement de la RDC. Je vous souhaite au nom de l'équipe du Groupe Corneille et Sima, une bonne lecture.

Olivier DELAFOY
Directeur de la publication

LISEZ LA VERSION ANGLAISE DE CE NUMÉRO SUR NOTRE SITE
READ THE ENGLISH VERSION ON OUR WEBSITE
www.miningandbusiness.com





BANK NA POCHE, OUI C'EST POSSIBLE !

EFFECTUEZ VOS TRANSFERTS D'ARGENT*,
VOS PAIEMENTS DE SALAIRES ET VOS PAIEMENTS
COLLECTIFS, EN TOUTE FACILITÉ

*501#

Pour plus d'informations,
rapprochez vous de votre gestionnaire de compte.

RAPIDE. SÉCURISÉ. SANS FRONTIÈRES.



My Airtel app
Le choix malin

Téléchargez maintenant



THE M&B MAGAZINE CARTOON

De l'impertinence. Un coup de plume, une pointe d'ironie et un peu de talent, notre caricaturiste revisite l'actualité avec humour pour vous faire sourire, mais toujours au second degré.

Of impertinence. A stroke of the pen, a touch of irony and a little talent, our cartoonist revisits current events with humor to make you smile, but always in the second degree

M&B

MINING AND BUSINESS

ÉDITION SPÉCIALE MINING INDABA

NUMÉRO DE JANVIER - FÉVRIER 2024

INVESTING IN
AFRICAN
MINING
INDABA



Un numéro spécial pour les patrons
d'aujourd'hui et de demain.
Réservez votre espace premium.
Incontournable, M&B Magazine
est le partenaire média congolais
officiel de Africa Mining Indaba.





Kinshasa. 12 mars 2023. La visite du président français Emmanuel Macron

L'image plus forte que les mots. Le dirigeant Européen se prête au jeu des selfies des jeunes congolais. Les services de sécurité sont débordés.

Kinshasa. March 12, 2023. The visit of French President Emmanuel Macron

The image is stronger than words. The European leader takes selfies with Congolese youth. The security services are overwhelmed.

PHOTO ODELAFOY
POUR @PHOTO.AFRICAINSIDE


@MiningbusinessM


mining_and_business_magazine


photo.africainside

Y A-T-IL TOUJOURS UNE PROCÉDURE FISCALE JUSTE POUR LE CONTRIBUABLE DE BONNE FOI EN RDC ?

Depuis un certain temps, les autorités congolaises affichent de plus en plus la volonté d'engager des réformes visant, de manière générale, à améliorer le climat des affaires en RDC. Cette volonté se manifeste notamment par le lancement du Baromètre National du Climat des Affaires (BNCA). Annoncé par un communiqué de la Cellule climat des affaires (CCA) de la Présidence de la République, le Baromètre National du Climat des Affaires (BNCA) a pour vocation de permettre non seulement le renforcement du dialogue public-privé mais aussi de fournir au gouvernement des éléments sur le ressenti direct des opérateurs économiques, de manière à lui permettre de mieux évaluer son action sur les questions du climat des affaires et par conséquent, de mieux orienter ses futures politiques y relatives. En attendant que toutes ces initiatives donnent des fruits, sur le terrain, la situation est très préoccupante pour bon nombre des contribuables.

Réalités sur terrain

La situation de la société X exposée ci-dessous, illustre en partie le calvaire des contribuables congolais qui varie en fonction des entités de l'Administration des Impôts qui les gèrent. La société X a pour Gestionnaire des comptes Mr Z et pour clients les sociétés A, B et C. ► Des réalités qui donnent l'impression que les impositions sont souvent faites dans la précipitation Mr Z, Gestionnaire des comptes de la société X, constate que pour le mois de janvier 2023, les sociétés A, B et C ont déduit la TVA d'un montant de 16000 USD chacune (soit 48 000 USD au total), facturée par leur fournisseur, la société X, alors que cette dernière n'a déclaré que 8000 USD

comme TVA collectée du même mois. Ce qui donne un écart de 40 000 USD. (i) Sans demander des éclaircissements à la société X, (ii) sans tenir compte du fait que la loi accorde aux assujettis le droit de déduire la TVA d'une année jusqu'au mois de décembre de l'année suivante, (iii) sans prendre le temps d'analyser les détails des déductions, le Gestionnaire décide de mettre à charge de la société X un montant de 40 000 USD dans un avis de régularisation, sans compter les pénalités. ► Des réalités qui donnent l'impression que les observations formulées par le contribuable ne sont pas souvent prises en compte par certaines entités de l'Administration des Impôts La société X réagit dans le délai légal en apportant la preuve qu'elle avait déclaré les factures déduites en mars 2022 et rencontre même le Gestionnaire des comptes afin de lui présenter ses arguments de vive voix. Sans aucune réponse à ses observations, le contribuable X sera surpris par l'émission des Avis de Mise en recouvrement qui confirment ainsi les impositions initiales. ► Des réalités qui donnent l'impression que le contribuable est souvent sanctionné pour le retard, le non-respect des procédures ou pour le silence de certaines entités de l'Administration des Impôts Pour échapper à la pression du Receveur des Impôts sur une affaire dans laquelle pourtant rien n'est dû et dont les Avis de Mise en Recouvrement ont été émis de manière irrégulière, le contribuable X est obligé de payer un minimum de 10% du principal et de demander un sursis de recouvrement. Convaincu qu'il aura gain de cause au vu des éléments à sa disposition et de la pertinence de ses arguments, le contribuable X introduit une réclamation contentieuse pour se heurter au silence assourdissant de

l'Administration des Impôts, même 5 mois plus tard ou carrément essayer un rejet incompréhensible, avec tout le risque de voir l'état du recouvrement se resserrer de nouveau autour de lui. En outre, il n'est pas exclu que le contribuable X soit surpris par un avis à tiers détenteur qui n'est précédé par une contrainte et un commandement.

Conclusion

Le contribuable espère que la volonté d'améliorer le climat des affaires affichée par les autorités congolaise, finira par changer les dures réalités auxquelles il est confronté au quotidien. Il espère que des impositions causées par des erreurs d'appréciation de l'Administration fiscale et des contentieux fiscaux injustifiés lui seront évités. Wait and see...

CONTACTS

Nos conseils se tiennent à votre disposition pour vous apporter toute assistance — *Our consultants are at your disposal to provide any assistance you may require.*

PRICEWATERHOUSECOOPERS TAX & LEGAL

LAURENT POMMERA
Leader - Partner - Attorney at Law
— Kinshasa | RDC.
Laurent.pommERA@pwc.com
+243 999 309 902

LIA LOUMINGOU
Director — Lubumbashi | RDC.
lia.loumingou@pwc.com
+243 999 309 902

TARIN MUHONGO
Senior Manager
Lubumbashi | RDC
Tarin.muhongo@pwc.com
+243 999 309 902



SPECIAL DRC MINING WEEK

Meeting with Olajide M. Ayeronwi

MANAGING DIRECTOR, FIRSTBANK DRC

MINING&BUSINESS MAGAZINE – PHOTOS : FIRSTBANK DRC

Since January 2022, you have been the new Managing Director of FBNBank DRC, now FirstBank DRC.

What are you most proud of?

Being my first experience in the DRC, 2022 was a good year for the bank, though not without challenges (economic, social and political).

However, in addition to positioning the bank as one of the most profitable banks in the market, our support to communities has been one of the things I am most proud of these projects include:

The construction of the cutting & sewing section of the Lycée Vuvu Kieto in Matadi in Central Kongo which is a decade old school in DRC.

Secondly, the support to orphanages, the construction of adequate sanitary facilities in the orphanage 'cœur de charité' in Kinshasa, the support to the rehabilitation project of the mother & child 'mère et enfant' health centre of Barumbu in Kinshasa.

Others include the expansion of our network of agencies in the cities of Butembo and Likasi with a total of 38 agencies to date and the construction of new buildings for the Mbandaka, Kimpese, UPN and Rondpoint Ngaba agencies in Kinshasa, which will be operational in the course of this year 2023.

And finally, the involvement of each and every agent of FirstBank DRC in the success of the bank's activity during the year 2022.

Why is the bank changing its name to that of its Nigerian parent company, First Bank of Nigeria?

FirstBank's subsidiaries will no longer be known as FBNBank, but will now be called FirstBank. For example, FBNBank DRC will now be known and addressed as FirstBank DRC.

The name change became imperative for a number of reasons, including the following:

► To internationalise the FirstBank brand for clarity and consistency.

► To eliminate name confusion, particularly in markets where there are ETF banks.

► Facilitate brand consistency across the bank's locations.

► Strengthen brand equity by building on the heritage and achievements built by FirstBank Nigeria over its 129 years of leadership in the banking industry.

► Leveraging other advantages associated with a monolithic brand, such as strong partnerships, good performance, good reputation, competitive pricing and extensive business networks.

► Marking all our intellectual property in all markets in accordance with international best practice.

► Increase brand awareness, visibility and recognition.

► Promote synergy in all markets, improving perception and helping markets achieve their goals.

What are the major changes that the bank will experience with the new name from FBNBank DRC to FirstBank DRC?

No major changes will be observed with the change of name of the bank apart from the new name and the insertion of the elephant in the bank's logo.

Indeed, the logo of our bank as well as all branches have an elephant in it except that of the DRC branch due to the use of the elephant by BCDC at other times; which does not give us the right to use the elephant as our brand emblem in DRC.

Thus, we take this opportunity to explain the meaning and significance of the elephant in the FirstBank DRC logo. First of all, it should be noted that the FirstBank logo was refreshed in 2014.

► The head has been raised and widened to signify maturity and confidence. The forehead is wider, which is a mark of wisdom.

► The ear is raised, less pointed, more friendly and attentive to customers, both internal and external. The elephant has a good memory and never forgets.

► The eye is now turned upwards and towards the future, which means that we are focused on taking on new challenges and achieving new milestones.

► The tusks are larger, reflecting our age, experience, heritage and value.

► The leg is now forward facing, showing that we will always put our best foot

FIRSTBANK DRC, WITH ITS EXPERIENCE AND REPUTATION IN THE BANKING SECTOR, HAS BEEN ABLE TO POSITION ITSELF BY PROVIDING BANKING SOLUTIONS TAILORED TO THE NEEDS OF THE MINING SECTOR.

forward for our customers.

► The trunk is no longer curved inwards, giving the impression of being shy. The combination of a raised head and a forward curved trunk is a sign of confidence and charisma.

► The body of the elephant has been replaced by us. Our people are the body of the elephant and are the driving force and engine of this great brand.

The colours of the bank remain the same, blue remains the main colour of our brand. It is a rich hue that has been combined with an exciting and vibrant colour.

Gold (yellow) to achieve visibility in the retail space for the retail-facing components of the group's business.

We chose yellow gold to enhance our ability to be visible in the marketplace. In addition, gold has the following characteristics:

- It increases in value over time
- It never loses its intrinsic value
- It is always alive
- It is the gold standard
- It is a durable precious metal.

Yellow gold is already in our DNA – because we set the gold standard!

What is your assessment of FBNBank DRC's fiscal year 2022?

The year 2022 has been a challenging year due to the great crisis that the world has experienced with the war in Ukraine, including the fuel crisis that the DRC has experienced, a situation that has caused the price to rise, a fluctuation in the rate of quotes on the market. In addition, we have our own challenges whether in terms of market share or profitability of the bank. However, despite its many challenges, 2022 remains a good year for FBNBank DRC, now FirstBank DRC. During this year, achieved a profitability of 97.4% with a total balance sheet that has crossed the

billion USD mark; this has allowed us to be in the top 5 of the best in the DRC market. 2022 was also a good year for the FBNBank brand with good visibility in the DRC media landscape whether through TV, radio, billboards or digital.

The bank participated in several events during the year, including DRC Mining, the first edition of the country risk forum and the 2022 edition of the Makutano forum. However, it has been most notable in its CSR (Corporate Social Responsibility) actions, which it has identified as a way for the bank to support the communities where it is located by reaching out to various segments of the population across the territory. Over the years, FirstBank DRC has increased its investment in CSR across several cities in the country, including Matadi, Boma, Kikwit, Kinshasa, Lubumbashi, Kananga, Beni, Goma, Uvira and Butembo. This outpouring of solidarity with the people of the Democratic Republic of Congo was most evident in the health, welfare, education and community development sectors.

These numerous initiatives have enabled FBNBank DRC SA, now FirstBank DRC, to be crowned the best CSR bank in the DRC by the Global Brand Award, a ceremony that took place on 10 December last year in Dubai. With 129 years of banking experience in Africa and 9 years in the DRC market, what can you say about the DRC mining sector and its collaboration with FirstBank DRC? The DRC's mining sector is a growth sector, which remains at the heart of the Congolese economy, and has remained dynamic and resilient to the COVID19 pandemic, as well as to the fluctuating prices of different commodities. Medium-term growth projections could be higher if sustainable solutions were found to address the constraints on the development of mining activity, including

the supply of electricity. We are all following the progress of the talks between the Congolese government and the Chinese side, which we hope will lead to an agreement, which will certainly propel the mining industry to greater heights given the expected growth prospects.

FirstBank DRC, with its experience and reputation in the banking sector, has been able to position itself by providing banking solutions tailored to the needs of the mining sector which are characterised by the following points

- Export financing
- Financing the mining value chain
- Digitisation of processes to provide miners with real-time information on their situation;
- Business process management
- Payroll management

For the past 5 years, FirstBank DRC has paid particular attention to the mining sector, which is diverse across the country, and the positioning of its various branches can attest to this.

In which area of the mining sector in the DRC is FirstBank the most present?

FirstBank DRC wants to be a bank that is close to the mining activity, which is why we opt for a strategy of setting up in the various mining sites in order to respond quickly to our clients' wishes. We know that the delay in payment by miners to their value chains is a hindrance to their development. This is why FirstBank DRC has put in place financing products to accompany the different value chains with the result of improving their activities and therefore boosting the economy. FirstBank DRC is strongly committed to two levels of the DRC's mining sector, namely ► Repatriation of funds from mining activities as provided for in the mining sector law

► The financing of the sector by effectively financing subcontractors to make them more efficient.

What are the prospects for FirstBank DRC to support the mining sector in the DRC?

Building on its international presence, FirstBank DRC is positioning itself as a bank capable of financing the mining sector beyond the local market with the participation of its UK subsidiary. Our goal is to continue to support the sector in a way that makes the bank a player of choice for all investors in the sector.

Will FirstBank DRC's 2023 vision be rich in opportunities for the mining sector in the DRC?

Certainly yes. The DRC's economy is dominated by the mining sector. Mineral resources are abundant, notably: copper, cobalt, diamonds, gold, tin, etc. Ninety-five percent of its exports are raw materials (mainly copper and cobalt, 40% of which are destined for China). FirstBank DRC, a subsidiary of First Bank Nigeria Limited, has a vision to be the Congolese 'First Choice' bank with a mission to create banking solutions that bring sustainable value to all stakeholders. To date, our bank already has the products to work with miners, but we are not stopping there, we also intend to introduce much more innovative products that will make miners a priority in our banking activities this year 2023.

I think that stands us out as a vision that is quite rich in opportunities for the mining sector. In terms of sectorial allocation in 2023, I can tell you clearly that mining sector has a very predominant position. No amount of risk s too much for us to take as long as we find out transactions***** In terms of leadership in that particular

area, we have deployed someone highly qualified executive to be the contact person of choice in this particular field.

In a competitive banking market such as the DRC, where does FirstBank stand today?

In a highly competitive environment where 16 commercial banks share the DRC market, FirstBank DRC SA is one of the most prestigious banks, which has been contributing to the economic development of the country since 1994. Despite the many changes it has undergone over the years, it has remained resilient, trustworthy and dynamic. To date, we are the 5th best bank in the market in terms of profitability, deposit taking and balance sheet.

What is your final word?

The name change from FBNBank DRC to FirstBank DRC was implemented to align with the parent brand to leverage on the strong brand heritage and equity built by First Bank of Nigeria Limited over its 129 years of existence as a leading bank and industry-leading financial services provider for the benefit of our customers worldwide. This change will ensure brand clarity, uniformity and consistency across the respective markets in which the FirstBank Group operates. The renaming of the subsidiaries will also strengthen the perception of the bank as a monolithic brand and enhance the opportunities to maximise synergies across the globe. Since its inception in 1894, FirstBank has consistently built relationships with its customers by focusing on the core principles of good corporate governance, strong liquidity, optimised risk management and leadership. Over the years, our parent company, FirstBank of Nigeria, has led the financing of private investment in infrastructure development in the Nigerian

economy by playing a key role in the Federal Government's privatisation and commercialisation programmes. With its global reach, the FirstBank Group offers potential investors wishing to explore the vast business opportunities available in Africa and beyond, a world class, internationally competitive brand and a credible financial partner. FBNBank DRC SA (FBNBank), now FirstBank DRC SA, is one of the most prestigious banks in the Democratic Republic of Congo, contributing to the country's economic development since 1994. Despite the many changes it has undergone over the years in the DRC, it has remained resilient, trustworthy and dynamic. FirstBank DRC, a subsidiary of First Bank of Nigeria Limited, has a vision to be the Congolese bank of 'first choice' with a mission to create banking solutions that bring sustainable value to all stakeholders. With our team of highly qualified professionals who have many years of experience in the banking industry, we provide a rich bouquet of products to meet the banking needs of individuals, businesses and the business community in the country. We are committed to providing the best personalised, competitive and customer-oriented services. The name change from FBNBank DRC to FirstBank DRC will reinforce our brand's position as a partner in nation building. We want to reassure the general public of our commitment to provide excellent services to all our customers through diversified product lines and competitive pricing, as well as a passionate and customer-focused staff who support our goals of positively impacting local businesses and institutions. We welcome all our customers and stakeholders to a new era of a truly global FirstBank brand, and in particular to FirstBank DRC. ■

WITH A PROFITABILITY OF 97.4% WITH A TOTAL BALANCE SHEET THAT HAS CROSSED THE BILLION USD MARK; FIRSTBANK DRC IS IN THE TOP 5 OF THE BEST IN THE DRC MARKET.

Rencontre avec Olajide M. Ayeronwi

DIRECTEUR GÉNÉRAL, FIRSTBANK DRC

PAR MINING&BUSINESS MAGAZINE – PHOTOS : FIRSTBANK DRC

Depuis janvier 2022, vous êtes le nouveau directeur général de FBNBank DRC, devenue FirstBank DRC. De quoi êtes-vous le plus fier ?

Pour ma première expérience en RDC, 2022 a été une bonne année pour la banque, même si elle n’a pas été exempte de défis (économiques, sociaux et politiques).

Cependant, en plus de positionner la banque comme l’une des banques les plus rentables du marché, notre soutien aux communautés a été l’une des choses dont je suis le plus fier :

La construction de la section coupe et couture du Lycée Vuvu Kieto à Matadi dans le Kongo Central, en RDC, qui est vieille de plusieurs décennies.

Deuxièmement, le soutien aux orphelinats, la construction d’installations sanitaires adéquates dans l’orphelinat “Cœur de charité” à Lubumbashi, le soutien au projet de réhabilitation du centre de santé “mère et enfant” de Barumbu à Kinshasa.

Il y a aussi l’extension de notre réseau d’agences dans les villes de Butembo et Likasi avec un total de 38 agences à ce jour et la construction de nouveaux bâtiments pour les agences de Mbandaka, Kimpese, UPN et Rondpoint Ngaba à Kinshasa, qui seront opérationnels dans le courant de cette année 2023.

Et enfin, l’implication de chaque agent de FirstBank DRC dans la réussite de l’activité de la banque au cours de l’année 2022.

Pourquoi la banque change-t-elle de nom pour adopter celui de sa société mère nigériane, la First Bank of Nigeria ?

Les filiales de FirstBank ne seront plus connues sous le nom de FBNBank, mais

s’appelleront désormais FirstBank. Par exemple, FBNBank DRC sera désormais connue et adressée sous le nom de FirstBank DRC.

Ce changement de nom s’imposait pour un certain nombre de raisons, dont les suivantes :

- Internationaliser la marque FirstBank pour plus de clarté et de cohérence.
- Éliminer la confusion des noms, en particulier sur les marchés où il existe des banques ETF.

- Faciliter la cohérence de la marque entre les différents sites de la banque.

- Renforcer la valeur de la marque en s’appuyant sur l’héritage et les réalisations de FirstBank Nigeria au cours de ses 129 années de leadership dans le secteur bancaire.

- Tirer parti d’autres avantages associés à une marque monolithique, tels que des partenariats solides, de bonnes performances, une bonne réputation, des prix compétitifs et des réseaux d’affaires étendus.

- Marquer toute notre propriété intellectuelle sur tous les marchés conformément aux meilleures pratiques internationales.

- Accroître la notoriété, la visibilité et la reconnaissance de la marque.

- Promouvoir la synergie sur tous les marchés, améliorer la perception et aider les marchés à atteindre leurs objectifs.

Quels sont les changements majeurs que la banque connaîtra avec le nouveau nom de FBNBank DRC à FirstBank DRC ?

Aucun changement majeur ne sera observé avec l’Aucun changement majeur ne sera observé avec le changement de nom de la banque en dehors du nouveau nom et de l’insertion

de l’éléphant dans le logo de la banque.

En effet, le logo de notre maison mère ainsi que toutes nos succursales comportaient déjà un éléphant sauf celui de la succursale de la RDC en raison de l’utilisation de l’éléphant jadis par la BCDC à d’autres moments ; ce qui ne nous donne pas le droit d’utiliser l’éléphant comme emblème de notre marque en RDC.

Nous saisissons donc cette occasion pour expliquer le sens et la signification de l’éléphant dans le logo de FirstBank DRC. Tout d’abord, il convient de noter que le logo de FirstBank a été rafraîchi en 2014.

- La tête a été relevée et élargie pour signifier la maturité et la confiance. Le front est plus large, ce qui est une marque de sagesse.

- L’oreille est relevée, moins pointue, plus amicale et attentive aux clients, internes et externes. L’éléphant a une bonne mémoire et n’oublie jamais.

- L’œil est désormais tourné vers le haut et vers l’avenir, ce qui signifie que nous sommes concentrés pour relever de nouveaux défis et franchir de nouvelles étapes.

- Les défenses sont plus grandes, reflétant notre âge, notre expérience, notre héritage et notre valeur.

- La jambe est maintenant orientée vers l’avant, ce qui montre que nous ferons toujours de notre mieux pour nos clients.

- Le tronc n’est plus incurvé vers l’intérieur, ce qui donnait l’impression d’être timide. La combinaison d’une tête relevée et d’une trompe courbée vers l’avant est un signe de confiance et de charisme.

- Le corps de l’éléphant a été remplacé par nous. Nos collaborateurs sont le corps de l’éléphant et constituent la

force motrice et le moteur de cette grande marque.

Les couleurs de la banque restent les mêmes, le bleu reste la couleur principale de notre marque. C’est une teinte riche qui a été combinée avec une couleur excitante et vibrante.

L’or (jaune) pour assurer la visibilité dans l’espace de vente au détail des composantes de l’activité du groupe qui sont tournées vers la vente au détail.

Nous avons choisi l’or jaune pour renforcer notre capacité à être visible sur le marché. En outre, l’or présente les caractéristiques suivantes

- Il prend de la valeur avec le temps
- Il ne perd jamais sa valeur intrinsèque
- Il est toujours vivant
- C’est l’étalon-or

- C’est un métal précieux durable. L’or jaune est déjà dans notre ADN - parce que nous sommes l’étalon-or ! Gold standard!

Quel bilan tirez-vous de l’exercice 2022 de la FBNBank DRC ?

L’année 2022 a été une année difficile en raison de la grande crise que le monde a vécu avec la guerre en Ukraine, y compris la crise du carburant que la RDC a connue, une situation qui a provoqué la hausse du prix, une fluctuation du taux de cotation sur le marché. En outre, nous avons nos propres défis à relever, que ce soit en termes de parts de marché ou de rentabilité de la banque.

Cependant, malgré ses nombreux défis, 2022 reste une bonne année pour FBNBank DRC, désormais FirstBank DRC. Au cours de cette année, la banque a atteint une rentabilité de 97,4% avec un total bilan qui a franchi la barre du milliard de dollars US ; ce qui nous a



permis d’être dans le top 5 des meilleurs sur le marché de la RDC.

2022 a également été une bonne année pour la marque FBNBank avec une bonne visibilité dans le paysage médiatique de la RDC, que ce soit à travers la télévision, la radio, les panneaux d’affichage ou le numérique. La banque a participé à plusieurs événements au cours de l’année, notamment DRC Mining, la première édition du forum sur le risque pays et l’édition 2022 du forum Makutano. Cependant, elle s’est surtout distinguée dans ses actions de RSE (Responsabilité sociale des entreprises), qu’elle a identifiées comme un moyen pour la banque de soutenir les communautés

où elle est implantée en allant à la rencontre des différents segments de la population sur l’ensemble du territoire. Au fil des années, FirstBank RDC a augmenté son investissement dans la RSE à travers plusieurs villes du pays, notamment Matadi, Boma, Kikwit, Kinshasa, Lubumbashi, Kananga, Beni, Goma, Uvira et Butembo. Cet élan de solidarité avec le peuple de la République démocratique du Congo s’est surtout manifesté dans les secteurs de la santé, du bien-être, de l’éducation et du développement communautaire. Ces nombreuses initiatives ont permis à FBNBank DRC SA, devenue FirstBank DRC SA, d’être couronnée meilleure banque RSE de la RDC par le Global

AVEC UNE RENTABILITÉ DE 97,4% ET UN BILAN TOTAL QUI A FRANCHI LA BARRE DU MILLIARD DE DOLLARS US, FIRSTBANK RDC EST LE TOP 5 DES MEILLEURES BANQUES DE LA RDC.

Brand Award, cérémonie qui s’est déroulée le 10 décembre dernier à Dubaï.

Avec 129 ans d’expérience bancaire en Afrique et 9 ans sur le marché de la RDC, que pouvez-vous dire du secteur minier de la RDC et de sa collaboration avec FirstBank DRC ?

Le secteur minier de la RDC est un secteur de croissance, qui reste au cœur de l’économie congolaise, et qui est resté dynamique et résilient face à la pandémie de COVID19, ainsi qu’aux fluctuations des prix des différentes matières premières. Les projections de croissance à moyen terme pourraient être plus élevées si des solutions durables étaient trouvées pour résoudre les contraintes qui pèsent sur le développement de l’activité minière, y compris la fourniture d’électricité. Nous suivons tous l’évolution des pourparlers entre le gouvernement congolais et la partie chinoise qui, nous l’espérons, aboutiront à un accord, ce qui ne manquera pas de propulser l’industrie minière vers de plus hauts sommets compte tenu des perspectives de croissance attendues. FirstBank DRC, forte de son expérience et de sa réputation dans le secteur bancaire, a su se positionner en apportant des solutions bancaires adaptées aux besoins du secteur minier qui se caractérisent par les points suivants

- Financement des exportations
- Financement de la chaîne de valeur minière
- Numérisation des processus pour fournir aux mineurs des informations en temps réel sur leur situation ;

- Gestion des processus d’entreprise
- Gestion des salaires

Depuis 5 ans, FirstBank RDC accorde une attention particulière au secteur minier, qui est diversifié à travers le pays, et le positionnement de ses différentes agences en témoigne.

Dans quel domaine du secteur minier en RDC la FirstBank est-elle la plus présente ?

FirstBank DRC se veut une banque proche de l’activité minière, c’est pourquoi nous optons pour une stratégie d’implantation dans les différents sites miniers afin de répondre rapidement aux souhaits de nos clients. Nous savons que le retard de paiement des miniers à leurs chaînes de valeur est un frein à leur développement. C’est pourquoi FirstBank DRC a mis en place des produits de financement pour accompagner les différentes chaînes de valeur dans le but d’améliorer leurs activités et donc de dynamiser l’économie. FirstBank DRC est fortement engagée à deux niveaux du secteur minier de la RDC, à savoir :

- Le rapatriement des fonds issus des activités minières tel que prévu par la loi sur le secteur minier
- Le financement du secteur en finançant efficacement les sous-traitants pour les rendre plus performants.

Quelles sont les perspectives de FirstBank DRC pour soutenir le secteur minier en RDC ?

Forte de sa présence internationale, FirstBank DRC se positionne comme une banque capable de financer le secteur minier au-delà du marché local avec la

participation de sa filiale britannique. Notre objectif est de continuer à soutenir cette industrie de manière à faire de la banque un acteur de choix pour tous les investisseurs du secteur.

La vision 2023 de FirstBank DRC sera-t-elle riche en opportunités pour le secteur minier en RDC ?

Certainement oui. L’économie de la RDC est dominée par le secteur minier. Les ressources minérales sont abondantes, notamment le cuivre, le cobalt, le diamant, l’or, l’étain, etc. Quatre-vingt-quinze pour cent de ses exportations sont des matières premières (principalement le cuivre et le cobalt, dont 40 % sont destinés à la Chine). FirstBank DRC, une filiale de First Bank

FIRST BANK DRC

► First Bank DRC, formerly FNB Bank, established in Congo in 1994

► Profitability of 97.4% in 2022

► Total assets exceeded US\$1,000,000,000

► Best CSR bank in the DRC by the Global Brand Award 2022

FIRST BANK DRC EN BREF

► First Bank DRC, ex FNB Bank, implantée au Congo en 1994

► Rentabilité de 97,4% en 2022

► Total bilan qui a franchi la barre 1 000 0000 000 de dollars US

► Meilleure banque RSE de la RDC par le Global Brand Award 2022

Nigeria Limited, a pour vision d’être la banque congolaise de premier choix, avec pour mission de créer des solutions bancaires qui apportent une valeur durable à toutes les parties prenantes. À ce jour, notre banque dispose déjà de produits permettant de travailler avec les miniers, mais nous ne nous arrêtons pas là, nous avons également l’intention d’introduire des produits beaucoup plus innovants qui feront des mineurs une priorité dans nos activités bancaires au cours de l’année 2023. Je pense que cette vision est très riche en opportunités pour le secteur minier. En termes d’allocation sectorielle en 2023, je peux vous dire clairement que le secteur minier occupe une position prédominante. En ce qui concerne le leadership dans ce domaine particulier, nous avons déployé quelqu’un qui a les capacités d’un cadre hautement qualifié pour être l’interlocuteur de choix dans ce domaine particulier.

Dans un marché bancaire concurrentiel comme celui de la RDC, où se situe FirstBank aujourd’hui ?

Dans un environnement très concurrentiel où 16 banques commerciales se partagent le marché de la RDC, FirstBank DRC SA est l’une des banques les plus prestigieuses, qui contribue au développement économique du pays depuis 1994. Malgré les nombreux changements qu’elle a subis au fil des ans, elle est restée résistante, digne de confiance et dynamique. À ce jour, nous sommes la 5^{ème} meilleure banque du marché en termes de rentabilité, de collecte de dépôts et de bilan.

Quel est votre dernier mot ?

Le changement de nom de FBNBank DRC en FirstBank DRC a été mis en œuvre pour s’aligner sur la marque mère afin de tirer parti de l’héritage et de l’équité de la marque First Bank of Nigeria Limited au cours de ses 129 années d’existence en tant que banque de premier plan et fournisseur de services financiers de premier plan pour le bénéfice de nos clients dans le monde entier. Ce changement garantira la clarté, l’uniformité et la cohérence de la marque sur les marchés respectifs où le groupe FirstBank opère. Le changement de nom des filiales renforcera également la perception de la banque en tant que marque monolithique et augmentera les opportunités de maximiser les synergies à travers le monde. Depuis sa création en 1894, FirstBank n’a cessé d’établir des relations avec ses clients en se concentrant sur les principes fondamentaux de la bonne gouvernance d’entreprise, d’une forte liquidité, d’une gestion optimisée des risques et du leadership. Au fil des ans, notre société mère, FirstBank of Nigeria, a dirigé le financement des investissements privés dans le développement des infrastructures de l’économie nigériane en jouant un rôle clé dans les programmes de privatisation et de commercialisation du gouvernement fédéral. Grâce à son envergure mondiale, le groupe FirstBank offre aux investisseurs potentiels désireux d’explorer les vastes opportunités commerciales disponibles en Afrique et au-delà, une marque de classe mondiale, compétitive à l’échelle internationale et un partenaire financier crédible.

FBNBank DRC SA (FBNBank), aujourd’hui FirstBank DRC SA, est l’une des banques les plus prestigieuses de la République démocratique du Congo, qui contribue au développement économique du pays depuis 1994. Malgré les nombreux changements qu’elle a subis au fil des ans en RDC, elle est restée résistante, digne de confiance et dynamique. FirstBank DRC, une filiale de First Bank of Nigeria Limited, a pour vision d’être la banque congolaise de “ premier choix “ avec pour mission de créer des solutions bancaires qui apportent une valeur durable à toutes les parties prenantes. Avec notre équipe de professionnels hautement qualifiés qui ont de nombreuses années d’expérience dans l’industrie bancaire, nous fournissons un riche bouquet de produits pour répondre aux besoins bancaires des particuliers, des entreprises et de la communauté d’affaires dans le pays. Nous nous engageons à fournir les meilleurs services personnalisés, compétitifs et orientés vers le client. Le changement de nom de FBNBank DRC en FirstBank DRC renforcera la position de notre marque en tant que partenaire dans la construction de la nation. Nous voulons rassurer le grand public sur notre engagement à fournir d’excellents services à tous nos clients grâce à des gammes de produits diversifiées et à des prix compétitifs, ainsi qu’à un personnel passionné et orienté vers le client qui soutient nos objectifs d’impact positif sur les entreprises et les institutions locales. Nous souhaitons la bienvenue à tous nos clients et parties prenantes dans une nouvelle ère d’une marque FirstBank véritablement mondiale, et en particulier à FirstBank DRC. ■

FORTE DE SON EXPÉRIENCE ET DE SA RÉPUTATION DANS LE SECTEUR BANCAIRE, FIRSTBANK DRC A SU SE POSITIONNER EN APPORTANT DES SOLUTIONS BANCAIRES ADAPTÉES AUX BESOINS DU SECTEUR MINIER.

OUR ELECTRONIC INITIATING SYSTEMS

are developed to effectively control your blasting process and ensure a safe mining environment.



CYBERDET

The first step to fully autonomous drilling and blasting.

dGPS

Designed to reduce errors in tagging and improve fault finding.

DIGISHOT® RANGER

Smart technology for enhanced safety and simplicity.

INTELLISHOT®

A superior blasting system for accurate blast outcomes.

AECI MINING EXPLOSIVES DRC SARL

ROUTE DE L'AEROPORT - LUANO CITY
BLOC C
LUBUMBASHI
REP. DEMOCRATIQUE DU CONGO
+243997027878
aecimining.com



SPÉCIAL

RDC



ÉTAT DES LIEUX

INDUSTRIE MINIÈRE

INFRASTRUCTURES & TRANSPORTS

AGRICULTURE, ELEVAGE ET ENVIRONNEMENT

BANQUES & ASSURANCES

ÉNERGIE

TECHS & COMMUNICATIONS

ENTREPREUNARIAT

La RDC en bref

Infos clés

Langue officielle : français

Langues nationales :

lingala, kikongo, swahili et tshiluba

Président de la République :

Félix-Antoine Tshisekedi,
depuis janvier 2019

Chef du gouvernement :

Jean-Michel Sama Lukonde

PIB par habitant : 501 USD

Économie

Exportations : les biens d'équipement, les denrées alimentaires et les produits chimiques

Importations : 14.500,00 millions USD en 2023

Human capital index : 164/174

Principaux partenaires d'importation :

La Chine, l'Afrique du Sud, la Belgique et la Zambie.

Économie

La croissance économique est estimée à 6,1 % en 2022. Les investissements et les exportations du secteur minier restent les principaux moteurs de la croissance, soutenus par l'amélioration des prix des minéraux et l'augmentation des investissements publics. Les secteurs non miniers (notamment les services) se situaient à 4,1 % en 2022, contre 4,5 % en 2021. La hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires due à la guerre en Ukraine exerce des pressions à la hausse sur l'inflation intérieure, faisant passer le taux d'inflation moyen de 9,1 % en 2021 à 9,5 % en 2022. 32,3 millions de personnes sont employées en RDC, avec un taux de chômage de 84,2%.

216^e économie mondiale, le pays voit son budget annuel grimper chaque année

Les chiffres clés

100,6

MILLIONS D'HABITANTS
en janvier 2023, avec augmentation de 3,2 millions (+3,3 %) entre 2022 et 2023.

2 345 000

KM²
de superficie.

8,5%

DE CROISSANCE DE PIB
Taux de croissance PIB en 2023.

164/174

HUMAN CAPITAL INDEX
L'indice du capital humain
a été créé par la Banque mondiale en 2018
dans le but de mettre en évidence
le potentiel économique et professionnel
de leurs citoyens.

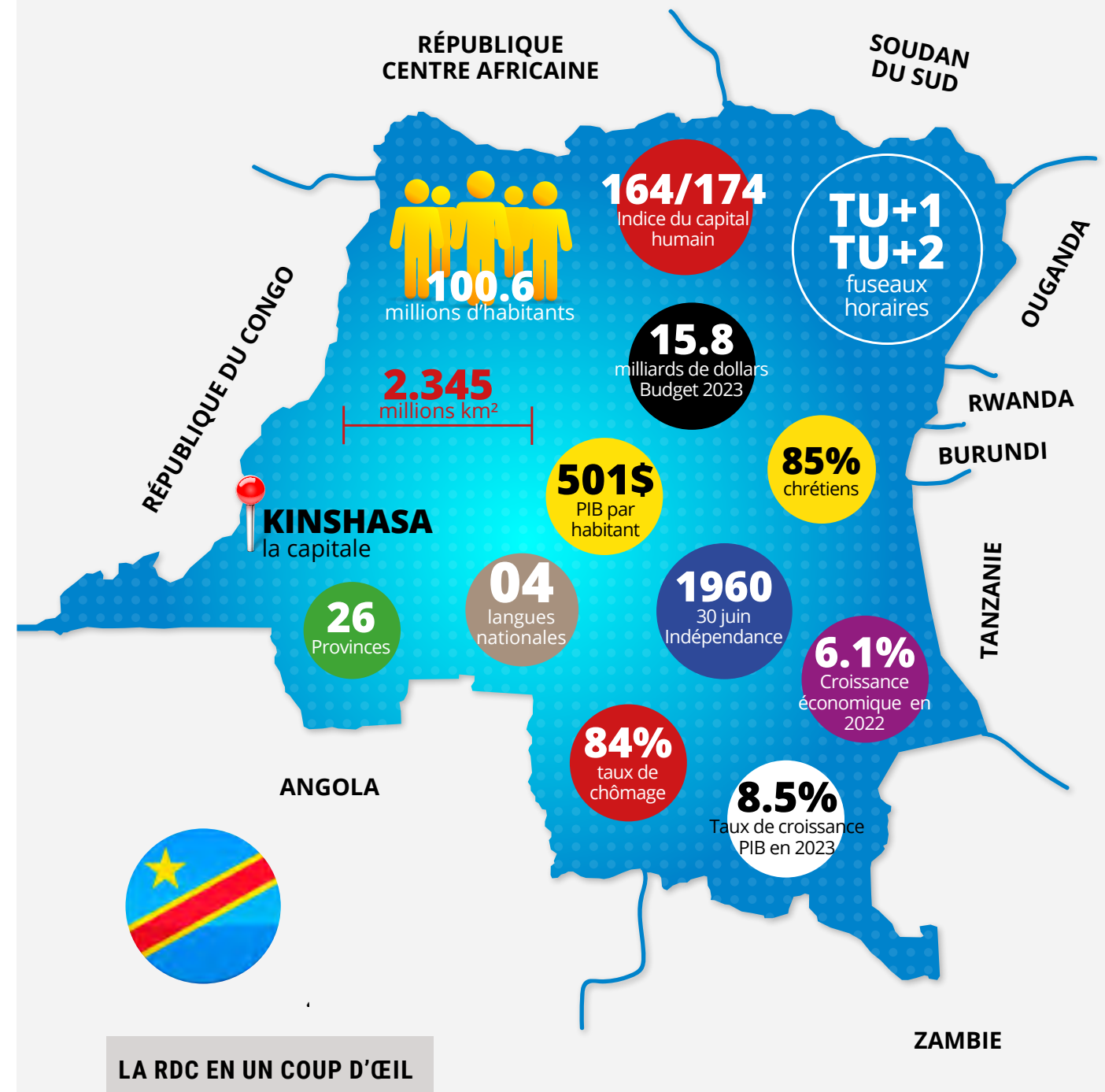
et a atteint 16 milliards de dollars en 2022. Les perspectives à moyen terme pour la RDC sont favorables, selon la Banque mondiale. La croissance devant s'accélérer pour atteindre 6,4 % en 2024. La RDC s'est classée au 183^e rang dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale (2020). Dans le rapport de 2019, elle a terminé à la 184^e place. Dans le rapport sur la compétitivité mondiale du Forum économique mondial (2019), la RDC s'est classée 139^e. Les dix premiers pays bénéficiaires des IDE chinois - RDC et l'Afrique du Sud - ont représenté 63 % du stock total d'IDE chinois en Afrique.

Éducation et santé

En 2016, la République démocratique du Congo comptait 464 678 étudiants dans l'enseignement supérieur, 4,6 millions d'étudiants dans le secondaire et 13,8 millions dans le primaire. 16^e plus grand pays du monde, 2^e en Afrique et le plus grand pays subsaharien par sa superficie, la RDC est un espace riche de diversité culturelle, ethnique, de langue, environnementale et de peuples. De sa population, 49,9 % d'hommes et 50,1 % de femmes, 12,5 % ont entre 18 et 24 ans et 13,3 % ont entre 25 et 34 ans, faisant du pays un des plus jeunes du monde. La RDC a consacré, en 2019, 1,5 % de son PIB à l'éducation. Les dépenses de santé publique se sont élevées à 231 millions de dollars et les dépenses de santé privées à 1,6 milliard de dollars en 2018.

Les grandes villes

En 2019, 35 agglomérations ont le statut de ville de la République démocratique du Congo. Le terme ville a un sens légal. La capitale Kinshasa a le statut particu-



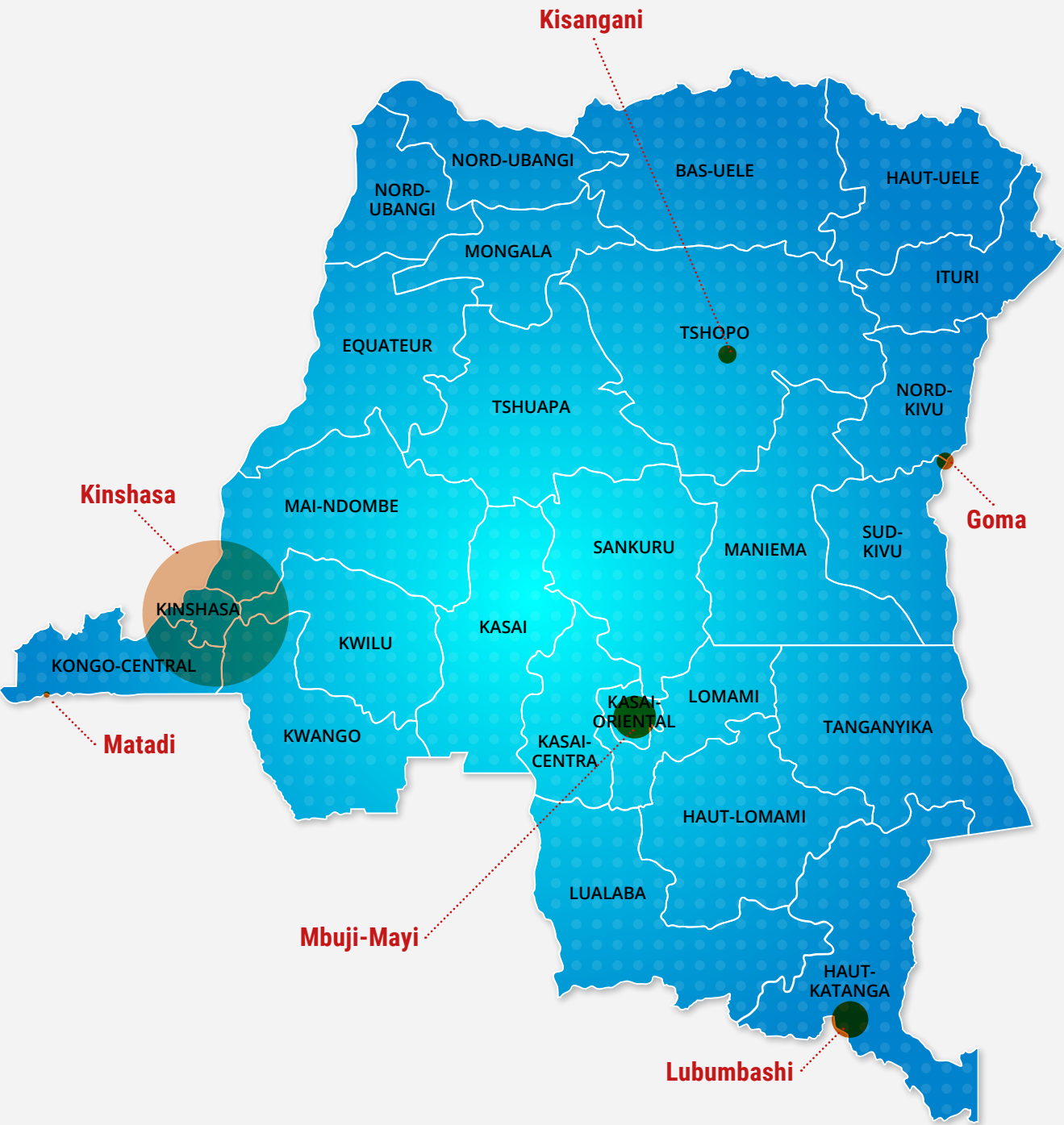
lier de ville-province. Les villes sont les localités légalement décrétées comme telles, avec à leur tête un maire. Les villes sont subdivisées en communes, avec à leur tête des bourgmestres. Par ville, il faut entendre tout chef-lieu de province, toute agglomération d'au moins 100 000 habitants disposant des équipements collectifs et des infrastructures économiques et sociales aux-

quelles un décret du Premier ministre aura conféré le statut de ville. Début 2023, 47,1 % de la population de la RDC vivait dans des centres urbains, tandis que 52,9 % vivaient dans des zones rurales.

KINSHASA

La capitale de la RDC est désormais la plus grande ville d'Afrique (son

aire urbaine compte 15,62 millions d'habitants). Elle est suivie de Lagos (15,4 millions), du Caire (10 millions), de Gizeh (9,2 millions), de Dar es-Salaam (7,1 millions), de Khartoum (six millions), de Johannesburg (5,9 millions), d'Abidjan (5,4 millions), d'Alexandrie (5,3 millions) et d'Addis-Abeba (5 millions).



LES 26 PROVINCES DE LA RDC

Ville-province, Kinshasa se trouve à l'ouest de la province du Kongo Central, la seule province de la RDC ayant un accès direct à la mer par Matadi.

MATADI

Avec une population de 302 000 habitants, située à 148 km de l'embouchure du fleuve Congo et à 273 km au sud-est de Kinshasa, la ville portuaire est la plus grande ville de cette province. Elle abrite le principal port maritime du pays, avec un tirant d'eau maximal de 8,2 mètres. Un portage ferroviaire à voie métrique et une route pavée à deux voies relient Kinshasa et Matadi.

KIN-BRAZZA

Le prix d'un billet dans une embarcation au Beach Ngobila, entre les deux capitales les plus proches du monde, Kin-Brazza, coûte 60 dollars pour un aller simple. Une zone économique spéciale (ZES) pilote, à Maluku, située à l'est de Kinshasa, couvre une superficie de 244 hectares. Elle est constituée dans le cadre d'un partenariat public-privé et offre des avantages fiscaux et réglementaires aux investisseurs et aux entrepreneurs, notamment une exonération fiscale de cinq à dix ans.

LUBUMBASHI

La deuxième ville de la RDC avec 2,78 millions d'habitants, est située dans la partie sud-est du pays, à 1 550 km de Kinshasa et le long de la frontière avec la Zambie. Elle se trouve dans la région de Copperbelt et sert de plaque tournante à de nombreuses grandes sociétés minières du pays. Contrairement à Kinshasa, Lubumbashi est reliée au réseau ferroviaire d'Afrique australe. Surnommée Wantanshi, la ville est connue pour son dynamisme et les multiples opportunités d'investissement qu'elle offre.

GOMA

Ville touristique, elle en a la vocation, entre le parc national de Virunga, le lac Kivu et le volcan de Nyiragongo, la capitale du Nord-Kivu symbolise la créativité fertile du pays. Goma est devenu un hub pour les entrepreneurs et les innovations dans les secteurs de technologies, de

15,62
MILLIONS D'HABITANTS
dans l'aire urbaine de Kinshasa en font la plus grande ville d'Afrique..

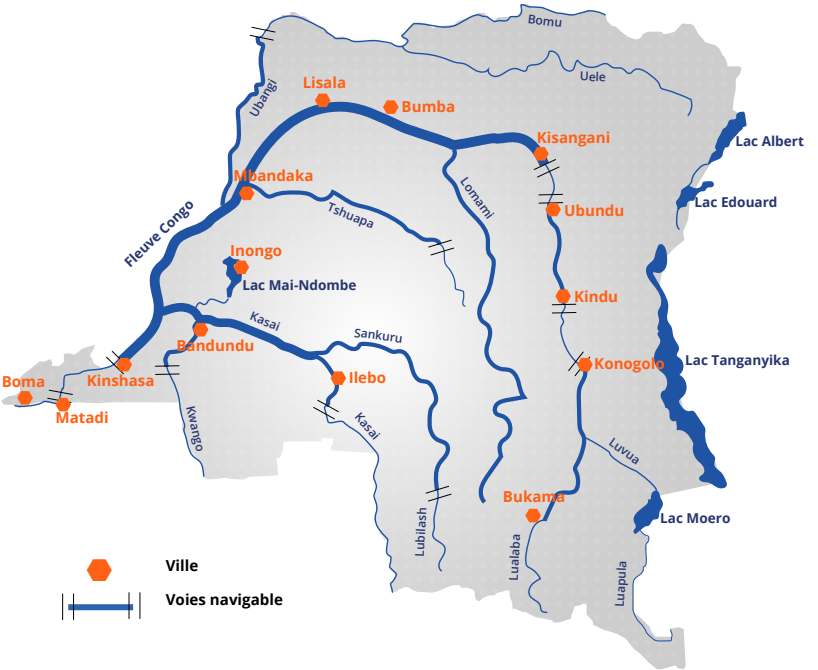
60\$
LE BILLET
au beach Ngobila
entre Kinshasa et Brazzaville

l'éducation, de l'hôtellerie. Son aéroport international ouvre la ville aux pays de la région et à des compagnies aériennes internationales.

Le fleuve Congo

Il est le huitième plus long fleuve du monde, et le second après l'Amazone par son débit et après le Nil par sa longueur. Il s'écoule sur 4700 kilomètres. Des relevés bathymétriques par sonar effectués en 2008 pourraient confirmer que le fleuve Congo serait le plus profond au monde, avec une profondeur dépassant 220 mètres sous forme de canyons immergés ; ses eaux abritent même une faune typiquement abyssale. Son rôle économique pourrait être prépondérant. Certes, les chutes Livingston empêchent l'accès du fleuve depuis la mer, mais le Congo est navigable par sections, en particulier entre Kinshasa et Kisangani, soit 2 495 km. Le contournement des grandes chutes par le chemin fer était effectif à l'époque où la SNCC fonctionnait sur l'ensemble de son réseau. Le fleuve a également un potentiel en énergie électrique phénoménal avec les barrages d'Inga au bas de Pool Malebo. ■

SOURCES : BANQUE MONDIALE, DATAREPORTAL, INVESTOR MONITOR, VOA, TRADING ECONOMICS



LES VOIES NAVIGABLES

Le gouvernement de la RDC



Président de la République

Félix-Antoine Tshisekedi



1^{er} ministre

Jean-Michel Sama Lukonde



Ministre de l'Intérieur,
de la Sécurité et Affaires
coutumières :
Kazadi Kankonde Peter



Ministre de la Défense
nationale et des anciens
Combattants :
Bemba Gombo Jean-Pierre



Ministre de l'Économie
nationale :
Kamerhe Vital



Ministre des Affaires
étrangères et francophonie :
Christophe Lutundula Apala



Ministre de la Fonction
publique, de la modernisation
de l'administration et de
l'innovation du service
public :
Jean-Pierre Lihau Ebua.

Vice-Premier Ministres

Ministres d'État

- Ministre d'État, ministre de l'Environnement et du Développement durable : Ève Bazaiba Masudi
- Ministre d'État, ministre de la Justice, garde des Sceaux : Rose Mutombo Kiese
- Ministre d'État, ministre des Infrastructures et travaux publics : Alexis Gizaro Muvuni
- Ministre d'État, ministre de la Coopération régionale : Antipas Mbusa Nyamwisi
- Ministre d'État, ministre du Budget : Aimé Boji Sangara
- Ministre d'État, ministre du Portefeuille : Adèle Kahinda Mayina
- Ministre d'État, ministre du Plan : Tsuminwa Tuluka Judith
- Ministre d'État, ministre de l'Urbanisme et de l'habitat : Pius Muabilu Mbayu Mukala
- Ministre d'État, ministre du Développement rural : François Rubota Masumbuko

- Ministre d'État, ministre de la Décentralisation et réformes institutionnelles : Eustache Muhanzi Mubembe
- Ministre d'État, ministre de l'Aménagement du territoire : Guy Loando Mboyo
- Ministres
- Ministre des Finances : Nicolas Kazadi
- Ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention : Kamba Mulanda Samuel-Roger
- Ministre de l'Agriculture : José Mpanda Kabangu
- Ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) : Tony Mwaba Kazadi
- Ministre des Transports, des voies de communication et du désenclavement : Ekila Likombo Marc
- Ministre de l'Emploi, du Travail et de la prévoyance sociale : Mme Ndusi Ntembe Claudine
- Ministre de la Pêche et de l'élevage : Adrien Bokele Djema

- Ministre de l'Industrie : Julien Paluku Kahongya
- Ministre de l'Entrepreneuriat et des petites et moyennes Entreprises : Zinga Birihanze Désiré
- Ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) : Muhindo Nzangi
- Ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique : Gilbert Kabanda Rukemba
- Ministre des Mines : Antoinette Nsamba Kalambayi
- Ministre des Hydrocarbures : Didier Budimbu Ntubuanga
- Ministre des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication (PTNTIC) : Augustin Kibassa Maliba Lubalala
- Ministre du Numérique : Désiré Cashmir Eberande Kolongele
- Ministre des Affaires foncières : Aimé Sakombi Molendo

- Ministre des Ressources hydrauliques et de l'électricité : Olivier Mwenze Mukaleng
- Ministre du Commerce extérieur : Jean-Lucien Bussa Tongba
- Ministre des Droits Humains : Albert Fabrice Puela
- Ministre du Genre, de la famille et des enfants : Masangu Bibi Muloko Mireille
- Ministre du Tourisme : Didier Mazenga Mukanzu
- Ministre des Communications et médias, porte-parole du gouvernement : Patrick Muyaya Katembwe
- Ministre des Affaires sociales, des actions humanitaires et de la Solidarité nationale : Modeste Mutinga Mutushayi
- Ministre de la Formation professionnelle et des métiers : Antoinette Kipulu Kabenga
- Ministre de la Jeunesse, de l'initiation à la nouvelle citoyenneté et de la Cohésion nationale : Yves Bunkulu Zola
- Ministre des Sports et des Loisirs : François Kabulo Mwana Kabulo

- Ministre de la Culture, des Arts et du Patrimoine : Catherine Katumbu Furaha
- Ministre des Relations avec le Parlement : Anne-Marie Karume Bakaneme
- Ministre près le Président de la République : Nana Manuanina Kihimba
- Ministre déléguée près le ministre des Affaires sociales, des actions humanitaires, et de la solidarité nationale chargé des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables : Irène Esambo Diata

Vice-ministres :

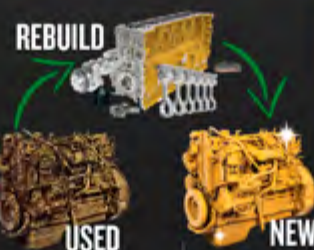
- Vice-ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la décentralisation et des Affaires coutumières : Jean-Claude Moliye Mandongo
- Vice-ministre des Affaires étrangères : Bandu Panzu Crispin
- Vice-ministre de la Justice : Mambu Lawu Thadée
- Vice-ministre du Plan : Bitika Omana Pascal

- Vice-ministre du Budget : Elysée Bokumuamua Maposo
- Vice-ministre de la Défense nationale : Adubango Awoto Samy
- Vice-ministre des Finances : Onyege Nsele Mimpa
- Vice-ministre des Mines : Godard Motemona Gibolum
- Vice-ministre de la Santé publique et de la prévention : Olen Obe A Nzem Serge
- Vice-ministre de l'EPST : Aminata Namasiya Bazego
- Vice-ministre des Hydrocarbures : Moleka Nsolo Wivine
- Vice-ministre des Transports et des voies de communication : Kilubu Kutuna Séraphine

CAT® CERTIFIED REBUILD



BUILT TO
BE **REBUILT**



**FOREVER
YOUNG**



**REBUILD
FOR ENHANCED
PRODUCTIVITY**

CAT® Certified Rebuild can enhance your machine's efficiency and capabilities to meet current standards at a lower cost.

**REBUILD
FOR A SUSTAINABLE
TOMORROW**

We reuse up to 65% of parts when rebuilding your machine. This makes CAT® Certified Rebuild a more environmentally sustainable solution.

**REBUILD
FOR PEACE OF MIND**

Protect your machine for up to five years and take advantage of Congo Equipment support.

INDUSTRIE MINIÈRE EN RDC

LE SECTEUR DES MINES EN RDC

LES FORCES EN PRÉSENCE

LES MINÉRAIS STRATÉGIQUES

EXPORT TERRESTRE MINIER AU LUALABA

Secteur minier un vent d'optimisme souffle sur l'industrie minière

Le secteur minier en RDC : certifier les bonnes pratiques

En 2023, un vent d'optimisme souffle sur l'industrie minière de la République démocratique du Congo (RDC).

En 2022, l'économie a poursuivi sa croissance sur sa lancée de 2021, on a enregistré que la croissance du PIB n'a reculé que de 0,1 % par rapport aux 6,2 % enregistrés l'année précédente. Les investissements directs étrangers ont augmenté de 14 % en 2021, selon la CNUCED. La plupart des investissements sont allés au secteur minier.

La RDC est passée du quatrième au troisième rang mondial des producteurs de cuivre en 2021, après le Chili et le Pérou, avec une production de 1,8 million de tonnes en 2021, contre 1,3 million de tonnes l'année précédente.

Cobalt, lithium, or, cap sur 2023

En 2023, la RDC devrait atteindre pour la première fois la barre des 2 millions de tonnes par an. Avec l'expansion du site cuprifère de Kamoa-Kakula, en 2023, elle pourrait produire 3 millions de tonnes de cuivre par an, devant la production totale actuelle du Pérou. Kamoa-Kakula deviendrait alors la troisième plus grande exploitation minière de cuivre au monde à horizon 2024. Début février, les

exportations d'or de la RDC ont atteint 207 kg d'or, contre 23 kg en 2021 et 34 kg en 2022. Le gouvernement avait acté, en décembre 2022, la création de deux nouvelles coentreprises en partenariat avec les Émirats arabes unis : Primera Gold DRC et Primera Metals DRC. Elles interviendront respectivement dans le secteur artisanal de l'or et celui des minerais 3T (Étain, Tungstène, Tantale). La RDC montre des signes de ses capacités à développer sa production de cobalt et à exporter du lithium.

MMG

Le minier a annoncé début 2023 qu'elle investit 600 millions de dollars US pour augmenter la production de cathodes de cuivre et d'hydroxyde de cobalt de Kinsevere au cours des deux prochaines années.

Boss Mining

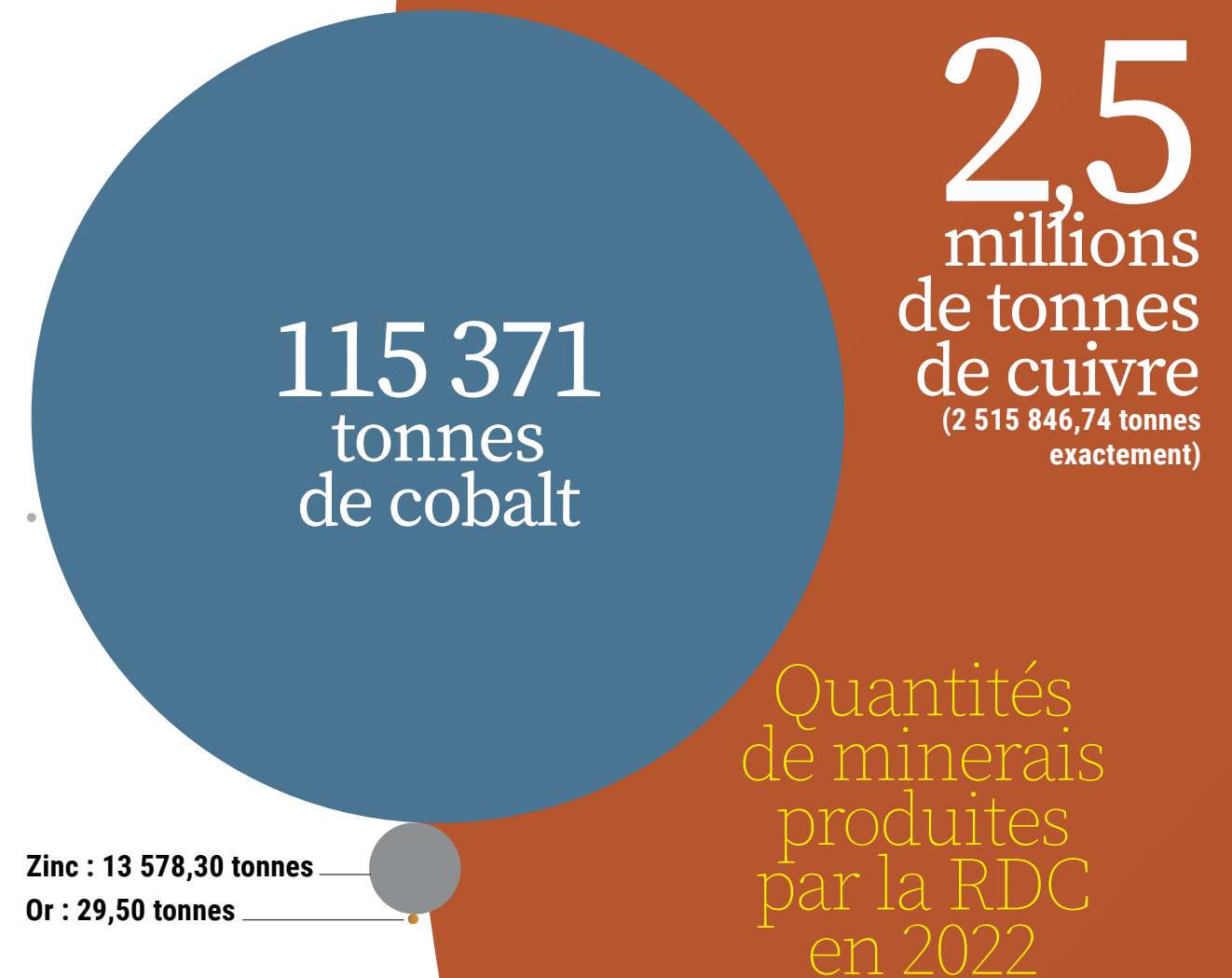
Les activités de Boss Mining, situées dans les provinces de Lualaba et Haut-Katanga, ont redémarré en novembre 2022, après presque trois ans d'entretien et de maintenance par son opérateur, Eurasian Resources Group (ERG). Boss mettra en service environ 1 800 t de cathode de cuivre et 300 t d'hydroxyde de cobalt par mois d'ici mars 2023, et créera 750 emplois locaux.

Metalkol RT

Metalkol RT (Roan Tailings Reclamation) du caucasien ERG est devenu la deuxième plus grande exploitation autonome de cobalt sous la forme de deux dépôts de résidus anciens contenant environ 110 tonnes de réserves. Certainement plus durable, la stratégie de l'exploitation des résidus de minerais plutôt que celle de gisements vierges est également développée par Tantalex Lithium Resources,

Tantalex Lithium Resources

Le minier détient une licence pour les résidus de lithium et d'étain de Manono Kitotolo qui fut exploité pour l'étain entre 1910 et 1980. Hadley Natus, président de Tantalex, est optimiste. « D'autres projets comme Manono verront le jour en Afrique », explique-t-il. Il ajoute « Je pense qu'il y a plus de produits de résidus sur le continent. L'exploitation des résidus n'est pas seulement la forme la plus propre d'exploitation minière, c'est aussi la moins chère. À l'exception des coûts de réhabilitation, les coûts d'exploitation sont négligeables ». En RDC, les principaux sites miniers miniers, voir dans certains cas, les résidus restants, dépassent en taille et en teneur la plupart des autres ressources dans le monde. Seules quelques mines exploitées par Glencore, ERG et quelques



autres géants miniers fournissent 70 % du cobalt mondial.

Barrick Gold

Pour ce qui concerne l'or, le seul site minier présent en RDC de Kibali qui exploitée par Barrick Gold qui produisait en 2021 812 000 onces à une teneur de 3,62 g/t Au en 2021, dépasse de très loin tous les autres en Afrique.

À l'est, les terres rares

Huit des 26 provinces de la RDC regorgent des minéraux stratégiques de la transition énergétique mondiale. La société canadienne Auxico Resources qui a un accord exclusif pour les terres de monazite depuis 1981, est le 1er exportateur de monazite de RDC depuis

Source : "Statistiques minières exercice 2022" du Ministère des mines

LA TRAÇABILITÉ
POUR METTRE EN PLACE
DE MEILLEURES NORMES
MINIÈRES ET UNE PLUS GRANDE
CONFORMITÉ EN FAVEUR
DES MINERAIS DE LA RDC.

1981. Auxico exporte la monazite depuis le gisement de Bafwasende dans le Nord-Kivu. Dans le cadre de partenariats à 70/30 avec une organisation d'État et un comptoir de diverses coopératives pour l'approvisionnement en concentrés, Auxico analyse le produit reçu, organise le processus de la vente et s'occupe de l'ensemble de la logistique depuis la source jusqu'à la destination en Chine. Entre avril et novembre 2022, Auxico qui a vendu 750 tonnes de concentrés, a pour ambition de passer à 1 000 tonnes par mois. Lancer ses propres opérations pour ne plus dépendre de l'approvisionnement des mineurs artisanaux fait partie de ses objectifs. Le rôle déterminant d'Auxico est d'assurer la crédibilité de la source de ses concentrés. Mark Billings, président exécutif d'Auxico Resources déclare : « Qu'elles soient justes ou injustes, les perceptions négatives à l'égard de la RDC sont monnaie courante, c'est pourquoi nous voulons fournir une traçabilité complète de nos produits, de la personne qui l'apporte au comptoir jusqu'aux ports où il est débarqué selon les instructions des clients ». Un autre objectif d'Auxico est l'obtention de la certification d'une tierce partie pour prouver sa bonne gouvernance.

Les scandales à répétition
Avec de tels atouts, pourquoi la RDC est-elle régulièrement placée en bas de la liste des pays les plus attractifs pour les investissements ? L'Institut Fraser et d'autres instituts de notation pointent du doigt la mauvaise gouvernance et les réglementations chaotiques. Pourtant, on note que la tendance est au renforce-

ment des cadres législatifs existants afin d'encourager de meilleures normes minières et une plus grande conformité, pour une meilleure répartition des profits en faveur des communautés. Les scandales qui entachent la réputation de certaines entreprises comme la société minière d'État, la Gécamines (Générale des carrières et des mines) créent un climat peu favorable au « doing business » en RDC. Dans le cadre d'un audit, la Gécamines avait été épinglée par l'Inspection générale des finances (IGF), qui avait constaté d'importantes irrégularités dans sa gestion. Plus de 400 millions de dollars américains n'ont pu être retrouvés dans les livres de l'organisation. China Molybdenum, qui exploite la mine de cuivre-cobalt Tenke Fungurume, fait également l'objet d'une enquête menée par le gouvernement, qui prétend que le niveau des réserves a été volontairement sous-estimé pour réduire les redevances payables à la Gécamines. Une affirmation que nie China Molybdenum. MMG, l'exploitant de la mine de cuivre de Kinsevere, avait été, en litige la Gécamines après l'occupation par des forces armées gouvernementales de deux concessions proches de sa mine de cuivre de Kinsevere en septembre 2022, selon MMG. Les géants des mines présents depuis des décennies en RDC s'accordent désormais sur la priorité à accorder aux investissements sociaux pour soigner leur réputation et leur crédibilité. Les investissements de Kibali ont atteint 4 milliards de dollars. Dans le contexte d'une industrie en plein changement et à la recherche d'une nouvelle manière d'exploiter les ressources, les opérateurs miniers ont compris que

l'exploitation minière peut se faire de manière durable, éthique et transparente dans les pays en développement.

LES PRINCIPAUX
OPÉRATEURS MINIERS

—

Cuivre et cobalt

Ivanhoe Mines,
Zijin Mining,
Glencore,
Eurasian Resources Group,
Chemaf, MMG, CMOC

Or

Barrick Gold,
Amani Gold,
Loncor Gold

Lithium, étain et tantale

AZ Minerals,
Alphamin,
Tantalex Lithium Resources

Terres rares

Auxico Resources.

CLASSEMENT
DES PRODUCTEURS
MONDIAUX DE CUIVRE

1^{er} : Chili
2^e : Pérou
3^e : RDC

La RDC est sur la 3^e marche des producteurs de cuivre en 2021, après le Chili et le Pérou, avec une production de 1,8 million de tonnes en 2021, contre 1,3 million de tonnes l'année précédente.

SOURCES BAD, CNUCED

Cobalt, la RDC
en pole position sur
le marché mondial

Le marché du cobalt a connu, en 2022, la plus forte augmentation jamais enregistrée, grâce aux productions de la RDC, de l'Indonésie et la forte demande de minerai nécessaires à la fabrication des batteries électriques, selon le négociant en matières premières Darton Commodities.

Le déficit observé en 2021 semble loin à présent. En 2022, la production de cobalt a augmenté de 23 %, 187 060 tonnes ont été extraites générant un excédent record, selon l'analyse de Darton Commodities. Le cobalt congolais a contribué à 75% du stock mondial. L'Indonésie figure encore au rang de puissance émergente sur ce marché restreint, mais elle se positionne déjà comme un producteur de taille. Les entreprises chinoises détiennent 44 % de l'offre minière mondiale, soit 78 % de la production de cobalt raffiné. La demande de l'industrie automobile, le plus gros consommateur de métal pour batteries électriques, avait nettement ralenti en 2022, causant un effondrement des cours du cobalt de plus de 60 %.

La RDC, un acteur de poids
La production minière mondiale a augmenté de 42 % entre 2020 et 2022 en raison de l'augmentation de la production des géants miniers, mais également le démarrage d'activité de nouveaux sites. En 2022, Glencore Plc était de loin le plus grand producteur mondial de minerai, principalement grâce à ses deux exploitations au Congo. Derrière le Suisse, figurent parmi les poids lourds de l'industrie minière en RDC, Eurasian Resources Group et le groupe chinois CMOC Group Ltd.

187 060

TONNES DE COBALT

extraites selon l'analyse
de Darton Commodities.

35 \$

ENVIRON

LE KILOGRAMME DE COBALT

en avril 2023

78%

DE LA PRODUCTION
DE COBALT RAFFINÉ

sont détenus par la Chine

important d'hydroxyde de cobalt semi-raffiné provenant du site de Tenke. La mise à l'arrêt de ses exportations à la mi-juillet n'a pas remis en question la productivité de la mine. Au contraire, CMOC a continué à faire fonctionner la mine à pleine capacité, augmentant ses stocks de minerai. Le stock de Tenke pourrait alors considérablement faire bouger les marchés. « Alors que le marché cobalt a subi d'importantes variations en 2022 avec de fortes augmentations de l'offre et de nombreuses fluctuations de la demande, des signes avant-coureurs commencent à apparaître », indique le rapport de Darton Commodities. Il précise également « Cependant, l'impasse entre CMOC et Gécamines dans le conflit sur les paiements de redevances reste un joker, et a le potentiel de changer radicalement le marché de l'hydroxyde de cobalt dans un sens ou dans l'autre. » ■

Un marché plus que jamais fluctuant La production minière devrait encore augmenter d'un tiers au cours des deux prochaines années, selon Darton. Selon les sources de Bloomberg, le marché du cobalt pourrait subir d'autres revers. Le règlement du différend qui oppose Gécamines et CMOC sur les paiements de redevances minières lui permettrait alors d'exporter un stock

MMG, l'engagement à long terme de Kinsevere pour une croissance durable selon Nan Wang

REPORTAGE MINING&BUSINESS MAGAZINE
PHOTOS OLIVIER DELAFOY POUR PHOTO.AFRICAINSIDE

Directeur Général Exécutif pour l'Australie et l'Afrique, Nan Wang est membre du Comité exécutif de MMG. Il nous livre son analyse de l'engagement à long terme de Kinsevere pour une croissance durable en RD Congo. Un entretien exclusif publié dans le numéro 47 de M&B Magazine.

Monsieur Wang, quelle est la vision du développement de MMG en Afrique et plus particulièrement en RDC ? Quelles sont les contributions de MMG dans l'économie congolaise ?

Nous allons accroître notre présence au Congo et nos investissements dans notre région d'accueil, la province du Haut-Katanga. Notre objectif est d'assurer un avenir solide à notre exploitation de Kinsevere.

En 2022, notre conseil d'administration a approuvé le projet d'expansion de Kinsevere (KEP) et une dépense en capital de 550 à 600 millions de dollars. La durée de vie de notre exploitation de Kinsevere sera prolongée d'au moins 13 ans.

Dans le cadre du projet, nous allons agrandir notre usine de traitement, ce qui nous permettra de faire la transition vers le traitement des sulfures et des ressources de cobalt à notre mine de Kinsevere. Mais plus important, le cobalt s'ajoute désormais au portefeuille de Kinsevere, à un moment où la demande des véhicules électriques et des systèmes de stockage d'énergie devrait s'accroître à mesure que le monde souhaite un futur à faible émission de carbone.

Au-delà du cobalt, notre objectif est de porter la production annuelle de Kinsevere à plus de 100 000 tonnes d'équivalent cuivre.

Nous prévoyons que la première production de cobalt sera produite en 2023.

Nous sommes ravis de l'opportunité de continuer à travailler dans une province minière très prometteuse pour fournir les matériaux nécessaires à la transition énergétique mondiale.

MMG est l'un des plus gros investisseurs en RDC. Nous sommes fiers de nos importantes contributions économiques et sociales. Nous sommes également un grand contribuable, employeur et acheteur de biens et services locaux. En 2021, nous avons participé à hauteur de 250 millions de dollars à l'économie de la RDC.

ASSURER L'AVENIR DE KINSEVERE NOUS PERMETTRA SURTOUT DE CONTINUER LA CONTRIBUTION DE MMG AUX COMMUNAUTÉS VOISINES

Comment MMG est-il impliqué dans la communauté locale ?

Le 6 juin 2021, Kinsevere a signé le cahier des charges avec la population locale, parrainant une série de programmes de développement social, on a prévu 6 millions de dollars pour aider les villages. Nous travaillons en étroite collaboration avec les communautés et organisons des réunions d'évaluation trimestrielles. C'est l'occasion d'informer les communautés sur nos progrès, mais aussi de recevoir des commentaires sur nos projets réalisés qui permettent d'atteindre des objectifs communs.

Quels sont les résultats concrets ?

L'approche d'investissement communautaire de Kinsevere s'aligne sur les priorités nationales et les objectifs de développement durable des Nations Unies.

Il y a environ 26 communautés à proximité de la mine. Avec les dirigeants locaux et nos partenaires, nous nous sommes concentrés sur la fourniture d'un soutien basé sur quatre piliers clés : les essentiels de la vie, la santé et le bien-être, le sida et un soutien à la vaccination, la sécurisation des revenus ainsi que l'éducation.

Notre travail avec la communauté est axé sur le renforcement des compétences et des capacités locales pour garantir la pérennité des avantages.

J'ai été particulièrement satisfait de notre travail et du soutien que nous apportons aux femmes dans l'industrie minière.

Notre plaidoyer et notre partenariat avec le gouvernement ont permis la mise en œuvre de changements législatifs pour accroître la participation des femmes dans la main-d'œuvre, non seulement dans nos opérations, mais dans toute la RDC.

Nos équipes de développement social et de sécurité de Kinsevere travaillent également pour aider à sensibiliser aux risques miniers artisanaux et à petite échelle dans des discussions ouvertes et transparentes avec les dirigeants communautaires et d'autres partenaires de l'industrie.

Parlons de votre concession de Sokoroshi

Sokoroshe II et Nambulwa sont essentiels au succès futur du KEP. Notre plan est de développer Sokoroshi dans le cadre des opérations de Kinsevere. C'est une partie importante du projet d'expansion qui contribuera à prolonger la durée de vie de la mine.

Pouvez-vous nous parler du projet KEP ?

C'est le Projet d'Expansion de Kinsevere. Le projet ajoutera la production de cobalt au portefeuille de Kinsevere, à un moment où la demande des véhicules électriques et des systèmes de stockage d'énergie devrait s'accroître alors que nous passons à un avenir à faible émission de carbone.

Il prolongera la durée de vie de la mine de Kinsevere d'au moins 13 ans à partir de 2022, et portera la production annuelle de cathode de cuivre à 80 000 tonnes et de 4 000 à 6 000 tonnes de cobalt dans de l'hydroxyde de cobalt.

À l'heure actuelle, nous avons 1 800 employés, personnel MMG et sous-traitants inclus, 94 % sont des ressortissants congolais. Quand nous allons agrandir nos opérations pour le cobalt, nous aurons d'autres postes à pourvoir pour les employés locaux.

Quand le projet va-t-il démarrer ?

MMG s'engage à accroître sa présence en investissant dans la province du Haut-Katanga et en RDC et à assurer un futur solide à nos opérations.

Nous avons lancé la phase de construction en 2022 avec la première production de cobalt prévue en 2023. Les premières cathodes de cuivre à partir de minerai sulfuré sont espérées en 2024, la mine poursuivant la production à partir de minerai d'oxyde pendant la phase de construction.

Assurer l'avenir de Kinsevere nous permettra surtout de continuer la contribution de MMG aux communautés voisines ainsi que de fournir des opportunités d'emploi et de développement. De solides relations avec les parties prenantes et le soutien des autorités locales sont essentielles à notre succès.



Nan Wang

23 ans dans l'industrie minière

**MMG : EGM for Australia & Africa
Member of Executive Committee.**

May 2022

Group Manager Mining. Australia.

2013-2019

**Gold Fields Limited : vice-président,
responsable des services techniques
de pour la région ouest-africaine**

Quelque chose à ajouter ?

MMG a été fondée en 2009 et notre vision est de créer une société minière internationale de premier plan pour un avenir à faible émission de carbone.

Aujourd'hui, notre portefeuille mondial soutient la production de cuivre, de zinc et de cobalt. Ces produits sont primordiaux pour atteindre les objectifs internationaux de décarbonisation et d'électrification.

Sur nos quatre sites opérationnels en Australie, en RDC et au Pérou, nous employons plus de 10 000 employés et sous-traitants. MMG se positionne comme notre principal actionnaire, la principale plate-forme minière internationale de China Minmetals et notre engagement envers la durabilité est essentiel pour maintenir ce positionnement.

Nous sommes également membres de

l'ICMM, la principale organisation mondiale de promotion du développement durable pour notre industrie. Je suis également très fier de notre engagement pour l'emploi local. Dans nos bureaux de Lubumbashi et Kinshasa ainsi que dans nos opérations à Kinsevere, la majorité de nos employés sont des locaux. ■

LISEZ L'INTÉGRALITÉ DE L'INTERVIEW
EN ANGLAIS SUR NOTRE SITE

**C'est simple,
contactez-nous pour
un conseil gratuit**



Rationalisez vos achats en choisissant un fournisseur unique, proposant la gamme de produits la plus complète du marché. Faites des économies en réduisant vos stocks, grâce à notre importante capacité de stockage.

Gagnez du temps en profitant pleinement de notre livraison rapide 24h/24 et 7j/7 sur les produits sélectionnés.

+243 823 612 300 | sales@isadr.com

KINSHASA | LUBUMBASHI | KOLWEZI | LIKASI | KALEMI

SEGUCE RDC lance les opérations liées à l'export terrestre Minier au Lualaba

PHOTOS : SEGUCE



Entretien avec Yann Le Roux, Directeur général de SEGUCE

Pouvez-vous nous présenter SEGUCE RDC ?

Avant toute chose, peut-être est-il nécessaire de rappeler que c'est dans le but d'améliorer la transparence, la célérité et l'efficacité des démarches liées à l'import, à l'export et au transit des marchandises que les Autorités de la République Démocratique du Congo ont voulu apporter des solutions innovantes pour sécuriser, automatiser et optimiser les procédures utilisées par la Communauté du Commerce Extérieur.

Ainsi, à l'issue d'un long processus, l'État congolais a choisi le groupe Bureau Veritas et son partenaire technologique SOGET pour créer SEGUCE RDC, opérateur privé dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Placée sous la tutelle du ministère du Commerce Extérieur et du Ministère des Finances, SEGUCE RDC est donc en charge de déployer et d'exploiter le Guichet Unique Intégral du Commerce Extérieur (GUICE), plateforme électronique neutre, transparente et sécurisée, accessible 24 h/24 et 7 j/7 via internet, à l'ensemble de la Communauté du Commerce Extérieur.

Il est important de souligner que l'usage du GUICE a été rendu obligatoire sur l'ensemble de la République par le décret N° 15/019 du 14 octobre 2015.

Comment votre marque impacte-t-elle positivement la communauté des affaires ?

SEGUCE RDC impacte la communauté des affaires en répondant à 3 enjeux essentiels :

La vitesse tout d'abord, puisque la plateforme informatique permet aux acteurs du commerce extérieur d'échanger les informations sans se déplacer, sous format dématérialisé et en temps réel. Le gain de temps est évident.

La transparence aussi puisque le GUICE nous permet de tracer toutes les interventions des différents acteurs sur les processus d'importation ou d'exportation. Nous savons quel opérateur est intervenu, à quel moment et sur quelle étape.

L'efficacité enfin s'illustre par la fiabilité des données du GUICE. Chaque jour, nous limitons un peu plus les scans de documents papier pour les remplacer par des flux de données numériques, par définition, infalsifiables et qui répondent à une urgence environnementale.

Sur l'année 2022, SEGUCE a traité, via le GUICE, 280 000 dossiers d'import/export et nous comptons faire encore mieux en 2023, en particulier grâce au démarrage de notre module d'export terrestre.

Le 10 avril 2023 marque le lancement des opérations liées à l'export terrestre des produits miniers dans le Lualaba, pouvez-vous nous en dire plus ?

Nous avons officiellement lancé le module d'export terrestre du GUICE le 10 avril dans la ville de Kolwezi, et ce grâce à l'engagement marqué de Madame la Gouverneure du Lualaba et au soutien appuyé de notre Ministre de tutelle. Le Lualaba est donc notre province « pilote » avant de déployer ce module dans toutes les provinces concernées.



Depuis plusieurs mois, nous participons à la campagne de vulgarisation de la réforme du commerce extérieur voulue par le gouvernement. Grâce à cette campagne, nous constatons que beaucoup d'opérateurs sont curieux et désireux d'effectuer leurs opérations via le GUICE. C'est pour aider tous ces opérateurs que SEGUCE a créé 16 implantations locales, dont une à Kolwezi, afin de former et/ou d'accompagner gratuitement tous les opérateurs qui doivent réaliser leurs opérations via le GUICE. Nous sommes ainsi présents dans les aéroports, les ports et de nombreux postes frontaliers.

Dans chacune de nos implantations, nos équipes sont mobilisées pour accompagner toutes les parties prenantes et contribuer activement à la réussite de cette phase capitale de déploiement du GUICE.

Un dernier mot ?

Juste pour vous dire qu'après 18 ans passés au sein du groupe Bureau Veritas en France, je suis particulièrement heureux de pouvoir contribuer à cette magnifique aventure de la réforme du commerce extérieur de la RDC. Cette réforme participe à renforcer la compétitivité de la RDC sur le plan international, tant pour

ce qui est des activités d'import/export qu'en termes d'amélioration du climat des affaires. ■

CONTACT

Christian Matumona : 0858005320
SEGUCE
 N°4746, avenue Laurent Désiré Kabila,
 immeuble « LA VISION »,
 2^e étage, n°205, commune de Manika.
www.segucerdcd.cd

UN MARCHÉ PLUS QUE JAMAIS FLUCTUANT



Sicomines : accord de 500 millions avec la RDC pour le financement des projets d’infrastructures

La RDC et la Société sino-congolaise des mines (Sicomines) sont parvenues, lundi 20 février, à un nouvel accord de financement des projets d’infrastructures d’un montant de 500 millions de dollars américains.

L’annonce a été faite, le lundi 20 février 2023, par l’Agence de pilotage, de coordination et de suivi des conventions de collaboration signées entre la RDC et les partenaires privés (APCSC). 200 millions de dollars supplémentaires, qui devraient suivre, font encore l’objet des négociations entre les deux parties. Dans son rapport, publié il y a quelques jours, l’Inspection générale des finances (IGF) a dénoncé les « déséquilibres » du contrat chinois signé en 2008 entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le groupement d’entreprises chinoises.

Selon l’IGF, l’État congolais n’a bénéficié que de 800 millions USD sur des revenus évalués à 10 milliards USD dans l’exploitation de la Sicomines. Les Chinois ont gagné durant 14 ans, environ 90,9 milliards de dollars américains contre les engagements à leur charge de 6,2 milliards USD indique-t-il. « 90 milliards USD aux Chinois contre des engagements à leur charge de 6,2 milliards USD, soit un gain pour les Chinois de 84 milliards USD auxquelles devront s’ajouter les exonérations fiscales estimées provisoirement aux taux les plus faibles à 2 milliards USD. Même en déterminant la valeur actuelle nette (VAN) sur base des éléments retenus dans l’Étude de faisabilité de 2021, la VAN est de 76 milliards USD qui constituent le gain en faveur de la partie chinoise parce que la VAN implique la déduction des CAPEX et OPEX du chiffre d’affaires. 76

milliards USD de gain pour la partie chinoise contre 3 milliards d’infrastructures pour la RDC », y lit-on. IGF note également une faiblesse criante et la modicité des investissements des infrastructures. À en croire son rapport, « la SICOMINES a mobilisé, en 14 ans, des financements d’un montant total de 4 milliards USD et n’a consacré que 822 millions USD pour le financement des travaux d’infrastructures, soit 18,38% du financement total mobilisé. » Les enquêtes de l’IGF ont aussi révélé le manque de visibilité et d’impact des travaux exécutés et leur sélectivité injustifiée en violation de l’annexe C de la Convention du 22 avril 2008. À ce jour, les travaux éligibles exécutés sont évalués à 534 millions USD et les travaux non éligibles exécutés évalués à 287 millions USD.

SOURCE : ZOOM-ECO

Le stock de Tenke peut-il affecter le marché mondial du cobalt ?



On estime à environ 120.000 tonnes de cuivre et 12 500 tonnes de cobalt bloquées en RDC depuis mi-juillet selon des sources proches de Bloomberg. La valeur du stock de cuivre serait égale à environ 1,1 milliard de dollars aux prix du marché, ce qui est anecdotique par rapport à la production mondiale. Mais alors que le Congo est l’un des plus grands fournisseurs de minerai, en revanche, pour ce qui concerne le cobalt, il en est tout autre. Le site de Tenke Fungurume représente à lui seul environ 15 % de la production mondiale et les chaînes d’approvisionnement pour les piles des voitures électriques qui sont dépendantes d’un nombre très restreint de mines de cobalt dans le monde. Dans un marché où les cours du minerai sont particulièrement volatiles, le stock de cobalt Tenke Fungurume laisse présager la menace d’autres fluctuations sur les cours mondiaux.

Cuivre le groupe Stellantis et le minier canadien McEwen Copper s’allient pour « fournir un cuivre écoresponsable en Argentine et dans le monde entier ».

Stellantis investit 155 millions de dollars dans le projet de Los Azules, une mine de cuivre en Argentine. Le groupe Stellantis né de la fusion de Peugeot-Citroën et Fiat-Chrysler acquiert une participation de 14,2% au capital de McEwen Copper, une filiale du minier canadien McEwen Mining et devient le second actionnaire après Rio Tinto.

Stellantis prévoit d’ici 2030 de répondre à 100% de la demande européenne et 50% de celle des États-Unis en véhicule électrique. Pour approvisionner ses usines de batteries dont les premières doivent ouvrir bientôt, le groupe Stellantis a signé des accords

pour acquérir lithium, sulfate de manganèse et en sulfate de nickel, indispensables à l’industrie de la voiture électrique. « Garantir un approvisionnement stratégique à ses usines pour offrir une mobilité décarbonnée », cet investissement permettra à Stellantis de répondre en partie à sa demande prévisionnelle en cuivre à compter de 2027, à indiqué le groupe.

SOURCE LE FIGARO

L'Indonésie, nouveau concurrent de taille pour le cobalt congolais

« Ne plus dépendre de la République démocratique du Congo »

L'Indonésie est devenue le deuxième plus grand producteur de cobalt au monde fin 2022. Cette position renforce l'ambition du pays de l'Asie du Sud-Est qui entend devenir un acteur majeur de la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques.

La production de ce matériau essentiel aux batteries électriques en Indonésie a dépassé celles d'autres pays, dont la Russie et l'Australie, selon les données du gouvernement américain. « Cette expansion se poursuivra au cours de la présente décennie, ce qui permettra au monde de ne plus dépendre de la République démocratique du Congo pour plus des deux tiers de ses appro-

visionnements et d'éviter d'éventuelles pénuries », selon Bloomberg. Le prix à terme du cobalt a varié entre 28 000 et 82 000 dollars américains par tonne métrique entre août 2019 et janvier 2023.

La RDC possède les plus grandes réserves de cobalt au monde, soit quelque quatre millions de tonnes métriques à partir de 2022, selon les chiffres de Statista, une plateforme en ligne spécialisée dans les données sur le marché et les consommateurs, qui propose des statistiques et des rapports, des informations sur le marché, sur les consommateurs et sur les entreprises. Comme les réserves mondiales totales de cobalt s'élèvent à 8,3 millions de tonnes métriques, cela signifie que celles de la RDC représentent près de la moitié des réserves mondiales de ce métal. L'Indonésie a dépassé l'Australie, en deuxième position, qui

détient 1,5 million de tonnes métriques des réserves mondiales de cobalt.

« Se classant au 32e rang des métaux les plus abondants dans le monde, le cobalt est devenu un produit de base de plus en plus important en raison de son utilisation dans les batteries. », indique Statista. L'Indonésie produisait quelque 600 000 kg de cobalt par an selon des estimations fiables. « On prévoit qu'en 2025, la demande mondiale de cobalt pour les batteries s'élèvera à 117 000 tonnes, auxquelles s'ajouteront 105 000 tonnes pour d'autres usages. L'utilisation du cobalt dans les batteries s'applique particulièrement aux batteries des voitures électriques, ce qui a transformé la demande de ce métal et augmenté considérablement le prix du cobalt », ajoute la plateforme.



PARTENARIAT RDC-ÉMIRATS ARABES-UNIS : EXPLOSION DES CHIFFRES D'EXPORTATION DE L'OR



22 FÉVRIER 2023. Les exportations d'or de la RDC ont atteint 207 kg d'or au 21 février 2023. Ce chiffre a été confirmé lors de l'opération d'exportation de 100 kg d'or mardi 21 février par Primera Gold. Cette société qui est détenue à 55 % par les Émirats arabes unis et 45 % par la RDC est une réponse à la lutte contre le trafic clandestin via le Rwanda et l'Ouganda. Le DG, Joseph Kazibaziba, avait affirmé que Primera Gold entend promouvoir une classe moyenne en RDC et accorder du pouvoir aux communautés locales.

Les statistiques d'exportations de l'or artisanal du Kivu en 2021 étaient de 23 kg exportés, 34 en 2022 et 207 kg début 2023. Un « pot aux roses made in Rwanda enfin mis à nu » a écrit M. Kazadi, sur Twitter. Le 13 janvier, Félix Tshisekedi procédait à la première exportation de l'or artisanal vers les Émirats arabes unis via la nouvelle entreprise « Primera Gold ». Il martelait alors « Un projet qui rentre dans ma vision de faire profiter nos minerais à notre peuple. Nous venons d'ouvrir une nouvelle page pour cette chaîne de valeur qui aidera à l'amélioration des conditions de vie de notre peuple », avait déclaré le Chef de l'État. Le gouvernement avait acté, le 12 décembre 2022, la création de deux nouvelles coentreprises en partenariat avec les Émirats arabes unis : Primera Gold DRC et Primera Metals DRC. Elles interviendront respectivement dans le secteur artisanal de l'or et celui des minerais 3T (Étain, Tungstène, Tantale).

Batteries électriques L'Afrique, un rôle majeur dans la chaîne d'approvisionnement des batteries lithium

Le rapport d'une étude produite par Bloomberg pour déterminer le coût de production des précurseurs de batteries lithium-ion en RDC et comparer ce coût à celui des USA, de la Chine et de la Pologne a révélé:

La fabrication des batteries électriques en Afrique coûterait trois fois moins cher.

Les pays africains pourraient jouer un rôle majeur dans la chaîne d'approvisionnement des batteries lithium-ion. L'électrification des deux et trois-roues pourrait être une grande opportunité pour l'Afrique.

La demande annuelle de batteries au lithium augmentera rapidement pour dépasser 4,5 TWh annuellement d'ici 2035.

La demande totale en métal provenant de batteries lithium-ion atteindra 13,5 millions de tonnes métriques d'ici 2030.

Une augmentation sans précédent de la production de métaux, de processeurs et de cellules sera nécessaire. D'ici 2025, la capacité de production de cellules dépassera 3 TWh si les industriels réussissent à réaliser leurs plans de croissance.

SOURCE : ÉTUDE MENÉE PAR BLOOMBERG

4,5 TWh

C'est ce que pourrait atteindre en 2035 la demande annuelle de batteries au lithium

Une Alimentation Électrique, Fiable et Sûre

FG Wilson propose des groupes électrogènes diesel fiables et économes en carburant (6,8 - 2 500 kVA) fabriqués selon les normes britanniques les plus élevées, des normes uniformes dans toutes nos usines de fabrication à travers le monde.



Pour en savoir plus:



<https://unicompex.net/>

contact@unicompex.net

+243 819 935 000



Unicompex
Congo



INFRASTRUCTURES TRANSPORTS & LOGISTIQUE EN RDC

LES ROUTES
LES VOIES FERRÉES
LES VOIES AÉROPORTUAIRES
LES VOIES NAVIGABLES

Infrastructures, transport et logistique : des défis de géant

Routes

Le réseau routier fonctionnel de la RDC est de 58 000 km, dont 53 % en mauvais état, 22 % de qualité moyenne et 24 % en mauvais état. Les voies qui servent à la déserte agricole qui sont qualifiées de «réseaux prioritaires» sont estimées à 58 000 km dont seulement 12 000 sont en bon état. La couverture financière de l'entretien de ce réseau est estimée à plus ou moins USD 340 millions l'an. Le gouvernement compte sur un projet de construction du corridor économique transnational RDC-Angola trouve un soutien de poids, avec le déblocage par la BAD (Banque africaine de développement) d'USD 165 millions pour sa première phase. Le projet qualifié de «transformateur» par la BAD, coûterait USD 614,33 millions et consiste principalement, pour la RDC, à bitumer la route Mbuji-Mayi-Kananga-Kalambambuji (385 km), et à aménager et équiper le poste frontalier de Kalambambuji.

Trois opérateurs œuvrent dans le secteur routier, des infrastructures et travaux publics : l'Office de routes, le Foner et l'Office de voiries et drainage. Le premier opérateur gère 20 683 kilomètres des routes nationales (RN), 20 201 kilomètres des routes provinciales prioritaires (RP1), 17 245 kilomètres des routes provinciales secondaires (RP2). En 2020, l'Office de routes se félicitait d'avoir entretenu 2,951 km de linéaire total ; construit, réhabilités ou réfectionnés 30 ponts, 3 296 unités concernant le parc matériels roulants et comptait 175 bacs actifs. Ces derniers sont encore indispensables pour naviguer sur le fleuve ou franchir des cours d'eau à l'intérieur du pays.

152 400
KILOMÈTRES

de réseau routier national dont un peu plus de 2% est revêtus.

58 125
KILOMÈTRES

de routes d'intérêt général, dont plus de 19,5 % en bon état.

5 033 KM
DE VOIES FÉRREES

dont plus de 95% sont à moderniser ou à réhabiliter.

16 238 KM
DE VOIES MARITIMES, FLUVIALES ET LACUSTRES

à baliser, draguer et exploiter en majeure partie.

500
PISTES D'ATERRISSAGE

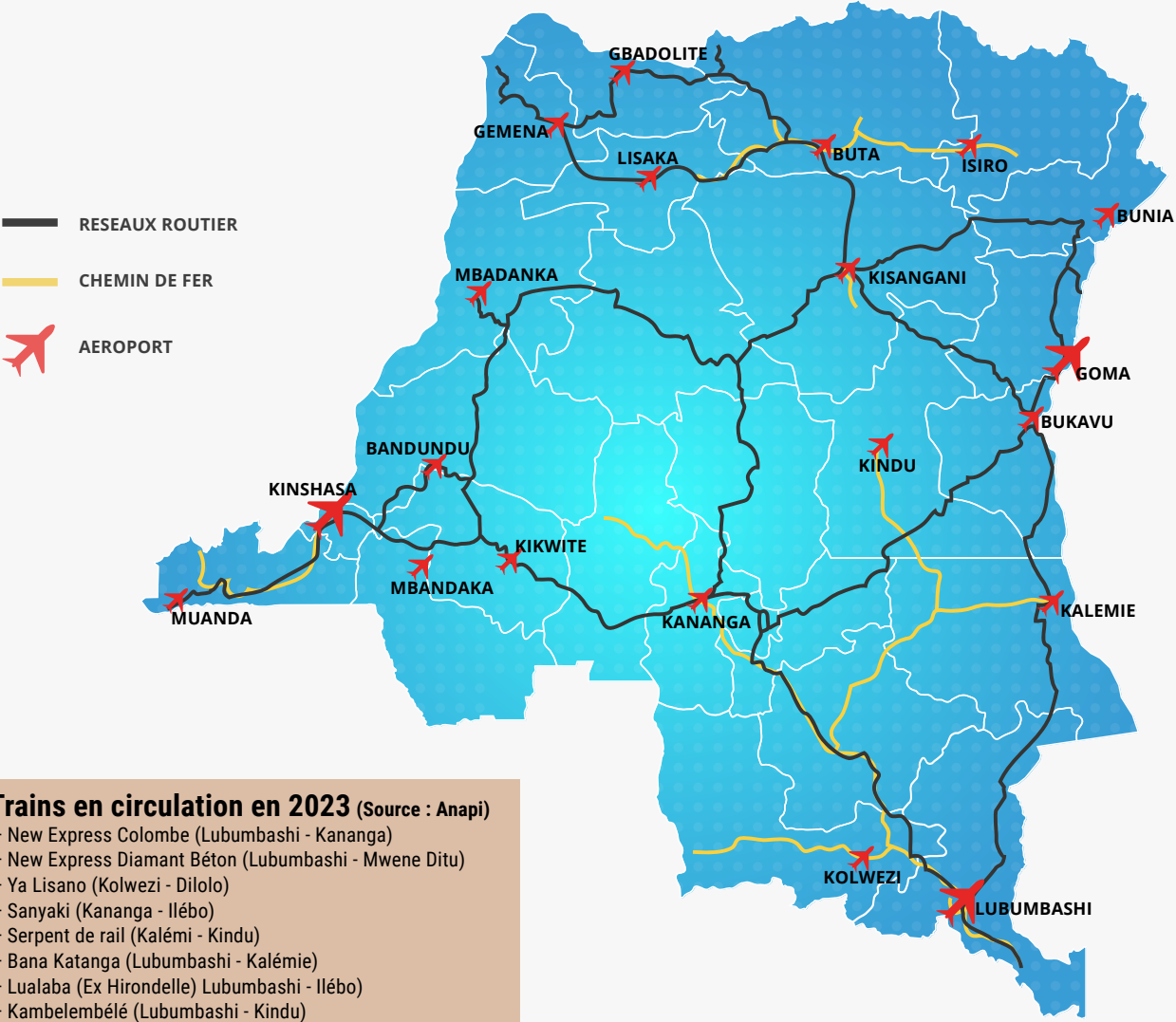
101 sont ouvertes à la circulation publique, dont 4 au trafic international : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani et Goma. La plupart nécessitent la réhabilitation et modernisation

Suite à l'insuffisance chronique des budgets nationaux alloués au secteur routier, une des sources majeures de la dégradation généralisée des routes, le gouvernement avait créé le Fonds national d'entretien routier en 2008. En 2020, le Foner estimait son budget prévisionnel USD 218 millions. De ses ressources, mobilisées par province au budget du Foner, 96 %, soit plus ou moins USD 105 millions provenaient des redevances sur les carburants terrestres et USD 4 millions de droits de péage national et international.

Chemins de fer

Le premier voyage international aller-retour Lubumbashi-Ndola à bord de 7 voitures à voyageurs neuves a repris en février 2023. La Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) couvre 3,641 kilomètres de voies ferrées (dont 858 kilomètres électrifiés) dans l'espace Katanga, Kasai et le Maniema. Son réseau de chemin de fer, long de 5000 km, a été construit à l'époque coloniale. Ce réseau, éclaté en quatre zones non interconnectées, est aujourd'hui défectueux.

En 2015, le pays avait acquis 18 locomotives, financées par la Banque mondiale, pour SNCC, alors que la réhabilitation des voies reste un immense chantier. Ces dernières années, plusieurs tentatives de relance du réseau ferroviaire ont été menées, sans grand succès. En 2019, l'Agence internationale pour le développement souverain (ISDA), du russe Konstantin Malofeev avait signé un protocole d'accord, d'un montant de 500 millions de dollars, avec les autorités congolaises pour la réhabilitation et l'extension du réseau ferroviaire vétuste de la RDC.



L'accord portait sur la modernisation et la construction de lignes ferroviaires et le développement de projets en matière de logistique ferroviaire, de transport de marchandises et de voyageurs, ainsi que dans la formation de personnels congolais dans des universités russes spécialisées.

Dans le cadre du vaste programme relatif au redressement et à la modernisation de la SNCC, et dans le souci d'améliorer la mobilité des personnes et des biens, SNCC, exploite depuis janvier 2021, un nouveau produit, le train New Express Diamant béton (NDB), puis à partir de janvier 2022, le train New express colombe (NEXCO). Ces trains rapides semi-directs permettent de voyager dans des conditions confortables sans fatigue, sans encombrement. NDB et NEXCO

offrent chacun 192 places réparties dans les 7 voitures à voyageurs sur les 10 que compose sa rame, soit 3 voitures de première classe à couchettes et 4 de classe de luxe à couchettes. D'autres investisseurs, allemands notamment, se sont intéressés au secteur sans plus de résultat cependant.

Aéroports

Quatre pôles sont accessibles par avion. Kinshasa, avec l'aéroport international de N'djili, Goma, Lubumbashi, via l'aéroport de la Luano, et Kisangani. Au total, le pays compte 26 aéroports repartis dans 26 villes ou cités différentes. En 2020, un volume total de 962 586,88 de tonnes-kilomètres de fret a été transporté par voie aérienne au pays. À l'aéroport international de N'djili, plus de 13 compagnies d'aviation décollent

vers 16 différentes destinations. Pour contourner les vols entre les deux capitales les plus proches du monde et les risques de voyage via le Beach Ngobila, en décembre 2021, le gouvernement de la RDC annonçait qu'il prévoyait de construire un pont rail-route moderne de 1 575 m et d'un coût de USD 815 millions entre Kinshasa et Brazzaville. Les travaux, cofinancés par la Banque africaine de développement et Africa50, une plateforme regroupant des États africains pour le financement d'infrastructures de développement, devraient commencer en 2023 et s'achever en 2028. ■

SOURCES : FONER, ANAPI, OFFICE DE ROUTES, AFRIQUE XXI, BCPRIOULT. FREE, DONNÉES MONDIALES MB 48. EKMM, ITW DU CEO, PLATINI KIPELO MANDWE

EKMM une société congolaise de dimension nationale

M&B Magazine s'est entretenu avec
Platini Kipelo Mandwe, CEO de EKMM.

Quel est votre parcours ?

Après des études en sciences économiques et en gestion, j'ai enseigné à l'université et j'ai géré un centre hospitalier à Kolwezi de 2007 à 2010. Puis c'est le début d'EKMM, où je crée mon propre centre de santé tout en me lançant dans l'entrepreneuriat.

J'ai démarré EKMM parce que j'ai vu la réalité de tous mes partenaires. Ils se plaignaient constamment d'une carence de main-d'œuvre de qualité. La première société à me faire confiance pour des travaux de génie civil a été Cegelec qui était associé à ABB.

Donc, cela a commencé par une mise à disposition de main-d'œuvre. Au fur et à mesure que Cegelec avait des ouvrages de génie civil, on recrutait. Nous avons acquis une expertise sur le béton, le terrassement, l'installation de transformateurs. Nous avons travaillé de 2011 à 2016 sur le projet FRIPT que Glencore a financé.

Et EKMM en 2023 ?

EKMM est à l'archétype du sous-traitant que les miniers aiment faire travailler. C'est-à-dire un entrepreneur congolais sérieux respectant les normes et les contrats et qui travaille avec une main-d'œuvre locale. Actuellement, nous avons un effectif de 289 salariés avec un chiffre d'affaires de plus de 20 millions de dollars.

Quelles sont les trois grandes forces d'EKMM ?

D'abord, une représentation sur l'ensemble du territoire congolais. Ensuite, un service complet et fiable dans le service Mining. Les sociétés minières



**289 SALARIÉS,
CHIFFRE D'AFFAIRES
DE PLUS DE 20
MILLIONS.**

n'ont plus à passer par de la petite sous-traitance ; un seul interlocuteur pour plusieurs activités et métiers. Enfin, il y a des services que les miniers vont trouver ailleurs que nous allons développer sur place, comme la fourniture de charbon. Au lieu d'aller le chercher en Zambie, on a du charbon à Luena, au Tanganyika. On va développer ce secteur localement, c'est une vraie valeur ajoutée pour le Congo.

Quatre réalisations finalisées ces six derniers mois ?

Le transport des minerais intramine sur MMG, trois ans de contrat qui ont donné pleine satisfaction.

La découverte et le transport à Metalkol depuis deux ans. Nous venons de renouveler pour deux ans encore,

jusqu'en 2025.

Troisième contrat, avec la redevance minière, j'ai travaillé pour le secteur Luilu. Toutes les infrastructures de base, c'est l'œuvre d'EKMM. Si aujourd'hui cette entité est dite pilote, c'est parce qu'ils ont eu un partenaire qui a travaillé avec professionnalisme. En juin 2020, beaucoup d'infrastructures ont été inaugurées par le gouverneur du Lualaba de l'époque pour matérialiser la bonne utilisation de la redevance.

Quatrième, nous avons accompagné Kipay qui a développé une centrale solaire près de Fungurume ; 2,4 mégawatts en photovoltaïque. Le lancement officiel est pour mai 2023.

Quelle est votre vision à moyen terme pour votre entreprise ?

Nous sommes dans le génie civil, les services et la logistique en mine, pour ces deux secteurs, j'aimerais qu'EKMM puisse s'étendre à l'Ouest au Bas Congo et à l'Est. EKMM deviendra alors une société congolaise de dimension nationale. ■



**Sous traitant
par excellence**

**MINES
FORAGES
ÉNERGIES
IMPORT-EXPORT
INFRASTRUCTURES**

dg@entreprise-ekmm.com
commercial.mark@entreprise-ekmm.com
www.entreprise-ekmm.com

+243 998 484 818
+243 823 874 753
+243 820 828 880

Johannesburg
Kinshasa
Lubumbashi
Kolwezi

**« MSC devrait nous apporter
un boost en investissement
dans la région »**

Rodolphe KEMBUKUSWA, AFRICA GLOBAL LOGISTICS

INTERVIEW RECUEILLIE PAR MARIE-AUDE DELAFOY POUR MINING&BUSINESS MAGAZINE

Rodolphe Kembukuswa est directeur général des opérations de African Global Logistics, région Sud, en RDC. Il s'est entretenu avec M&B Magazine. Il est revenu sur l'absorption des activités de transport et de logistique en Afrique du groupe Bolloré par le Suisse MSC, et les perspectives de ce secteur d'industrie sur l'économie de la région.

Bonjour, Rodolphe Kembukuswa, pouvez-vous vous présenter ?

J'ai 59 ans, dont 33 dans le Groupe Bolloré que j'ai intégré dès la fin de mes études universitaires. Je dirige depuis cinq ans le Katanga. Auparavant, j'étais en poste à Anvers, Kinshasa, Kigali, Dar es Salam et dans l'Est du Congo.

En mars 2022, le groupe Bolloré Transport & Logistics a conclu un accord avec le groupe suisse MSC pour la cession de ses activités de transport et de logistique en Afrique. De votre point de vue, quels seront les bénéfices de ce changement de propriétaire pour votre portefeuille en RDC ?

Pour ce qui concerne la RDC, il y aura une adaptation nécessaire dans un premier temps par rapport à nos activités actuelles car MSC, 1er armateur mondial, n'est pas installé en propre en RDC ou ne l'était pas, en tout cas

, au moment de la cession qui a eu lieu en décembre 2022. En ce qui concerne notre entité, nous adosser à un armateur majeur devrait nous amener un boost en termes d'investissement dans la région, du moins je l'espère ,ainsi qu' apporter dans le cadre de nos secteurs d'activité habituels, une valeur ajoutée claire, que ce soit pour le clearing forwarding, mais également pour le développement que nous attendons dans le cadre de Supply chain en RDC. Je pense essentiellement à un upgrade des entrepôts, qui nous permettront d'optimiser la gestion de stock et d'amener de la valeur ajoutée pour nos clients miniers et également des infrastructures et des moyens de manutention. Je pense que ça sera un plus évident par rapport à nos activités et cela nous permettra de toucher certaines zones de la logistique que nous ne touchions pas nécessairement auparavant.

Le chemin de fer de Benguela sera bientôt ouvert au secteur privé, l'exploitation et la maintenance de l'infrastructure ferroviaire et du transport ferroviaire de marchandises doivent être concédées au consortium de gestion du corridor de Lobito. Premièrement qu'en pensez-vous et ensuite en quoi cette « nouvelle route » peut « changer la donne » de vos activités dans la région Sud de la RDC ?

Pour répondre à une partie de votre question, c'est un projet qui est maintenant concrétisé. Il y a un consortium qui a reçu cette concession des autorités angolaises afin de développer le corridor de Lobito pour 30 ans, avec 20 ans d'extension éventuelle.

Ce consortium est constitué par Trafigura, Mota-Engil et Vecturis qui en sera l'opérateur ferroviaire. Je pense que nous verrons les premiers développements significatifs au cours de l'année 2023. Pour nous, c'est très important parce que cela apporte une alternative aux énormes problèmes de logistique et de transport que nous avons dans la région, ce qui n'est un secret pour personne.

Le volume de transport routier à l'heure actuelle et les infrastructures en place, notamment les postes frontaliers de Kasumbalesa ne permettent pas de rendre un service efficace et fluide dans les mouvements des marchandises. Ce corridor additionnel contribuera à réduire la pression sur des postes frontaliers comme celui de Kasumbalesa. Nous sommes en période de mutation et de transition écologiques, je dirai donc que le transport ferroviaire est la solution qui s'impose pour le transport des marchandises comme les minerais ou les matières premières pour l'industrie minière. Il est quand même assez perturbant de voir



que la plupart de ces mouvements se font toujours par la route alors qu'il existe dans la Sous-Région un maillage ferroviaire sous-exploité. D'un point de vue écologique, c'est évidemment une solution qui ne peut être que positive. D'après les informations en ma possession, ce corridor de Lobito est amené à devenir le troisième corridor d'Afrique Australe à l'horizon 2050. C'est un corridor qui existe depuis très longtemps pour les flux du Katanga et de la Copperbelt, mais qui avait été interrompu durant la guerre civile angolaise. Ce corridor devrait être rendu pleinement opérationnel dans les années à venir. La seule chose qui nous préoccupe nous, en tant qu'opérateurs congolais, c'est qu'en fait, la concession ferroviaire entre Lobito, sur la façade Atlantique angolaise, et la RDC s'arrête à Luao qui est la frontière avec la RDC et le poste frontalier de Dilolo. Il reste encore environ 425 kilomètres de voie ferrée en mauvais état sur le tronçon congolais. Il sera primordial pour l'opérateur ferroviaire de cette concession du chemin de fer de Benguela d'obtenir de la SNCC les accords nécessaires pour, d'une part contribuer à

**LES VOLUMES EN CROISSANCE
DEVRAIENT ATTEINDRE 3 MILLIONS DE
TONNES POUR LE CUIVRE ET LE COBALT
EN 2024 ET VRAISEMBLABLEMENT PLUS
DE 4 MILLIONS DE TONNES D'ICI 2030**

la réfection des infrastructures côté congolais, d'autre part , organiser les transferts en termes de matériel roulant entre les deux entités. Si nous résolvons ce problème du tronçon congolais, je pense que ce sera un corridor qui va contribuer à désengorger les postes frontaliers actuels, mais aussi nous permettre d'organiser les mouvements des volumes qui sont en croissance constante du côté de la RDC, ainsi qu'éventuellement établir une connexion avec le réseau zambien via Lubumbashi et Sakania.

C'est donc un dossier que nous suivons de près et je pense que désormais, nous sommes dans la réalité concrète , sachant que les mois qui viennent vont être décisifs. Les grands opérateurs miniers du Katanga se sont déjà prononcés très favorablement pour ce

projet et pour eux aussi, il s'agit d'ouvrir un autre corridor pour avoir moins de dépendance vis-à-vis des flux habituels, soit de Dar es Salam soit de Durban. Vous voyez donc que c'est très important. En relation avec l'acquisition par l'armateur MSC de nos réseaux africains, les développements que ce corridor ferroviaire entraînera pour la région Katanga /Copperbelt sont très importants, car il s'agira d'un trafic conteneurisé. C'est donc une opportunité phénoménale pour nous de pouvoir nous adosser avec le premier armateur mondial dans le cadre de projets de développement des corridors d'Afrique australe et orientale pour permettre de résoudre les challenges logistiques et d'infrastructure qu'entraîneront inmanquablement les prévisions

LE TRANSPORT FERROVIAIRE EST LA SOLUTION QUI S’IMPOSE POUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES COMME LES MINERAIS OU LES MATIÈRES PREMIÈRES POUR L’INDUSTRIE MINIÈRE.

d’accroissement considérable des volumes dans la Région dans les 10 années à venir et au-delà ...

La Zambie et la RDC projettent des travaux de construction sur la route stratégique Kasomeno-Kasenga-Mwenda en août 2023. À quel point une infrastructure routière de haut niveau reliant la RDC à ses voisins dynamiserait-elle l’économie congolaise ?

Je dirai une fois de plus que c’est positif puisqu’il s’agit d’ une nouvelle voie de sortie qui pourrait s’ouvrir pour les flux Katanga , même si nous rejoignons le Corridor de Dar es Salam au final tout en réduisant le mileage de plus de 300km Je crois que le plus grand problème que traverse l’économie congolaise, en particulier dans sa partie sud, c’est le problème d’évacuation de sa production des minerais à travers un seul poste frontalier, qui est celui de Kasumbalesa. Je parlais tout à l’heure de la congestion récurrente qu’on peut y constater. On avait 80 kilomètres de queue du côté zambien il y a de cela quelques semaines et même si ça a été plus ou moins réduit, on tourne toujours autour de 40 à 50 kilomètres actuellement , c’est donc un véritable entonnoir dans les deux sens. Le but de la RDC est effectivement de multiplier ou en tout cas d’avoir des sorties alternatives , qui permettent le désengorgement des axes routiers actuels qui sont totalement saturés. On peut penser au poste frontalier de Sakania avec ses installations du port sec et la rénovation de l’ axe routier d’environ 150 kilomètres entre Sakania et la route de Kasumbalesa. Mais une fois de plus , il faut que les initiatives prises en terme d’infrastructure le soient de façon

conjointe avec les pays limitrophes pour qu’une réelle amélioration dans la fluidité des volumes puissent être constatée. La route de Kasomeno dont vous parlez sera un autre point de sortie éventuel à l’instar d’autres dont on parle beaucoup comme à Solwezi entre le Lualaba et la Zambie, on parle également de la réhabilitation du poste de sortie de Kipushi. Là, nous parlons de transport routier et on essaie d’avoir des voies alternatives au goulot d’étranglement que constitue Kasumbalesa . Il est essentiel que des initiatives comme celles-là puissent être menées à bien. La route en question de Kasomeno permettra de réduire environ 300 kilomètres de routing entre Kolwezi, Lubumbashi et Dar es Salam par rapport à l’itinéraire actuel et surtout contribuera à désengorger Kasumbalesa de facto .. Pour la suite, je suis évidemment convaincu que ces axes routiers qui sont maintenant mis en place ou réhabilités , contribueront clairement à développer et à permettre l’évacuation des volumes que nous attendions des années futures pour la RDC. Comme dit précédemment , il est impératif que les initiatives soient bien coordonnées des deux côtés de la frontière mais les intérêts et la notion de priorité ou d’urgence peuvent ne pas être perçus de la même façon par les gouvernements et entités administratives des pays respectifs . On parlait de Sakania ou effectivement les infrastructures sont impressionnantes du côté congolais. Par contre, absolument pas du côté zambien. Donc, c’est bien d’avoir des capacités de réception des camions, d’entreposage, etc. d’un côté de la frontière. Mais si de l’autre côté on n’a pas mis les infrastructures à niveau,

je crains alors qu’on se retrouve à nouveau face à un goulot d’étranglement du côté zambien. Il faut savoir que la route Sakania-Ndola qui ne fait qu’une vingtaine de kilomètres est dans un état catastrophique et surtout, il n’y a pas de parkings de réception côté zambien qui puissent satisfaire les flux congolais.

Revenons à African Global Logistics, quel avenir pour votre nouvel actionnaire sur le terrain congolais et dans la région ?

Pour ce qui concerne la RDC en général, il lui faudra à présent intégrer Kinshasa et la façade occidentale de Matadi, Boma et Muanda avec ses activités shipping .Là, il y aura évidemment un changement notoire puisque MSC, notre nouvel actionnaire, a inséré Pointe Noire dans son service West Africa pour les vaisseaux- mères et a lancé un service de feeder desservant la RDC depuis Pointe-Noire en Février. C’est un service de feeding hebdomadaire appelé à changer la donne pour ce qui est du développement de MSC en RDC puisque cela va créer du trafic MSC sur le périmètre Matadi - Kinshasa, avec la création à terme d’ agences maritimes MSC sur place pouvant compter sur notre implantation de longue date à travers le pays pour ce qui est des activités de clearing forwarding et de logisticien . Pour nos agence de l’Ouest c’est donc une nouvelle dynamique qui s’annonce avec l’arrivée de flux MSC dans leur périmètre qui devraient booster leurs activités . En ce qui nous concerne pour la partie Sud (ainsi que la partie Est) , la même organisation restera en place puisque MSC ne sera pas présent en propre. Comme je l’ai dit au début

de l’interview, cette acquisition nous offre quelques belles perspectives en terme d’investissements en vue de l’accompagnement de notre développement dans la région Sud , ayant à l’esprit des volumes en croissance qui devraient atteindre 3 millions de tonnes pour le cuivre et le cobalt l’année prochaine et vraisemblablement plus de 4 millions de tonnes d’ici 2030 .Cela montre un potentiel de développement et de croissance très significatif et voilà pourquoi un armateur comme MSC doit être

présent sur un territoire comme celui-ci. Pour ce qui est de la problématique du transport des minerais, l’importance du développement du trafic conteneurisé par rail attendu , représente également un intérêt majeur pour un armateur comme MSC et justifie sa présence sur ce périmètre , en dépit de sa situation enclavée . Dans un futur proche, l’acquisition par MSC nous permettra probablement de développer nos activités en lien avec le shipping localement de façon plus

étroites . Je crois réellement que les volumes dont on parle pour cette sous-région sont des leviers de croissances énormes pour toutes les activité liées de près ou de loin à la logistique et si les challenges sont énormes , contribuer à les relever dans les années à venir n’en est que plus intéressant ! ■



GRANULEX

"Build the future"

Le meilleur

qualité-prix

QUI SOMMES-NOUS

GRANULEX est une société de droit congolais spécialisée en la production et la vente des granulats. Nous répondons aux besoins matériaux de qualité en respectant les normes de construction, de travaux et de génie civil.

NOS PRODUITS

- Gravier 6/10

Gravier 10/15

Gravier 15/25
- Scalpe 0/25

Sable concassé

Ballast concassé 25/50

NOUS CONTACTER

+243 990 760 797

+243 822 430 882

infos@granulex-drc.com

DIRECTION ADMINISTRATIVE

497, Av Djamena, Makutano

Lubumbashi

DIRECTION D'EXPLOITATION

Route Kasenga à 68 Km de

Lubumbashi

www.granulex-drc.com

Agriculture et élevage : après le scandale géologique, les promesses de la revanche du sol

La production et la commercialisation de produits représentent d'importantes opportunités d'investissement dans le secteur agricole en RDC. Ces opportunités peuvent créer une chaîne de valeur compétitive au niveau de la sous-région et plusieurs investisseurs privés de gros calibre, après des années d'hésitations, lorgnent sur le potentiel congolais. Localement, les investisseurs congolais ne sont pas en reste (voir le Dossier Entrepreneuriat et business).

Le potentiel agronomique et les terres arables dont moins de 10% sont exploitées et 1% cultivées, peuvent nourrir 2 milliards de personnes, soit 1/4 de l'humanité selon les estimations. Les étendues d'herbage et des savanes peuvent supporter un cheptel de plus ou moins 40 millions de têtes de gros bétail et le potentiel d'irrigation est évalué à 4 millions d'hectares. Les forêts tropicales qui occupent 135 millions d'hectares, soit 52% du territoire, constituent une réserve importante de biodiversité et des terres aménageables. Le gouvernement a indiqué, début 2023, sa volonté de revisiter tous les contrats de concessions forestières pour « l'amélioration et la gestion durable de ressources forestières, au regard des enjeux et défis écologiques de l'heure dont le changement climatique ».

Au rendez-vous du nouvel agenda congolais
Selon un document de projets d'investissement à réaliser dans le cadre du partenariat public-privé, 12 parcs agro-industriels pourraient dynamiser le secteur et répondre aux besoins urgents de la population. Ces investissements évalués à plusieurs milliards de dollars

155
MILLIONS D'HECTARES DE FORÊT,
155.500.000 hectares de forêt (soit 67% du territoire national), deuxième superficie derrière l'Amazonie.

80
MILLIONS DE KM2
c'est le potentiel de terres arables et agronomique.

11 000
ESPÈCES DE PLANTES
près de 400 espèces de mammifères et plus de 1 100 espèces d'oiseaux constituent la biodiversité de la RDC.

7,8
MILLIONS D'HECTARES DE FORÊT DISPARU
entre 1990 et 2015

sont programmés d'être répartis dans 10 provinces. Le Plan national de relance agricole du ministère de l'Agriculture évalue à USD 4 milliards pour encadrer les 15 millions des ménages agricoles. La transformation de l'agriculture est l'un des piliers à même de faire de la RDC un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2030 et à revenu élevé à l'horizon 2050 estime le gouvernement. Le holding GoCongo ambitionne de « mener la RDC sur le chemin de l'autosuffisance alimentaire ». Après le rachat de la PHL, le groupe compte 56 000 têtes « en plus d'autres actifs agro-industriels (biscuiterie, unités de transformation et de commercialisation de viande), ainsi que 3 000 hectares de cultures. » George Arthur Forrest, associé à l'entrepreneur Aziz Khabirpour, voit dans ce projet une opportunité pour que « l'agriculture puisse bientôt dépasser l'exploitation minière en tant qu'industrie dominante en RDC ».

Les défis
Café, cacao, thé, quinquina, hévéa, sucre, huile de palme (filiales végétales), bovin, porc, aviculture (filiales animales) comptent parmi les filières industrialisées. D'un autre côté, l'Agence nationale pour l'investissement (Anapi) estime que les filières avec un fort potentiel de développement industriel sont ceux du maïs, du manioc, du riz et du soja tandis que la pêche et la pisciculture sont considérées comme des filières d'importance socioéconomique pour les communautés de base. Le nombre total des ménages agricoles, en 2017-2018, était évalué à 16 030 758 et ces ménages se consacrent à l'activité agricole à travers le pays. Mais il est à noter que la pression démographique, l'insécurité, les

140
GIGATONNES DE CO2
Les forêts congolaises représentent 10 % des forêts tropicales du monde (2^e derrière le Brésil) et 50 % des forêts africaines. Elles stockent 140 Gt CO2 (3 ans d'émissions mondiales).

16
MILLIONS DE MÉNAGES
engagés dans les activités de production agricole au cours de la campagne agricole de 2019.

conflits armés, ethnique, foncier, entraînent un déplacement des populations dans certaines zones de production agricole comme le Grand Kasai, l'Ituri et la région Est du pays. Autant de contraintes au développement de l'agriculture. Dans le « Rapport mission de la campagne agricole » de 2019, un groupe d'experts indiquait que la disponibilité des denrées alimentaires sur le marché, le nombre élevé des commerçants, et la proximité des sources d'approvisionnement étaient les points forts des marchés congolais. Jusqu'à 16 millions des ménages, une augmentation de 3 millions par rapport à 2018, se sont engagés dans les activités de produc-

LE POTENTIEL AGRONOMIQUE ET LES TERRES ARABLES DE LA RDC POURRAIENT NOURRIR 1/4 DE L'HUMANITÉ

PRODUCTIONS AGRICOLES (2015)	
Produit	Estimation en tonnes
Manioc	34 930 687
Banane plantain	4 968 860
Riz	1 500 000
Haricot	249 405
Pomme de terre	99 751

PRODUCTIONS AGRICOLES (2019)	
Produit	Estimation en tonnes
Haricot	9 300 000
Maïs	2 900 000
Arachide	1 900 000
Cacao	26 408
Café	13 828
Caoutchouc	12 910
Huile de palme	3 999

tion agricole au cours de la campagne agricole, qui reste essentiellement de subsistance. Les principales contraintes étaient liées au manque de structures de stockage, à l'état des routes en délabrement et à l'accès difficile au crédit. L'état des routes (voir Dossier Infrastructures) constitue une contrainte majeure pour les producteurs qui se résignent soit à vendre dans les centres de consommation les plus proches de leurs milieux de production ou alors endurer des coûts énormes de transport, concluait le rapport. De manière globale, les routes de desserte agricole du pays sont à plus de 60 % dans un très mauvais état. La dégradation des

routes touche davantage les provinces de Tanganyika (84%), de Bas-Uélé (78%) ainsi que le Kwango (71%). Le Mai-Ndombe, la Tshuapa et le Kasai utilisent essentiellement le fleuve Congo pour évacuer la production agricole vers le centre de consommation.

Forêts, biodiversité et environnement
L'Ituri, le Nord-Kivu et le Maniema abritent certaines des forêts les plus importantes et les plus préservées du pays. ■

SOURCES : MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, SERVICE NATIONAL DES STATISTIQUES AGRICOLES (SNSA), ANAPI, BANQUE CENTRALE DU CONGO, MINISTÈRE DU PLAN



IN THE TRANSITION
TO CLEAN ENERGY,
WE KNOW COPPER
IS PURE GOLD.

Net-zero emissions simply cannot be achieved without the superior conductive properties of copper. And while that means the mining of the mineral must continue, the traditional ways of doing so have to move with the times.

At Standard Bank Corporate & Investment Banking, we're on a journey to mitigating the environmental impact of copper mining operations across the continent. And in doing so, to continuously reduce the true cost of the transition to clean energy.

Find out more at standardbank.com/cib

Standard Bank **IT CAN BE™**

The Standard Bank of South Africa Limited (Reg. No. 1962/000738/06).
Authorised financial services and registered credit provider (NCRCP15). GMS-20161 04/22
It Can Be is a registered trademark of The Standard Bank of South Africa Limited.

BANQUES ET ASSURANCES EN RDC

ÉTAT DES LIEUX

FIRSTBANK DRC

ECOBANK

SOFIBANQUE

STANDARD

RAWBANK

TMB

EQUITY

AFRISSUR

Banques et assurances : tout le monde veut sa part du gâteau

Le secteur bancaire congolais s’est relancé après la crise mondiale liée au Covid. L’année 2021 a fait figure de période de redynamisation pour un secteur ayant un rôle clé dans l’économie congolaise, notamment dans le secteur minier. Son total du bilan, avec un bond de 11,01 % en 2021, a atteint les USD 2 192,57 milliards. Après une chute de 14,7 % en 2020, le produit net bancaire (PNB) s’est envolé de 16,59 % en 2021, atteignant USD 83,25 milliards, tout proche de l’année 2019 (USD 83,72 milliards).

Évolution

Après une longue période de désintermédiation durant les décennies 1980-90, suivie d’une période allant de 1997 à 1999 d’un régime spécial de restructuration pour protéger juridiquement le secteur bancaire en restructuration et finalement parachevé par une phase de liquidation des banques jugées non récupérables, le système bancaire congolais vient d’extrêmement loin, détaillait Jean-Claude Masangu Mulongo, gouverneur honoraire de la Banque centrale du Congo, notre hors-série de 2018. Le total des bilans des banques en 2001 qui ne se chiffrait qu’à USD 178 millions dépasse aujourd’hui, 22 ans plus tard, la barre de USD 7 milliards. Une concurrence s’est installée sur le marché bancaire congolais, encore largement inexploité, seulement 7% de Congolais ayant un compte bancaire et où deux banques, Equity BCDC et Rawbank, détiennent 55 % des actifs du système et cumulent 8 milliards d’actifs à elles seules. TMB a été rachetée, à 85%, par le KCB (Kenya) et les autres acteurs locaux consolident leur niche. La RDC compte 15 banques commerciales, dont

11 étrangères, 10 compagnies d’assurance et 3 institutions financières spécialisées (août 2022). Gwendoline Abunaw, administratrice directrice générale à Ecobank Cameroun et de la zone Cematic considère que, d’ici à quelques années, « les banques d’Afrique centrale et d’Afrique australe connaîtront les évolutions les plus favorables » du continent.

Diversification

Les banques se sont lancées dans la diversification. Equity BCDC, avec 1,8 million de comptes clients actifs en 2022, prévoit jusqu’à 4 milliards de dollars pour la RDC dans le cadre de son plan de résilience et de relance après les secousses de la guerre en Ukraine. Rawbank, Bank of the Year en RDC en 2022 selon The Banker, a annoncé un renforcement de son investissement, pouvant atteindre le milliard de dollars, dans le secteur minier. Son portefeuille de prêts liés à l’industrie minière de la banque est passé à 820 millions de dollars en 2022, doublant presque ses offres de crédit par rapport à l’année précédente. L’agriculture, le développement durable, la fintech ou encore le mobile money sont autant de secteurs dans lesquels les banques congolaises misent de plus en plus. Le portefeuille actif bancaire en RDC a atteint les 7 milliards de dollars en juin 2022 selon la Banque mondiale. Cette évolution s’explique « grâce à une augmentation significative des financements de l’Association internationale de développement (IDA) ces dernières années ». La première salle de marchés aux standards internationaux a été lancée en 2020 par la Rawbank un Front Office composé des « Traders » spécialisés dans l’achat et la vente de différents types

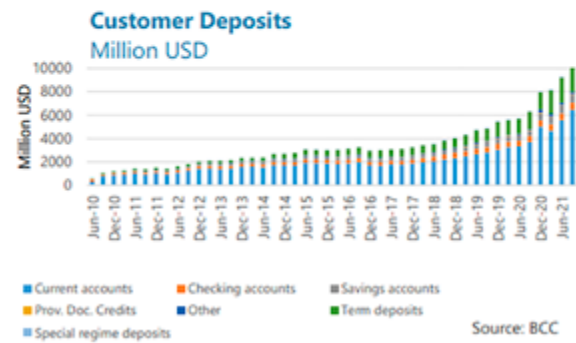
d’actifs ainsi que des « Commerciaux » chargés de la commercialisation des produits financiers proposés à la clientèle, un Middle Office qui se charge de la gestion des risques et un Back Office qui s’occupe de la gestion administrative de la salle de marchés. Suite à la modification du code minier, qui a fait passer le taux de rachat de 40 à 60 %, le nombre total de dépôts a augmenté de 40 % à 60 %, le total des dépôts est passé de 5,63 milliards de dollars en mars 2020 à 10,33 milliards de dollars en septembre 2021 (62 % des dépôts par comptes courants). La plupart des clients préfèrent épargner en devises étrangères, ce qui maintient le degré extrêmement élevé de dollarisation du système bancaire et son excès de liquidité. En septembre 2021, les dépôts en devises étrangères représentaient environ 85 % du total.

Défis

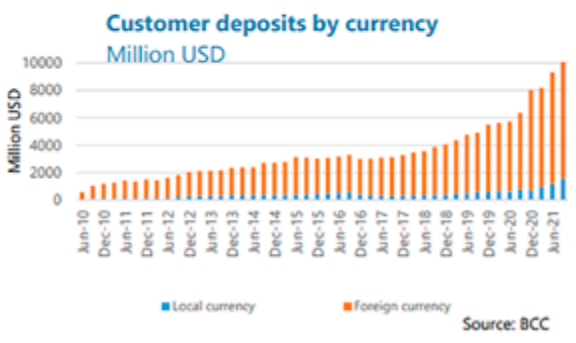
Selon un rapport du FMI, fin 2022, des progrès restent à faire pour solidifier le secteur bancaire congolais. Parmi ceux-ci (1) la faiblesse des fonds propres du système bancaire du système bancaire (2) la difficulté d’évaluer les prêts non performants (PNP) suite aux mesures Covid (3) les risques liés à la dollarisation financière (4) la rupture des relations de correspondance bancaire (CBR) en raison de la crise financière et (5) le fait que les filiales des banques en RDC détiennent leurs excédents de trésorerie auprès de leurs maisons mères à l’étranger. Un besoin de « transparence dans les restructurations de crédit effectuées par les banques sur la base des mesures d’assouplissement réglementaire » reste crucial pour l’évaluation de la résistance des banques selon le FMI.

RDC : Financement bancaire et dollarisation

Dépôt doublé pendant la pandémie

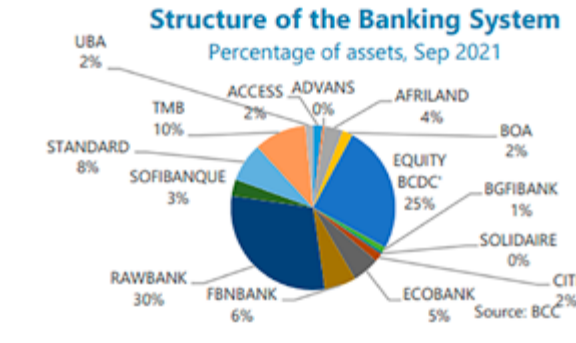


Dépôt en devises : 85% à fin septembre 2021

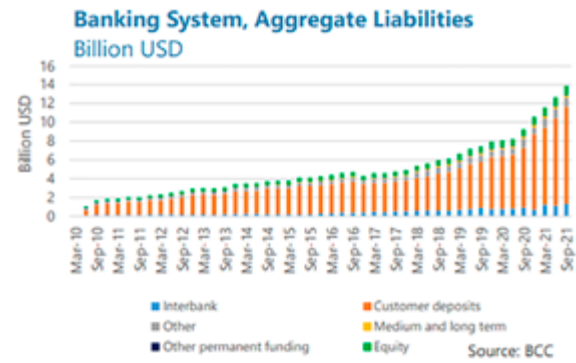


RDC : Actif, passif et rentabilité du système bancaire

Deux banques détiennent 55% des actifs du système...



Les banques se retrouvent avec d’importants dépôts qui ont doublé depuis le début de la pandémie



La plupart des prêts sont canalisés vers les secteurs « Autres » et « Mine » de l’économie (25 % et 24 % du total des crédits respectivement). L’activité de prêt étant très faible, les banques disposent d’importants, qu’elles placent auprès de leurs correspondants à l’étranger, de leurs sociétés mères ou de leurs concurrents locaux (le marché interbancaire est naissant et compte peu de participants actifs).

SOURCES : JEUNE AFRIQUE, FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, BANQUE MONDIALE, MOODY’S INVESTOR SERVICE, M&B MAGAZINE

Trois mastodontes



Rawbank
4,8 milliards USD d’actifs, 30% de part de dépôts, 278 millions de PNB (2021) et 30% de comptes actifs en RDC



Equity BCDC
4 milliards USD d’actifs, 1000 agences bancaires, 1,8 million de comptes et 25% de comptes actifs en RDC



TMB
1,7 milliard d’actif USD, 109 succursales, 11 % en termes de total d’actifs, et elle gère plus d’un compte bancaire sur cinq en RDC

Alassane Sorgo

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE ECOBANK RDC

« Notre expertise est une plus-value dans les stratégies de développement de nos clients miniers en toute circonstance »

INTERVIEW RECUEILLIE PAR M&B MAGAZINE – PHOTO © ECOBANK

Nouvellement nommé directeur général de Ecobank Congo RDC, Alassane SORGO jouit de plus de 25 ans d'expérience dans le secteur financier. En 1999, il rejoint le siège d'Ecobank en tant que responsable des opérations ETI après un passage chez Ibanema Export. Il a depuis été contrôleur financier pour le Togo puis la Côte d'Ivoire, et directeur financier couvrant les pays de l'UEMOA avant de devenir assistant exécutif directeur régional à Dakar, Business Finance Manager auprès du Directeur des Opérations du groupe, directeur du marché bancaire domestique et directeur général adjoint puis directeur général de Ecobank Tchad.

Titulaire d'un Master en Sciences et Techniques Comptables et Financières de l'Université d'Abidjan et d'un Diplôme d'Études Supérieures Comptables et Financières de l'académie de Nice, son expertise lui a permis de succéder à Jean-Baptiste SIATE au poste de directeur général de Ecobank RDC.

Quelle est votre mission au sein de Ecobank RDC ?

En tant que directeur général de Ecobank RDC, ma mission est de superviser les opérations de la banque à travers le pays et de s'assurer qu'elle opère en conform-

ité avec toutes les lois et réglementations applicables. Cela inclut la gestion des finances de la banque, de la marque Ecobank, le maintien des relations avec les clients et les parties prenantes, ainsi que la direction des employés de la banque pour fournir un service de haute qualité aux clients.

Ainsi je considère que globalement les buts et les objectifs de Ecobank RDC sont similaires à toutes banques classiques présentes en RDC, tels que l'expansion de sa base de clients, l'augmentation des bénéfices ou l'introduction de nouveaux produits et services.

À cela, je veux ajouter des missions qui sont spécifiques à Ecobank RDC :
— Utiliser les compétences pour faire en sorte que nous offrions une expérience unique à nos clients dans chaque interaction avec nous, que ce soit en agences, sur nos plateformes digitales ou autre point Ecobank.

— Assurer une utilisation efficace du capital dans l'ensemble de la filiale en RDC afin de générer des rendements dans un environnement sûr, prospère et conforme. Dans ce secteur très réglementé, mon rôle de superviseur en tant que directeur général doit donner à la banque l'assurance de la conformité réglementaire ;

— Favoriser le développement d'instruments financiers qui participent

aux financements du secteur privé et au développement économique ; financier et social de la République Démocratique du Congo. Ensemble avec mes collaborateurs, nous travaillons pour atteindre ces objectifs tout en veillant à ce que la banque fonctionne de manière sûre et durable.

Quelle est l'histoire du groupe ainsi que son positionnement en tant qu'institution bancaire en RDC ?

Le Groupe Ecobank est une institution bancaire panafricaine qui a été fondée par des Africains en 1985 au Togo, en Afrique de l'Ouest. La banque s'est depuis développée pour devenir l'une des plus grandes et des plus importantes institutions financières du continent, avec une présence inégalée dans 35 pays d'Afrique subsaharienne.

Chez Ecobank, nous sommes résolus à remplir notre mission de contribuer au développement économique et à l'intégration financière de l'Afrique. Nous mettons à profit notre très bonne connaissance de l'Afrique et notre expertise financière au service de nos clients. Notre réseau panafricain constitue une plateforme unique pour les paiements, le commerce et les investissements en Afrique et au-delà.

Depuis 2008 où la filiale Ecobank RDC a



vu le jour, nous tirons parti de la force de notre groupe panafricain afin de mettre en œuvre notre expertise locale et notre connaissance du marché pour fournir des solutions bancaires sur mesure à nos clients et apporter le support nécessaire qui permettra d'accompagner nos clients au quotidien pour ensemble créer de la valeur, de la richesse et des emplois et ainsi contribuer à développement socio-économique de la République Démocratique du Congo.

Nous sommes aujourd'hui un acteur important dans le secteur bancaire et nous continuerons d'accroître notre contribution à l'économie nationale

Quelle est votre vision pour la banque et son développement en 2023 ?

Ma vision pour la banque et son développement en 2023 s'articule autour de ces différents axes :

- L'amélioration des capacités numériques pour répondre à la demande croissante de services bancaires en ligne et mobiles. Notamment à travers le lancement de nouveaux produits numériques et la mise à niveau des plateformes digitales existantes ;
- L'amélioration de l'expérience client en renforçant la qualité de notre service client, en rationalisant les processus et en réduisant les temps d'attente ;

— L'accroissement de l'inclusion financière des populations qui en sont éloignées, notamment les femmes avec notre programme ELLEVER spécifiquement conçu pour elles. Notre volonté au sein de Ecobank RDC est d'étendre nos offres et nos services pour toucher l'ensemble des acteurs sur le territoire congolais ;
— Consolider les résultats financiers dans le pays et bâtir une institution durable pour accompagner davantage ses concours à l'économie nationale.

Dans un secteur bancaire concurrentiel, quels sont vos atouts et vos forces en RDC ?

Nos atouts reposent, d'une part, sur notre volonté d'encourager constamment nos collaborateurs à être plus proches des tendances du marché, ce qui nous permet d'ajuster notre stratégie et d'apporter une valeur ajoutée aux clients et aux parties prenantes. D'autre part, nos investissements dans la technologie et la digitalisation permettent à nos collaborateurs de travailler à distance, mais aussi à nos clients d'être autonomes et de profiter de nos services bancaires de manière sécurisée quand ils en ont besoin, depuis leur bureau, domicile ou ailleurs. En tant que pionnier de la numérisation des services bancaires, notre stratégie

LE GROUPE ECOBANK EST UNE INSTITUTION BANCAIRE PANAFRICAINE FONDÉE PAR DES AFRICAINS EN 1985 AU TOGO, EN AFRIQUE DE L'OUEST

nous permet d'être suffisamment flexibles pour réagir aux changements de circonstances. Notre capacité à nous adapter aux événements imprévisibles est l'une des clés de notre succès. Le dynamisme d'Ecobank RDC repose donc sur :
— Notre capacité à anticiper les attentes de nos clients en proposant une offre innovante et différenciante ;
— Notre capacité à développer des plateformes digitales sécurisées pour nos clients, qui leur donnent un accès continu à nos services, comme ce fut le cas pendant le confinement. Sans oublier les solutions financières que nous offrons aux entreprises Fintech via notre Sandbox que nous sommes les seuls à posséder sur le marché congolais.

UNE DES CLÉS DE NOTRE SUCCÈS EST NOTRE ADAPTABILITÉ À TOUTES LES CIRCONSTANCES

— Notre gouvernance, à la fois exigeante et rigoureuse, qui nous permet de maîtriser les risques conformément aux normes internationales et de répondre aux attentes de nos parties prenantes;
— Notre rôle de banque d'importance systémique qui renforce les compétences locales et favorise le développement économique du pays.
— L'accompagnement que nous offrons aux entrepreneurs, en particulier aux femmes entrepreneures et entreprises axées sur les femmes à travers le programme Ellever par Ecobank, dans le but de les doter d'outils et de compétences qui leur permettront de diriger leurs entreprises et d'autonomiser leur communauté de manière efficace.
Cette initiative panafricaine a pour objectif, en plus de renforcer les financements destinés aux femmes, de les suivre sur un volet non financier axé dans la formation, le coaching, la normalisation, la formalisation, et l'accès au marché, à travers des outils digitaux.

Quelle est votre position et quelles sont vos ambitions auprès des acteurs du secteur minier en RDC ?

Au sein de Ecobank RDC, nous nous positionnons comme une banque innovante qui propose des produits et services qui sont adaptés aux principaux acteurs du secteur dans le pays. Nous agissons dans un pays qui, par ses ressources minières, est stratégique dans la croissance de nombreux domaines. Ainsi, le secteur minier participe aujourd'hui fortement au développement économique de la République Démocratique du Congo.
Nous souhaitons donc être la banque incontournable accompagnant les acteurs du secteur qui identifient notre

expertise comme étant une plus-value dans leurs stratégies de développement. Notre connaissance de l'industrie minière nous permet de répondre aux défis et opportunités auxquels sont confrontées les sociétés minières.
À travers nos offres spécifiques de prêts pour l'achat d'équipement, de financement de fonds de roulement, des opérations de change, des analyses que nous fournissons sur les tendances du marché minier ou encore de nos services de gestion de trésorerie, nous sommes véritablement engagés dans la réussite du secteur minier ainsi que de sa chaîne de valeur en RDC.
Nous souhaitons avoir un impact 360° sur les activités de nos clients et nous proposons également des offres qui visent à :
— Fournir des services bancaires d'investissement aux sociétés minières, notamment en matière de fusions et d'acquisitions, de mobilisation de capitaux et de conseils stratégiques ;
— Aider les sociétés minières à gérer les risques liés aux fluctuations monétaires, à la volatilité des prix des produits de base et à l'instabilité politique en utilisant des produits de couverture et d'autres outils de gestion des risques ;
— Fournir un financement de projet aux sociétés minières pour la construction, l'expansion ou la modernisation de projets miniers. Il peut s'agir de financer l'achat d'équipement ou encore les coûts de construction.
— Offrir une offre adaptée répondant aux besoins de ceux qui font partie de la chaîne de valeur.
Dans l'ensemble, nous offrons donc une gamme d'offres et de services bancaires aux entreprises du secteur minier et prenons le soin d'anticiper leurs besoins et exigences spécifiques. ■

Newly appointed General Manager of Ecobank Congo DRC, Alassane SORGO has over 25 years of experience in the financial sector. In 1999, he joined Ecobank's headquarters as head of ETI operations after a stint at Ibanema Export. He has since served as Financial Controller for Togo and Côte d'Ivoire, and as Finance Director covering WAEMU countries before becoming Executive Assistant to the Regional Director in Dakar, Business Finance Manager to the Group's Operations Director, Director of the Domestic Banking Market and Deputy Managing Director and then Managing Director of Ecobank Chad.

He holds a Master's degree in Accounting and Financial Sciences and Techniques from the University of Abidjan and a Diploma of Higher Studies in Accounting and Finance from the Academy of Nice. His expertise enabled him to succeed Jean-Baptiste SIATE as Managing Director of Ecobank DRC.

What is your mission at Ecobank DRC?

As Managing Director of Ecobank DRC, my mission is to oversee the operations of the bank across the country and ensure that it operates in compliance with all applicable laws and regulations. This includes managing the bank's finances, the Ecobank brand, maintaining relationships with customers and stakeholders, as well as leading the bank's employees to provide high quality service to customers. Thus I consider that overall the goals and objectives of Ecobank DRC are similar to any conventional bank operating in the DRC, such as expanding its customer base, increasing profits or introducing new products and services.

“Our pan-African network provides a unique platform for payments, trade and investment in Africa and beyond”

To this, I want to add missions that are specific to Ecobank DRC:
— *Use the skills to ensure that we provide a unique experience to our customers in every interaction with us, whether in branches, on our digital platforms or other Ecobank point.*
— *Ensure efficient use of capital across the DRC branch to generate returns in a safe, prosperous and compliant environment. In this highly regulated sector, my supervisory role as Managing Director is to provide the bank with assurance of regulatory compliance;*
— *Promote the development of financial instruments that contribute to private sector financing and to the economic, financial and social development of the Democratic Republic of Congo.*
Together with my staff, we are working to achieve these objectives while ensuring that the bank operates in a safe and sustainable manner.

What is the history of the group and its positioning as a banking institution in the DRC?

Ecobank Group is a pan-African banking institution that was founded by Africans in 1985 in Togo, West Africa. The bank has since grown to become one of the largest and most important financial institutions on the continent, with an unparalleled presence in 35 sub-Saharan African countries. At Ecobank, we are committed to our mission of contributing to Africa's economic development and financial integration. We leverage our deep knowledge of Africa and our financial expertise to serve our clients. Our pan-African network provides a unique platform for payments, trade and investment in Africa and beyond. Since 2008 when the Ecobank DRC subsidiary was established, we have been leveraging the strength of our pan-African group to apply our local expertise and market

knowledge to provide tailor-made banking solutions to our clients and provide the necessary support to accompany our clients on a daily basis to create value, wealth and jobs together and contribute to the socio-economic development of the Democratic Republic of Congo.
We are today an important player in the banking sector and we will continue to increase our contribution to the national economy.

What is your vision for the bank and its development in 2023?

My vision for the bank and its development in 2023 revolves around these different axes:
— *Improving digital capabilities to meet the growing demand for online and mobile banking. This includes launching new digital products and upgrading existing digital platforms;*
— *Improving the customer experience by enhancing the quality of our customer service, streamlining processes and reducing waiting times;*
— *Increasing financial inclusion of underserved populations, especially women with our ELLEVER program designed specifically for them. Our goal at Ecobank DRC is to expand our offerings and services to reach all stakeholders in the country;*
— *Consolidate financial results in the coun-*

try and build a sustainable institution to further support the national economy.

In a competitive banking sector, what are your assets and strengths in the DRC?

Our strengths lie, on the one hand, in our willingness to constantly encourage our staff to be closer to market trends, which allows us to adjust our strategy and bring added value to clients and stakeholders.
On the other hand, our investments in technology and digitalization allow our employees to work remotely, but also our customers to be autonomous and enjoy our banking services securely whenever they need them, from their office, home or elsewhere.
As a pioneer in the digitization of banking services, our strategy allows us to be flexible enough to react to changing circumstances. Our ability to adapt to unpredictable events is one of the keys to our success. The dynamism of Ecobank DRC is therefore based on :
— *Our ability to anticipate our clients' expectations by proposing an innovative and differentiating offer;*

**READ THE ENGLISH VERSION
ON OUR WEBSITE
www.miningandbusiness.com**

Sofibanque la banque au cœur des enjeux

Sofibanque est présente au Congo depuis 13 années. Elle est la 4^e banque du pays avec un bilan de plus de 1,1 milliard USD. Ce bilan a quasiment doublé en 2022 et a réalisé un résultat après impôts de 20,8 millions de dollars. En associant avec la Banque Mondiale et le FMI, la Sofibanque se positionne au cœur des enjeux liés au développement des infrastructures en RDC.

Les chiffres clés

4^e

BANQUE DE RDC

Sofibanque est la 4^e banque du pays avec un bilan de plus de 1,1 milliard USD.

20,8

MILLIONS DE \$

Le bilan a quasiment doublé en 2022 et la banque a réalisé un résultat après impôts de 20,8 millions de dollars.

57

AGENCES

La Sofibanque dispose de 57 agences et représentations réparties dans le pays. Elle est forte de 648 collaborateurs qui mettent leurs compétences au service de 1262 comptes d'entreprises et établissement privés, 127 comptes d'entreprises et établissements publics, et près de 55 375 comptes de particuliers.

Le rôle du secteur bancaire dans l'industrie minière en RDC

Le total bilan des banques en République Démocratique du Congo ne permet pas de financer directement des projets miniers de plusieurs milliards de dollars. Le secteur bancaire en RDC a en effet des capacités limitées en matière de gestion des risques, ce qui restreint l'octroi de prêts à des taux raisonnables. Cependant, les banques participent activement au financement de l'ensemble de l'écosystème minier, à savoir la chaîne de valeur incluant les sous-traitants et leurs salariés.

Vision sur les perspectives de développement d'ici 2024

La Sofibanque est présente au Congo depuis 13 années. Elle a pour objectif de poursuivre son développement notamment à travers l'expansion de son réseau bancaire sur l'ensemble du territoire congolais. C'est ainsi qu'elle a étendu ses activités ces dernières années à travers l'ouverture d'agences à Goma, Likasi, Boma et Moanda. D'ici 2024, la priorité est donc la conquête de nouveaux marchés, afin d'y acquérir une clientèle venant aussi bien du secteur privé que du secteur public.



Henry Wazne et son parcours

Né à Monrovia au Libéria, Henry Wazne est diplômé d'une maîtrise en droit à l'Université Nice Sophia Antipolis. Il a permis à l'entreprise familiale de prendre une nouvelle dimension en République Démocratique du Congo à travers la remarquable montée en puissance de la Sofibanque. Depuis 2019, il s'est lancé dans les assurances en créant avec ses partenaires, la SFA (Société Financière d'Assurance).

Position de la banque sur le développement de la RDC

La Sofibanque intègre dans sa stratégie commerciale, des éléments qui visent à renforcer l'accessibilité aux financements et la mobilisation des investissements en faveur des grandes entreprises locales, des PME et des entrepreneurs, afin de contribuer plus largement à la croissance du secteur privé. La banque participe également à l'inclusion financière des populations notamment en proposant des solutions digitales adaptées, en collaboration avec les principaux opérateurs mobiles du pays et nouveaux acteurs de la fintech. Enfin, la Sofibanque s'associe avec la Banque Mondiale et le FMI, pour être au cœur des enjeux liés au développement des infrastructures. ■

VOTRE PARTENAIRE FINANCIER DANS L'INDUSTRIE MINIÈRE

SOFIBANQUE S.A.

Et tout devient possible !

En tant que leader dans le secteur bancaire en République Démocratique du Congo, la Sofibanque est fière d'offrir des produits et services financiers adaptés aux besoins des entreprises minières. Nous comprenons l'importance d'une gestion financière efficace, garantissant la croissance et la rentabilité des entreprises congolaises et internationales.



Nous assurons le suivi des importations et exportations. Nous accompagnons en effet les entreprises minières dans le respect de la Réglementation du Change. Pour le compte de nos clients, nous délivrons également des cautions douanières, leur permettant de retirer leurs marchandises, tout en réduisant leurs frais financiers.



Les PME clientes de la Sofibanque, peuvent bénéficier d'escomptes qui sont des crédits professionnels à court terme, favorisant l'obtention du paiement immédiat de factures, sans attendre les dates d'échéance de celles-ci. Nous pouvons également procéder au financement de leurs différents équipements.



Nous accompagnons au quotidien les employés de nos clients Corporate, notamment à travers la bancarisation et l'accès aux crédits à la consommation.



Nous soutenons nos clients Corporate dans leurs démarches et activités RSE.

Contactez-nous dès aujourd'hui au +243 817 300 200/201



www.sofibanque.com



RAWBANK, banque de référence pour les acteurs du secteur minier en RDC

Rawbank est une banque congolaise fondée en 2002 à Kinshasa dans le but de participer activement au développement socio-économique du pays en offrant notamment le meilleur des services bancaires à la population. Depuis sa création, elle est devenue un établissement bancaire de référence en République Démocratique du Congo, avec plus de 500 000 clients à travers tout le pays. Rawbank propose une large gamme de produits et de services bancaires : comptes courants et épargnes, cartes bancaires Mastercard et Visa, ou encore produits d'investissement et services de transfert d'argent. Et depuis 2022 distribue également des produits d'assurance.

Véritable institution financière fiable et responsable, Rawbank s'est dotée d'une direction de la Conformité, qui garantit la concordance de ses activités avec notamment les réglementations et normes internationales en matière de lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la prolifération. Plus généralement, elle a pour mission de garantir le respect des missions de contrôle de conformité fondamentales, des exigences du régulateur ainsi que des principales exigences internationales applicables à son activité.

La Conformité est une préoccupation majeure pour Rawbank, car le secteur bancaire est confronté à des risques élevés dans ce domaine. Pour y répondre, Rawbank dispose d'une fonction de contrôle de conformité robuste, adaptée à son environnement et à la nature de ses risques. Cette direction dispose également d'un système de pilotage des risques de non-conformité, à la fois stratégique, tactique et opérationnel, compréhensible par l'ensemble des parties prenantes. La banque a mis en place des dispositifs solides de monitoring, de formation et de

reporting des problématiques de conformité bancaire et prudentielle. En ce sens, Rawbank veille à former et à sensibiliser ses collaborateurs aux problématiques de conformité en leur offrant un programme de formation continue et un suivi assuré par des institutions de premier choix en la matière.

Le 27 décembre 2022, une nouvelle loi anti-blanchiment d'argent a été promulguée par le président de la République Démocratique du Congo. Cette loi vise notamment à renforcer, d'une part, la capacité opérationnelle de la CENAREF dans la lutte contre le blanchiment d'argent, et, d'autre part, le dispositif de prévention en élargissant notamment son parc des assujettis. En réponse à cette nouvelle loi, Rawbank a renforcé son dispositif en matière de conformité anti-blanchiment. Pour rappel, cette nouvelle législation s'applique à toute personne physique ou morale qui, dans le cadre de sa profession, réalise, contrôle ou conseille des opérations entraînant des dépôts, des échanges, des placements, des conversions ou tous autres mouvements de capitaux.

Et l'une des particularités de cette nouvelle loi, est qu'elle crée, en son **article 92**, une nouvelle catégorie d'assujettis soumis uniquement à l'obligation de déclaration contrairement à ceux mentionnés à **l'article 2**. Au nombre donc de ces « nouveaux assujettis » figurent notamment les sociétés d'exploitation minière. Dorénavant, les entreprises de l'industrie minière sont donc tenues de déclarer aux autorités compétentes, les transactions et/ou relations qu'elles soupçonnent ou suspectent provenir ou impliquer des fonds d'origine criminelle ou être liés à une opération de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme et de la prolifération.

Rawbank, en sa qualité de premier partenaire de la chaîne de valeur du secteur minier en RDC, se tient à la disposition de sa clientèle pour lui apporter son expertise en matière de conformité et l'accompagner dans la mise en œuvre de leurs dispositifs de détection qui constitueront à coup sûr un déterminant du processus d'acceptation.

Rawbank est également impliquée dans des projets de responsabilité sociale, tels que des programmes de microfinance pour les femmes et les jeunes entrepreneurs, ainsi que des initiatives pour l'éducation et la santé. La banque s'efforce de renforcer les capacités de ses clients et des communautés locales dans lesquelles elle opère, en vue de favoriser leur développement économique et social.

En somme, Rawbank est une institution financière solide et engagée en RDC, qui offre une gamme complète de produits et services financiers tout en assurant une conformité rigoureuse aux normes internationales. La banque est également impliquée dans des projets de développement durable et de responsabilité sociale, en vue de contribuer à la croissance économique et au bien-être des populations congolaises. La banque est déterminée à rester un acteur majeur du secteur financier congolais reconnu pour sa qualité de service et son engagement en faveur de la communauté.

📍 12/66 croisement des avenues Katanga et Colonel Lukusa, Gombe - Kinshasa. R.D. Congo
☎ (+243) 99 60 16 300 - Numéro gratuit 4488 📞 Rawbank 📱 Rawbank Sa 🌐 Rawbank
✉ contact@rawbank.cd - www.rawbank.com - Code BIC/SWIFT : RAWBCDKI



RAWBANK
IS MY BANK





Paul Derreumaux

Président d'honneur de la Bank Of Africa

NOUS FAIT L'HONNEUR D'ACCEPTER
UN LONG ENTRETIEN À L'OCCASION DE LA PARUTION
DE SON DERNIER OUVRAGE « LA SAGA BANK OF AFRICA,
DU MALI À MADAGASCAR »

INTERVIEW RECUEILLIE PAR MINING&BUSINESS MAGAZINE – PHOTO © GÉRARD CAMBON

Contrairement à la banque du même nom en RDC, l'homme sait communiquer. Comme le souligne la préface de son livre, on lira donc cette saga avec « passion, dès lors que l'Afrique et l'aventure entrepreneuriale vous passionnent, tout autant que la banque et la finance, ou encore le développement ». Il s'agit en effet de la création d'une banque commerciale. Banquiers et financiers, vous lirez avec étonnement comment et dans quel contexte un tel établissement peut émerger.

En tant que Président d'Honneur, quelle est la vision du nouveau management sur BOA ? Partagez-vous cette vision sur le continent ?

Je vois bien sûr la situation du Groupe de l'extérieur puisque je ne suis plus associé à sa gestion. Mais les faits permettent de dresser quelques constats objectifs. Le premier est que le réseau BANK OF AFRICA continue à bien se porter, ce qui veut dire à la fois que chaque banque avait une base solide qui a facilité la croissance régulière ultérieure et que la gestion du Groupe reste toujours efficace. Une autre donnée est que la BANK OF AFRICA est encore présente auprès de toutes les clientèles, conformément à son statut originel de « banque tous publics », et reste active en matière

d'innovations de toutes sortes. À côté de cette continuité, on note aussi que le Groupe a fortement ralenti son expansion géographique, contrairement à la période précédente : hors les dossiers déjà en préparation en 2010, la seule nouvelle implantation d'une banque de plein exercice a été réalisée, sauf erreur, au Rwanda. Je suppose que la nouvelle vision privilégie la meilleure rentabilité possible du périmètre existant. C'est un choix respectable, peut-être en partie dicté par des contraintes réglementaires. Mais il laisse la place à la montée en puissance d'outsiders plus audacieux comme on le voit dans les transformations actuelles de la structure des systèmes bancaires de l'UEMOA.

À titre personnel, vous avez combien dans la BOA ?

J'ai toujours eu une part très minoritaire dans le capital de la holding du Groupe, qui a connu de très importantes augmentations depuis sa création en 1988. Celles-ci ont pu être atteintes grâce à la venue progressive de nombreux actionnaires privés, majoritairement africains, qui ont souscrit à ces augmentations. Cette forte diversification n'a pas empêché une adhésion permanente de tous à la stratégie suivie d'expansion, d'intégration et de consolidation du Groupe. Après mon

départ en 2010, je suis resté actionnaire ce qui me permet de suivre avec plaisir l'évolution des performances annuelles du Groupe.

Comment voyez-vous l'avenir de l'Afrique ?













L'Afrique subsaharienne a beaucoup changé ces vingt dernières années, après une décennie 1980/90 très difficile : retour à la croissance économique, nouvelles infrastructures, reconstruction de systèmes bancaires performants, révolution pionnière de la téléphonie mobile, essor du secteur privé. C'est ce qui a conduit à l'afro-optimisme de la décennie 2000/2010. Depuis, le continent doit affronter de nouvelles turbulences qui freinent son développement. Certaines sont exogènes comme le péril sécuritaire, au Sahel notamment, ou la faible efficacité du « logiciel » d'appui au développement qu'appliquent certains partenaires internationaux. D'autres sont endogènes, par exemple la fréquente insuffisance de priorité donnée par les Autorités à la résolution des problèmes économiques, le manque d'emplois décents qui empêche de profiter des avantages d'un possible « dividende démographique », le recul actuel des solidarités régionales. Un secteur qui illustre le mieux ces occasions manquées jusqu'ici est



OFFREZ-VOUS
une assurance en
toute sécurité

Notre activité porte sur l'offre des solutions de **Prévoyance** et d'**Epargne** pour protéger les particuliers, les entreprises et les institutions financières face aux aléas de la vie.

UNE ASSURANCE POUR CHAQUE MOMENT DE LA VIE

PARTICULIERS	ENTREPRISES	INSTITUTIONS FINANCIÈRES
 Prévoyance éducation	 Protection groupe entreprise	 Assurance découvert
 Retraite complémentaire	 Prévoyance funérailles	 Prévoyance des comptes
 Epargne projets	 Retraite complémentaire	 Assurance crédit emprunteur
 Epargne VIP	 Indemnités de fin de carrière	
 Prévoyance funérailles		

AFRISSUR
10, BOULEVARD DU 30 JUIN
GOMBE • KINSHASA



AFRISSUR

VOTRE SOLUTION EN RDC



L'ÉNERGIE EN RDC

ÉTAT DES LIEUX

UN POTENTIEL
GIGANTESQUE

UN GÉANT
QUI SOMMEILLE

KIPAY ENERGY, LE SECTEUR PRIVÉ
AU CHEVET DE L'ÉNERGIE

LE SOLAIRE:
UNE SOLUTION DURABLE

Un potentiel énergétique énorme

La RDC dispose d'un énorme potentiel énergétique très varié : de l'hydroélectricité aux réserves prouvées de charbon en passant par le bois, les réserves prouvées de pétrole, le méthane, l'énergie solaire, la biomasse agricole, le biocarburant, l'énergie géothermique, etc. Mais depuis 1923, l'industrie congolaise de l'électricité, par exemple, n'exploite que 3% des ressources énergétiques du pays. Ces richesses ou potentiels font pourtant du Congo une des places fortes pour l'investissement dans les énergies propres, indispensables dans la transition énergétique mondiale.

Avec de fortes précipitations, son grand fleuve et ses rivières pérennes, la RDC est un pays riche en eau, mais les infrastructures d'approvisionnement restent médiocres. Malgré l'abondance des eaux de surface, la grande majorité de la population dépend des eaux souterraines pour l'approvisionnement en eau, en particulier des sources, qui constituent la principale source d'eau potable pour jusqu'à 90 % de la population rurale.

100 000

MEGAWATTS,
de potentiel hydroélectrique (selon le PNUD)
grâce au fleuve Congo.

16%

DE LA POPULATION
dispose d'un accès à l'électricité.

70%

DE L'ÉLECTRICITÉ
est consommée par les 54 miniers.

Un géant énergétique en sommeil

À lui seul, le fleuve Congo avec son bassin à cheval sur l'Équateur, offre à la RDC un potentiel énergétique exploitable évalué à 100.000 MW, répartis sur 780 sites situés dans 145 territoires et 76 000 villages. Ce potentiel représente environ 37 % du potentiel total de l'Afrique et près de 6% du potentiel mondial. L'immense projet Grand Inga possède une puissance potentielle estimée 39 000 MW. Le gouvernement congolais a identifié 217 sites pour développer davantage son potentiel hydroélectrique. Le développement d'un Atlas des énergies renouvelables en 2014, grâce à l'appui du Programme des Nations unies, a permis de sélectionner 780 sites, y compris pour développer le potentiel solaire et éolien du pays. Sur une puissance totale installée en RDC, évaluée à 2 516 MW, la Société nationale d'électricité (SNEL) dispose d'un parc de production d'environ 2 416 MW, soit 96 % de la puissance nationale installée, constitué essentiel-



lement des centrales hydroélectriques. Cependant, la production effective n'est que de 6 000 à 7 000 Gwh. Les auto-producteurs se partagent les 100 MW restants de la puissance installée, soit 4 % estime un rapport de la SNEL. Malgré son potentiel, le taux d'électrification en RDC demeure faible, 16 % de la population dispose d'un accès à l'électricité, issue à 99 % de l'hydroélectricité et la vision du gouvernement est d'accroître le taux de desserte jusqu'à 32 % en 2030. Ce paradoxe est dû soit à cause de la vétusté des installations datant de la période coloniale soit par manque de nouveaux investisseurs dans le secteur. Ces derniers se lancent dans la distribution de l'électricité.

La privatisation : l'autre clé vers de la souveraineté énergétique

Des projets de taille modeste autour des énergies renouvelables sont susceptibles aujourd'hui d'accroître de façon significative l'électricité disponible et ils peuvent permettre d'augmenter l'accès à l'électricité pour les Congolais, particulièrement dans les zones rurales. « L'énergie est un élément important de l'infrastructure. Le Congo

est un gros consommateur d'énergie, mais pour l'instant, chaque opérateur utilise des groupes électrogènes, car il n'y a pas assez d'énergie », constate Dr James Mwangi, Président d'Equity Holdings, une des deux plus grandes banques, en termes d'actifs, en RDC. Avec un gisement solaire qui atteint les 200 TWh, les entrepreneurs voient une opportunité en or dans le secteur. En 2014, une nouvelle loi sur l'électricité a été adoptée en RDC, permettant de libéraliser le secteur de l'énergie aux producteurs indépendants et aux énergies renouvelables. Résultat, six ans plus tard, on compte six projets réalisés, dont cinq privés, et neuf projets en cours, en Ituri (Isiro Moyi Power) au Kivu (Symbion Power), au Kasai (Enerkac et EDC), au Lualaba (Sicohydro, Sky Power, etc.), en Haut-Katanga (Kipay), entre autres.

Les hydrocarbures

Début 2023, trois entreprises nord-américaines ont remporté l'appel d'offres pour l'exploitation des blocs de gaz méthane du lac Kivu : Symbion Power & Red, pour le bloc dit « Makelele », Winds Exploration and Production LLC (bloc Idjwi) et Alfajiri Energy Corporation (bloc Lwandjofu). Symbion Power, basée aux États-Unis, qui

a déjà développé deux projets similaires sur la rive rwandaise du lac Kivu, a proposé un projet de conversion du gaz en électricité de 60 mégawatts. L'électricité de sa concession de Makelele desservira Goma et le Sud-Kivu.

La RDC dispose d'un potentiel de 66 milliards de normomètres cubes de gaz dissous dans les eaux du lac Kivu et de 22 milliards de barils de pétrole sur l'ensemble des bassins segmentaires – le Bassin côtier (nord-ouest), la Cuvette centrale, dans le Graben Tanganyika (sud-est) et dans le Graben Albertine (nord-est). Fin 2022, la production du pétrole brut plafonnait à 8 millions de barils par an sur un potentiel national estimé à 20 milliards de barils.

Situation énergétique dans quelques provinces clés

Kinshasa

Taux d'électrification : 44,1%.

Potentiel solaire : l'ensoleillement moyen varie entre 3,22 et 4,89 kWh/m2/j ;

Potentiel éolien : la moyenne annuelle de la vitesse du vent mesurée à 10 m de hauteur est de 1,3 m/s ;

Consommation énergétique en RDC

En 2019, la RDC affiche l'un des taux d'accès à l'électricité les plus faibles au monde : seuls 8% des habitants y avaient accès en 2019, selon des informations fournies par la Présidence. La moyenne en Afrique est de 42%.

10% de l'électricité consommée est importée
30 % de l'électricité est consommée pour des usages domestiques et par les services publics et commerciaux

L'industrie extractive, soit environ 54 entreprises minières, consomment 70 % de l'électricité disponible en RDC

Les produits pétroliers et gaziers représentent 3% du bilan de la consommation énergétique en RDC. Les secteurs de

l'industrie extractive, du transport et les ménages sont les principaux usagers.

93% : le bois de chauffe (le makala) est la source d'énergie la plus consommée. 100% des ménages soit environ 95 millions d'habitants utilisent le makala à des fins domestiques

La déforestation du bassin du Congo est directement liée à la consommation excessive de bois-énergie « makala » (son prélèvement est supérieur au reboisement)

Répartition de la consommation d'électricité par secteur :

- 10.3 TWh : consommation totale
- 7.0 TWh : industrie extractive *
- 1.8 TWh : résidentiel
- 1.5 : services publics et commerciaux
- 20 millions d'habitants consomment 30% de l'électricité

SOURCE SNEL – DÉCEMBRE 2022

Grand Katanga

Taux d'électrification : La puissance installée est de 567 MW, alors que la demande actuelle est évaluée à près de 900 MW (dont 600 MW uniquement pour le secteur minier).
Potentiel solaire : 6,5 kWh/m²/j
Potentiel éolien : vitesse de vent moyenne de plus de 5m/sec ;

Nord-Kivu

Taux d'électrification : le taux actuel est estimé à 3,1 % ; La puissance installable peut atteindre 240,3 MW
Potentiel en biomasse : l'énergie annuelle productible peut atteindre 76.583,74 MWh ;
Potentiel solaire : l'ensoleillement moyen varie entre 4 et 5,5 kWh/m2/j ;
Gaz naturel : le potentiel pourrait atteindre 57,00 Milliards de Nm3.

Grand Équateur

Taux d'électrification : Très bas ≈1.4% alors que la province dispose de plusieurs sites identifiés dans sa partie nord ;



Potentiel en biomasse : Fort potentiel (environ 40.000.000 hectares de forêts sur les 86 millions que regorge la RDC ; Les besoins énergétiques (2012) de la province sont estimés à 426,085 MW (tous les territoires de l'Équateur), contre une disponibilité de l'ordre de 26,770MW (2010) ;

Potentiel solaire : Bon niveau d'ensoleillement avec des valeurs situées entre 5 et 5,5 kWh /m²/j. ■

*DONNÉES ATLAS DU MINISTÈRE DES RES-SOURCES HYDRAULIQUES, KINSHASA 2014
SOURCE : ANAPI, SNEL, JEUNE AFRIQUE, THE CONVERSATION, PNUD, EN) ENERGY STA-TISTICS DATA BROWSER

GRISI DISTRIBUTION SAS

GRISI DISTRIBUTION SAS
+243 977 028226 +243 816 193500
Route de Likasi au Village MAKOLONGULU

TRADE SERVICE

« Pourquoi sous-traiter ? »

VOS PROBLEMES SONT NOS DEVOIRS

TRADE SERVICE

www.tradeservice-sprl.com

+243 99 701 5137
info@tradeservice-sprl.com

Malabar Privilege

GET REWARDED!
Earn and receive great rewards on our services.

PURCHASE | EARN | REDEEM | ENJOY |

JOIN NOW BY DOWNLOADING OUR APP AND GET BENEFITS

Download on the App Store | GET IT ON Google Play

Luano Airport / Lubumbashi | info@malabar-group.com | +243 81 197 18 48 | +243 81 352 66 41

www.malabar-group.com

PROGAS est leader dans le stockage et la distribution du LPG qui est une source d'énergie fiable depuis 2017.

Nos objectifs
Améliorer votre productivité, votre confort, votre niveau de vie, avec une énergie propre et fiable pour l'industrie, l'agro-industrie, les ménages, tout en luttant contre la déforestation.

PROGAS est un acteur dans l'écosystème, car il participe à la protection des forêts et de l'environnement.

+243 808 512 505
info@progas-drc.com
Route Likasi , Kimbeimbei, Lubumbashi, Haut - Katanga, R.D. Congo

ProGas

Votre source d'énergie la plus fiable

À Fungurume, le solaire apporte bientôt la lumière

REPORTAGE EXCLUSIF MINING&BUSINESS MAGAZINE
PHOTOS OLIVIER DELAFOY POUR PHOTO.AFRICAINSIDE

Kipay Energy veut préparer le secteur de l'énergie au Congo pour les générations futures. Comme son mentor, l'entreprise assure « *aimer les défis et fait fi des critiques* ». L'entrepreneur congolais Éric Monga et ses partenaires ont tenu leur pari : la livraison de la centrale photovoltaïque de Lumbwe. L'homme est dans l'action, il s'exprime, mais sur son terrain favori : le site de son projet. Un entretien exclusif de M&B à Fungurume, au cœur de la centrale photovoltaïque.

Bonjour Éric Monga. Merci de nous accueillir sur le site de votre centrale photovoltaïque de Fungurume. Nous sommes à 100 kilomètres de Kolwezi, près de la mine de Tenke Fungurume. Fin décembre 2022, vous avez posé la première pierre de la construction d'une centrale solaire dont le projet est porté par Kipay Energy, qui produira, en 2024 48 Mégawatts d'énergie solaire. Tout d'abord, à qui est destinée l'électricité qui sera produite par les panneaux photovoltaïques ?

C'est très simple, ma priorité se sont les ménages. Fungurume est une ville qui est passée de 30 000 habitants à 300 000 habitants en à peine 10 ans. Seul 1% de la population a accès à l'électricité. Dans un premier temps l'essentiel de notre

production d'énergie ira à la population. Par la suite, l'énergie solaire produite par la centrale de Lumbwe pourra profiter aux opérateurs économiques de la région. La capacité, pour l'instant, c'est 2,4 MWh en solaire plus 1,8 MWh en stockage. Notre objectif est d'alimenter la population de Fungurume en injectant l'électricité produite par le solaire dans le réseau SNEL.

Vous êtes un entrepreneur et homme d'affaires également connu pour votre grand intérêt par l'énergie. Vous êtes

également impliqué dans la construction du barrage de Sombwe dans le Mitwaba à proximité Kiubo. Quelle est cette « énergie » qui vous motive ?

Je dois vous rappeler que dans la région où nous vivons en RDC le déficit énergétique est supérieur à 3500 mégawatts dont 1500 MW dans l'industrie minière. Alors que vous pouvez imaginer que tout nouvel apport en énergie électrique est le bienvenu. Inga on en parle depuis plus de 20 ans, mais ce n'est pas la seule voie pour l'électrification de la RDC ! L'ambition de Kipay Energy est



L'entrepreneur congolais Éric Monga dans la centrale photovoltaïque de Lumbwe à Fungurume, RDC.

de contribuer à la réduction du déficit d'énergie en RDC.

Revenons sur la centrale de Lumbwe à Fungurume. Vous avez dû vous battre contre un certain nombre de détracteurs et d'oppositions. Pouvez-vous nous en parler ?

Nous nous sommes battus contre les idées de certaines personnes, que les Congolais ne peuvent pas mettre oeuvre un tel projet ni le concrétiser ni même entreprendre des projets complexes. Je suis fier de montrer qu'on peut le faire. Mais je ne l'ai pas fait seul, il y a toute une équipe Congolaise derrière moi qui est composée également de jeunes ingénieurs et techniciens très qualifiés. Ce sont les meilleurs du Congo.

Le site de la centrale s'étend sur sept hectares. 78 tables portant chacune 56 panneaux solaires. Vous projetez de produire 46 mégawatts d'électricité en 2024. Cela sera le plus important projet solaire privé en RDC. Racontez-nous le commencement ?

Mes projets autour de l'énergie ont deux volets. Le solaire et l'hydro. Lorsque l'eau diminue généralement en septembre et octobre, je compense mon énergie par le solaire. Donc on ferme nos machines, l'eau monte dans les réservoirs. Je ferme

« L'AMBITION DE KIPAY ENERGY EST DE CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DU DÉFICIT D'ÉNERGIE EN RDC ».

la vanne à 6 h du matin, l'eau monte, vers 18 h, on a beaucoup d'eau. Ainsi de suite. Pendant ce temps, je remplace cette énergie par les champs solaires. Ils peuvent être installés près de l'endroit où l'énergie entre dans les réseaux de SNEL. Nous avons commencé bien sûr par des études. Une fois les études achevées, le lieu choisi, on est passé à la commande de matériel. Puis nous avons commencé la construction. J'ai été très discret pour ne pas attirer l'attention de certains opposants. J'ai fait le mort. Je sais bien faire.

Quels matériel et technologie avez-vous choisis ?

J'ai choisi de commander directement les panneaux solaires en Chine. Un grand fabricant français de panneaux m'avait communiqué l'adresse d'un des meilleurs fabricants chinois. Nous avons fait du « sur mesure » puisqu'on avait besoin de gros panneaux. Quand on a embarqué la

marchandise, il y a eu des manœuvres militaires dans la mer de Chine à cause des problèmes à Hong Kong. Cela a retardé notre bateau de 35 jours. Arrivée à Kasumbalesa, la marchandise a encore connu 10 jours de retard à cause de la file des camions et la grève des transporteurs. On était censé terminer en décembre, nous avons deux mois de retard sur le planning. La centrale solaire de Fungurume s'appuiera sur la technologie Tracker. C'est un système qui permet aux panneaux solaires de suivre automatiquement la position du soleil. La rotation automatique des panneaux solaires pourra atteindre -55 à +55 degrés. Cette technologie utilise des capteurs d'irradiation solaire, de vent et de température pour pouvoir suivre le mouvement du soleil en temps réel. Le grand avantage de cette technologie très innovante est qu'elle nous permettra d'augmenter la production d'énergie de 10 à 15% par



← L'équipe congolaise du projet composée de jeunes ingénieurs et techniciens très qualifiés.

« DANS LE KATANGA, LE DÉFICIT ÉNERGÉTIQUE EST SUPÉRIEUR À 3500 MÉGAWATTS DONT 1500 MW DANS L'INDUSTRIE MINIÈRE ».

rapport à une centrale solaire orientée dans une seule direction. L'installation représente actuellement la plus grande centrale solaire photovoltaïque privée en RDC en plus avec la technologie de tracking. Elle sera raccordée par une ligne de transmission à une sous-station de la SNEL, située à 7 km de la concession. Nous suivons trois étapes de construction. D'abord la Phase 1 que nous livrerons en avril avec une installation photovoltaïque qui produira 2,4 MWh. En décembre 2023 nous aurons terminé la Phase 2. La production passera alors à 10 MWh. Et pour finir, en 2024 avec la Phase 3 où nous ambitionnons de produire 46 MWh en photovoltaïque. Pour le moment, nous sommes en phase 1, l'installation photovoltaïque c'est 4.368 modules PV sur 78 tables dont nous venons justement de célébrer la dernière pose. Ces tables sont contrôlées par un système de traçabilité pour améliorer

leur rendement. En matériel il y a un système de stockage d'énergie par batterie, un convertisseur de puissance en tant qu'interface entre les panneaux et la batterie pour la charge et la décharge du système de stockage. C'est important de préciser que nous pesons favorablement sur l'économie de CO2 avec 55.470.000 kg d'émissions de CO2 en réduction par an. Je suis fier de le mentionner.

Kipay Energy soutient l'expertise locale pour l'innovation. Vous vous entourez toujours de jeunes talents et vous n'hésitez pas à confier le développement de l'expertise de votre projet de jeunes ingénieurs et entrepreneurs congolais. Oui en effet. C'est une autre fierté. Nous avons confié l'expertise technique et la mise en œuvre du projet à des sociétés congolaises, Smart Congo, LBK et EKMM. Le renforcement des compétences nationales c'est la clé du

succès et du développement du secteur de l'énergie verte en RDC. Et notre contribution, à nous Kipay Energy, est de préparer le secteur de l'énergie au Congo pour les générations futures. Cette capacité à travailler ensemble pour un même idéal est la meilleure expérience personnelle que je tire de cette grande aventure. À travers ces mots, j'exprime ma reconnaissance et mes remerciements à tous mes partenaires et ceux qui me font confiance.

De mémoire, le budget du projet de la centrale hydroélectrique de Sombwe dans le Mitwaba était autour de 400 millions de dollars. Des oppositions vous reprochaient de construire un barrage trop près d'un parc national. Qu'est-ce que vous pouvez nous dire sur le sujet ? Il y a plusieurs barrages et projets dans les parcs nationaux Congolais, mais le nôtre est près d'un parc national, non pas à pas à l'intérieur. Les oppositions ont été levées par le gouvernement et nous travaillons de près avec l'ICCN. Comme le projet de la centrale solaire de Fungurume, ce projet répond aux objectifs fixés par le Président de la RDC dans son plan d'action pour le développement des 145 territoires. L'objectif est d'apporter des solutions concrètes pour les secteurs de l'eau, de l'électricité,



de l'éducation et des infrastructures routières. Il faut quand même savoir que le déficit énergétique au Congo est abyssal. Moins de 10% de la population dispose d'un accès à l'électricité et moins de 1% de la population dans les zones rurales. La population du territoire nous a également apporté son soutien comme leur chefs coutumiers, et les prêtres, tous ceux qui ont cru en cette idée. Ça, c'est la première chose. Ensuite, Il n'y a rien de moins polluant que l'énergie hydraulique, ceci étant, le volet pour la conservation de la nature fait partie intégrante du projet. Nous sommes très attachés à la protection de l'environnement, à sa conservation. Nous avons travaillé et élaboré une Étude d'impact environnemental et social (EIES) pour évaluer l'impact du projet Sombwe. Les parties prenantes sont toutes impliquées et notre priorité est d'assurer une communication transparente de toutes les concertations www.sombwedialogue.com. Je veux ajouter que ce projet est congolais et il est porté par les meilleurs du Congo et aussi les meilleures expertises et compétences venues de l'extérieur. Des scientifiques, ingénieurs, des topographes, des géologues, les hommes de terrain. La centrale hydroélectrique produira 166 MW d'électricité qui sera transmise par une ligne de haute tension de 206 km qui relie Sombwe à la

sous-station de Fungurume. L'énergie verte est aujourd'hui un enjeu pour le développement socio-économique durable de la RDC. Je note avoir subi beaucoup de pressions menaces (ôte toi que je m'y mette) ainsi que des propos racistes et mensongers parce que je suis noir et Congolais.

Une dernière question, que signifie Kipay ? (rires) Ah ! C'est une bonne question : un nom, une philosophie, un symbole qui désigne la montagne de cuivre ! ■

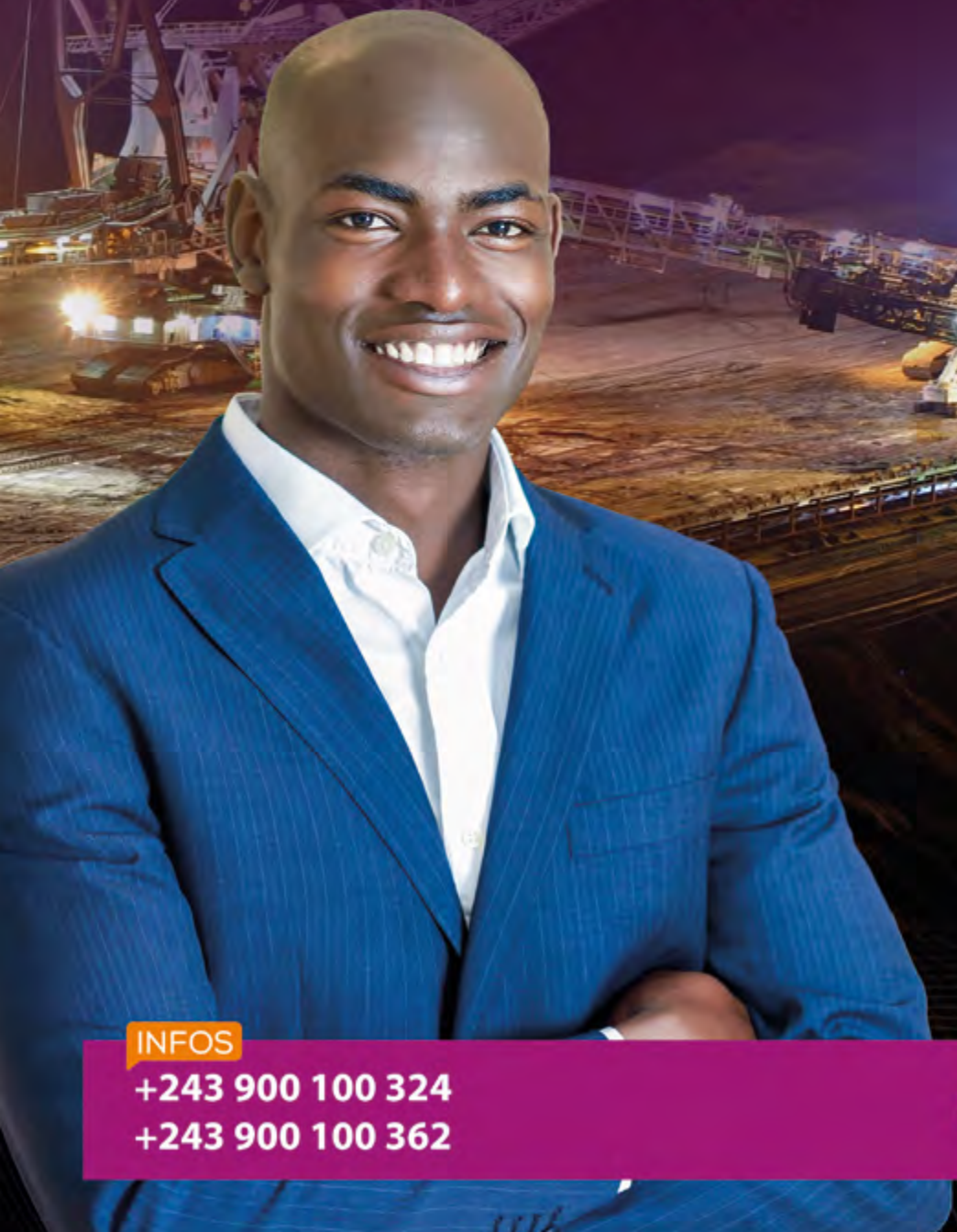
↑ Le projet Kipay energy de l'entrepreneur Éric Monga produira, en 2024 48 Mégawatts d'énergie solaire.

L'objectif de la centrale photovoltaïque est d'alimenter la population de Fungurume en énergie solaire injectée dans le réseau Snel. Le site accueille la plus grande centrale solaire photovoltaïque privée en RDC avec la technologie de tracking qui permet de suivre la courbe du soleil en temps réel.

↓



LES MEILLEURES
SOLUTIONS
D'ENTREPRISE
EN RDC



INFOS

+243 900 100 324

+243 900 100 362

africell

**TECH &
COMMUNICATION**
EN RDC

ÉTAT DES LIEUX

LES FORCES EN PRÉSENCE

LIQUID TECHNOLOGIES

PHILIPPE BAUDRIER
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE EUTELSAT

Tech&comms : le digital et le mobile money s'invitent à la fête

Le marché était évalué à 1,4 milliard de dollars en 2021. Au 3e trimestre de 2023, le chiffre d'affaires du secteur affiche une hausse de 7,18 % par rapport au début de l'année. Le déploiement de la fibre optique à travers le pays sur environ 16 000 kilomètres apportera de nouvelles perspectives à ce secteur en constante croissance.

En constante croissance, le secteur de la téléphonie mobile en RDC reste concentré sur les têtes d'affiche Vodacom, Airtel et Orange. Africell, qui revendique sa fraîcheur et cible la jeunesse, rentre sur le terrain par une offre concurrentielle. Avec la montée du secteur de mobile money, le service apporte une inclusion financière dans un pays où 80% des habitants ne détiennent pas de compte bancaire. La démocratisation d'internet, le prix de 1GB est passé de 5 USD à 1 USD entre 2016 et 2022, ouvre des perspectives pour un secteur de la télécommunication. En l'absence des services internationaux, comme Starlink, d'autres fournisseurs d'internet, comme Liquid Technologies ou Konnect, s'implantent sur le marché.

La taille du marché des télécommunications en RDC évaluée à 1,4 milliard USD (2021) en 2021 a atteint un chiffre d'affaires de 544,42 millions USD. Le

4

OPÉRATEURS

Vodacom, Airtel, Africell et Orange
un bilan de plus de 1,1 milliard USD (2021).

1,4

MILLIARD DE \$

C'est la taille du marché des télécoms
en RDC en USD (2021)

48

MILLIONS

Nombres de GSM actifs en 2022 :
48,45 millions

marché devrait croître de plus de 19% au cours de la période 2021-26 selon les estimations des experts. L'expansion et la mise à niveau des réseaux mobiles par des opérateurs tels qu'Africell et Vodacom RDC améliorent les services mobiles dans le pays et ont créé de nouvelles opportunités pour les fournisseurs d'infrastructures de télécommunications. Une expansion, envisagée, d'une dorsale nationale en fibre optique de 16 000 kilomètres à travers le pays par les fournisseurs publics SCPT et BENYA Capital ouvrira des portes aux fournisseurs d'équipements et d'infrastructures de réseau.

En septembre 2021, Alphabet X, de Google, a trouvé un nouveau moyen de fournir de l'internet à haut débit entre Kinshasa et Brazzaville par le biais de faisceaux lumineux dans l'air. Dans le cadre de ce projet, appelé Taara, les villes pourraient bénéficier d'un haut débit plus rapide et moins cher grâce à la technologie connue sous le nom de « Free Space Optical Communications ».

Internet

Kepios indique que la RDC comptait 23,04 millions d'internautes en janvier 2023, soit une augmentation de 731 000 (+3,3 %) en douze mois. Le taux de pénétration de l'internet en RDC s'élevait

CARGO CONGO
SUPPLY CHAIN SERVICES



**MOVING AFRICA TO THE WORLD
AND THE WORLD TO AFRICA**

WWW.CARGO-CONGO.COM

L'ÉQUATEUR EST LE 1^{er} CONSOMMATEUR DU SERVICE D'ARGENT MOBILE, AVEC 71% DES ABONNÉS FIDÈLES AUX DIFFÉRENTS TYPES DE TRANSACTIONS, NOTAMMENT LES DÉPÔTS ET RETRAITS D'ARGENT.

23

MILLIONS

Internautas en 2022 :
23,04 millions
sur 100,9 millions d'habitants

à 22,9 % de la population totale en début 2023. 77,57 millions de personnes en RDC n'utilisent pas internet en 2023, dont 77,1 % de la population qui reste hors ligne au début de l'année.

Orange se distingue en termes de vitesse de téléchargement. Au deuxième trimestre 2022, Vodacom offrait le plus grand nombre de connexions, avec une part de marché de 35,3 % et 16,0 millions de connexions, suivi d'Airtel (12,8 millions) et d'Orange (12,2 millions). En performances des opérateurs en matière de téléphonie mobile, Orange occupe la tête sur la vitesse de téléchargement médiane (29,18 Mbps), devant Airtel (11,15 Mbps) et Vodacom (8,00 Mbps) selon Ookla. La 4G reste le prochain défi pour les quatre opérateurs. La vitesse médiane de connexion à l'internet mobile via les réseaux cellulaires se situe à 15,86 Mbps et 10,24 Mbps de connexion à l'internet fixe. Les données d'Ookla montrent que les vitesses de connexion à l'internet fixe en RDC ont augmenté de 5,10 Mbps (+99,2 %) au cours des douze mois précédant le début de 2023.

Avec 23,04 millions d'internautas au début de l'année 2023, la RDC ne compte qu'un taux de pénétration d'internet de 22,9 %. Elle comptait 4,90 millions d'utilisateurs de réseaux sociaux en janvier 2023, soit 4,9 % de la population

10,5

MILLIONS

Utilisateurs actifs mobiles money :
10 566 729 d'abonnés (3e trimestre 2023)

totale. Un total de 48,15 millions de connexions mobiles cellulaires était actif en RDC au début de 2023, ce chiffre équivalant à 47,9 % de la population totale. D'autres innovations concernent les numériques, comme Orange Digital Center, accompagnent de jeunes entrepreneurs dans leurs créations technologiques, dans les secteurs de climat, du changement climatique, de l'e-agriculture, à l'e-santé et l'e-commerce.

Mobile money.

Fin 2019, la RDC a adopté une nouvelle vision de l'économie numérique, inscrite dans le Plan National du Numérique - Horizon 2025. Le chiffre d'affaires global est de 42 millions USD avec 13 millions d'abonnés et un taux de pénétration de 14,21%. Airtel (38,06%) détient la plus grande part de marché, devant Vodacom (35,79%), Orange (25,63%) et Africell (7,21 %). Pour l'inclusion, Vodacom, Orange et Airtel offrent une interconnexion de banque à portefeuille, et l'interopérabilité de portefeuille à portefeuille n'est possible qu'entre Orange et Vodacom. Tous les réseaux multiplient le service MMP, liant le compte mobile à un compte bancaire. Equity BCDC, UBA, Rawbank, Ecobank, Sofibank se sont tous prêtées au jeu.

L'Équateur est le premier consommateur du service d'argent mobile, avec 71% des abonnés fidèles aux différents types de transactions, notamment les dépôts et retraits d'argent. Quant au paiement des factures, les consommateurs du Grand Kivu le pratiquent davantage que les dépôts et les retraits selon une étude de Target (juillet 2022). ■

SOURCES : OAKLA, INVESTOR MONITOR, OPÉRATEURS TÉLÉCOMS COUNTRY INTELLIGENCE REPORT, TARGET SARL, ARPTC

42

MILLIONS

Revenue globale mobile money :
42 millions USD (2021)

10,5

MILLIONS

d'utilisateurs actifs mobiles money
10 566 729 d'abonnés exactement
au 3e trimestre 2023.

16,86

MBPS

de vitesse médiane est la vitesse de
connexion internet (3G).

Steel

AFRICA BUSINESS

La Qualité, c'est pour la vie

LUBUMBASHI

+243 82 78 78335
info@steellubumbashi.com
02, Av. Kigoma Q. Industriel

KOLWEZI

+243 82 88 78335
0828878335@steellubumbashi.com
www.steellubumbashi.com

www.steellubumbashi.com

La révolution de la fibre au Congo

ENTRETIEN AVEC ÉRIC WAKU, CEO DE LIQUID TECHNOLOGIES

CEO de Liquid Intelligent Technologies RDC depuis le 1er juin 2022, Éric Waku fait partie des pionniers africains qui ont transformé le continent africain à travers la conception, le financement et la mise en œuvre de projets de télécommunications. Il a ainsi joué un rôle majeur depuis la fin des années 90 dans une vingtaine de pays en Afrique, dont la République démocratique du Congo.

Pouvez-vous vous présenter brièvement ?

Je suis Ancien Vice-Président, Business Development Afrique et Directeur général de Nokia RDC (ex-Alcatel-Lucent). J'ai été aussi Vice-Président Ventes EMEA à Smartmatic, puis Senior Advisor à Deloitte en charge de l'Afrique francophone, avant de rejoindre Helios Towers RDC où j'étais Directeur général. Je suis titulaire d'un MBA de l'ESCP Business School et la McCombs School of Business. Je suis un afro-optimiste, globe-trotteur, obsédé par l'émergence de l'Afrique et de la RDC. Tout ceci peut se réaliser grâce à la réalisation de grands projets d'infrastructure dans les télécoms, le numérique, les plates-formes de paiement, et les énergies renouvelables, en particulier, le photovoltaïque. J'ai travaillé en France, Royaume-Uni, Pays-Bas, États-Unis, Chine, et une quarantaine de pays africains, dont l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana, Mozambique et l'Angola.

Liquid Intelligent Technologies est connu pour être le leader des infrastructures de réseaux en Afrique. Où en êtes-vous en RDC ?

Tout d'abord, Liquid Intelligent Technologies opère dans deux catégories d'activités :



LIQUID INTELLIGENT TECHNOLOGIES A DÉPLOYÉ 4000 KM DE FIBRE OPTIQUE QUI RELIENT PLUSIEURS GRANDES VILLES DU PAYS.

D'une part les infrastructures, à savoir, la fibre large bande, les réseaux numériques et les énergies renouvelables. Nous avons ainsi plus de 100 000 km installés en Afrique, des centres de données ultramodernes à Johannesburg, au Cap, Nairobi, Harare, Lomé et Kigali, avec un total de 6 800 mètres carrés d'espace rack. D'autre part, les Services numériques, composés du Cloud et de la Cybersécurité,

les plates-formes numériques ainsi que les plates-formes Fintech. À ceci, s'ajoute la fourniture des principaux services numériques basés sur le Cloud, tel que Microsoft Office 365, Microsoft Azure, Amazon Web Service AWS et d'autres partenaires.

En RDC, nous avons déployé plus de 4000 km de fibre optique qui relie plusieurs grandes villes du pays, mais également des réseaux métropolitains à Kinshasa, Kananga, Mbuji-Mayi, Lubumbashi, Kolwezi, Goma et Bukavu. Par ailleurs, nous avons développé depuis 2021, un réseau FTTH, c'est-à-dire de la fibre jusqu'à chez l'abonné final, dans plusieurs communes de la ville de Kinshasa. Ainsi on démocratise l'accès à l'internet à très haut débit.

Quelles sont les prochaines étapes de votre développement ?

Notre ambition est de continuer l'expansion de notre réseau dans tout le pays, de contribuer au désenclavement de certaines provinces, de mieux servir nos clients dans les 3 segments du marché (Retail, Entreprise et Wholesale). Il y a un formidable boom économique dans le secteur minier qui joue un rôle majeur dans la croissance nationale. Nous voulons l'accompagner et participer à la réduction du déficit dans la fourniture d'électricité qui freine l'essor socio-économique de la RDC. Le but est de concrétiser la vision de M. Strive Masiyiwa, fondateur et chairman exécutif de Liquid Intelligent Technologies, qui est de digitaliser le continent et faire en sorte qu'aucun Africain ne soit laissé derrière. ■

Plus de **100.000km** de fibre Internet pour connecter votre **business**

Contactez- nous maintenant

✉ sales_adn@liquid.tech

ENTREPRISE | CLOUD | LA CYBER-SÉCURITÉ | MAISON LABORATOIRES | RÉSEAUX | SATELLITE | CENTRE DE DONNÉE

cd.liquid.tech
L'AVENIR NUMÉRIQUE DE L'AFRIQUE

LIQUID
INTELLIGENT TECHNOLOGIES

Entretien avec Philippe Baudrier

DIRECTEUR GENERAL  AFRIQUE

Depuis 10 ans chez Eutelsat, M. Baudrier était Directeur Commercial Broadband pour l'Europe, la Russie et l'Afrique pendant 7 ans. Depuis 2020, il est Directeur Général Eutelsat Afrique chargé de développer les partenariats et les solutions de Connectivité pour les entreprises, les opérateurs Télécoms, les fournisseurs d'accès internet, les familles, les gouvernements

Qu'est-ce que Eutelsat ADVANCE ?
Eutelsat ADVANCE est une solution offrant un accès data et internet illimité en haut débit.

La conjoncture actuelle a accentué la nécessité d'une connectivité planétaire, dans un contexte où de plus en plus de processus métiers migrent vers le cloud. C'est pourquoi nous proposons Eutelsat ADVANCE, notre offre de réseaux par satellites qu'ils soient géostationnaires (GEO) ou en orbite basse (LEO), grâce à notre partenaire, OneWeb.

Quels sont les avantages d'Eutelsat ADVANCE par rapport à d'autres fournisseurs de connectivité ?

Nous n'avons pas de contrainte géographique, le service est disponible où que vos sociétés minières soient présentes. Par exemple 100% de la RDC est couverte, même dans les zones les plus reculées là où les opérateurs de télécommunications classiques (Fibre, 4G, etc.) ne peuvent opérer. La proposition plurielle d'Eutelsat apporte toutes les options de services nécessaires pour bâtir le réseau en adéquation avec les enjeux data de votre site (télémédecine, vidéosurveillance, accès au cloud, surf...). La solution est facilement interopérable notamment avec les services de management de trafic du type

SD-WAN ou de cybersécurité.

Nous ne nous appuyons pas sur une infrastructure locale ou régionale mais sur un réseau international, ce qui permet de palier à toutes les coupures ou disfonctionnements qui pourraient atteindre le réseau physique de la région. D'ailleurs Eutelsat ADVANCE est de plus en plus utilisé pour le backup des accès en hypercentre.

Comment votre solution peut aider les entreprises minières ?

Avec cet accès très haut débit nous permettons d'améliorer certains usages

« NOUS N'AVONS PAS DE CONTRAINTÉ GÉOGRAPHIQUE, LE SERVICE EST DISPONIBLE OÙ QUE VOS SOCIÉTÉS MINIÈRES SOIENT PRÉSENTES. »

propres au secteur minier tel que le monitoring à distance ou la maintenance, mais aussi d'opérer dans les meilleures conditions les outils d'exploration, notamment celles qui nécessitent des grosses puissances de calcul. Notre connexion fiable permet également la gestion de la vidéo dans le cadre de la vidéo surveillance ou de la télé médecine. Eutelsat ADVANCE est également utilisé pour les bases de vie en améliorant le confort des miniers notamment via nos hot spot Wi-Fi permettant l'usage de l'internet pour tous. De plus notre constellation basse orbite nous permettra de livrer une latence courte (70ms), impactant favorablement les applications en « Real Time ».

Avez-vous un exemple concret à nous présenter ?

Beaucoup de mines et industriels miniers



sont clients, par exemple l'un d'eux exploite la mine de Sankuru située à plus de 200km de la capitale locale (Mbuji-Mayi) et n'est couverte par aucun système de télécommunication. Le directeur de la mine cherchait une solution fiable et performante pour communiquer avec les autorités locales ainsi qu'à améliorer le bien-être des ouvriers sur le site. Il a choisi Eutelsat ADVANCE comme solution de connexion principale (livrer par le satellite KONNECT). Nous avons donc fourni le kit de connexion (antenne, routeur, modem, câbles etc.) ainsi que l'installation et le support technique. Ils sont désormais connectés en haut débit et capables de communiquer instantanément avec le quartier général de la mine et leurs familles sans avoir à faire 2 jours de voyage pour trouver de la connexion. ■

PANAFRIQUE MOTORS SARL

Your Trusted Partner for
Commercial Vehicles in DRC

Panafrique Motors SARL (PAMO), the official distributor of Tata Motors Limited and Mahindra & Mahindra Limited products in the Democratic Republic of Congo (DRC), has recently inaugurated its new service facility for its commercial vehicles in Lubumbashi, DRC. This is the fourth service facility of PAMO in the country and second in Lubumbashi. The new service facility is a state-of-the-art 14-bay workshop that offers a comprehensive range of services for PAMO's customers.



DRIVE FOR AFRICA

Kolwezi | Lubumbashi | Kinshasa

Spares | Sales | Service

PANAFRIQUE MOTORS

Manufacture warranty | Bonded stock warehouse | Driver training | Custom body fabrication | Annual Labor contracts | Technical advisory | Onsite service | Service camps | Vehicle tracking | Accidental Repairs | After-Sales Service | Maintenance

PRODUCT RANGE

PANAFRIQUE MOTORS (PAMO's) products cater to various segments and sectors of the commercial vehicle market in DRC, such as:



PAMO's vision is to become the most trusted partner for commercial vehicles in DRC, by offering world-class products and service facilities that meet the needs and expectations of its customers.
As they say, "avec nous hakuna matata!"
(with us there is no problem!)

www.pan-mo.com



SAMUKELO MADLABANE

Event Director – Mining
VUKA Group

QUESTIONS & ANSWERS

Why is there so much interest in the DRC's mining sector?

The Democratic Republic of Congo (DRC) has some of the biggest mineral deposits in the world. It is the world's biggest producer of cobalt – it exported 2220 tonnes last year (70% of global production), a 54% increase from 2021.

Additionally, it also has substantial untapped gold, high-grade copper, and lithium reserves, amongst many other minerals.

It is for this reason that there is so much interest in DRC Mining Week.

What is the DRC Mining Week?

DRC Mining Week is a purpose-led event, it actively promotes the sustainable growth of the DRC and Copperbelt's mining sectors. The event brings together mining stakeholders, decision-makers, and investors together for conversations about the best strategies and breakthroughs that support the sustainable expansion of the sector.

DRC Mining Week promotes mining as a significant engine of economic growth and development in the DRC and the Copperbelt,

while ensuring that the region's natural resources are managed sustainably and responsibly.

What are the expectations and objectives of DRC Mining Week 2023

DRC Mining Week is the largest mining and infrastructure exhibition and conference in the DRC and Copperbelt region with 5900+ attendees over 3 days.

The theme of the conference is: "Recognising DRC mining's triumphs and victories, on and off the field."

The 2023 edition will recognise all the outstanding accomplishments made by the DRC and Copperbelt's mining industry in recent years.

While celebrating the achievements of the industry, the hard-hitting agenda does not shy away from difficult conversations including 'how mining operators perceive the allocation of the 0,3% of their annual turnover to communities' and so much more!

Official support:



Official partner:



Event sponsor:



Pavilions:



DRC MINING WEEK

EXPO & CONFERENCE

14-16 juin 2022
Hôtel Pullman Grand Karavia,
Lubumbashi, RDC



250+ EXPOSANTS ET
SPONSORS



6+ PAVILLONS
INTERNATIONAUX



5900+ PARTICIPANTS



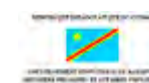
ATELIERS TECHNIQUES

TICKET VISITEUR
ACCÈS GRATUIT A L'EXPO

HORAIRES

14 JUIN: 11:00 - 17:00
15 JUIN: 09:00 - 17:00
16 JUIN: 09:00 - 16:00

Soutien Officiel:



Partenaire Officiel:



Sponsor de
l'événement 2023:



* Accès à la conférence non compris

DRC MINING WEEK

EXPO & CONFERENCE

14-16 juin 2022
Hôtel Pullman Grand Karavia,
Lubumbashi, RDC



250+ EXPOSANTS ET
SPONSORS



6+ PAVILLONS
INTERNATIONAUX



5900+ PARTICIPANTS



ATELIERS TECHNIQUES

TICKET VISITEUR
ACCÈS GRATUIT A L'EXPO

HORAIRES

14 JUIN: 11:00 - 17:00
15 JUIN: 09:00 - 17:00
16 JUIN: 09:00 - 16:00

Soutien Officiel:



Partenaire Officiel:



Sponsor de
l'événement 2023:



* Accès à la conférence non compris

TICKET VISITEUR

VOTRE EXPÉRIENCE À DRC MINING WEEK

Découvrez les derniers produits et services de l'industrie avec plus de 250+ exposants présentant les éléments suivants:



Equipements/Machinerie



Ressources Energétiques



Services Financiers/
Assurances



Produits/ Services
miniers



Technologies

Participez et:

- Obtenez une mise à jour sur les dernières tendances et technologies de l'industrie
- Trouvez de nouveaux fournisseurs et distributeurs et découvrez de nouveaux produits et services
- Améliorez vos compétences et celles de votre personnel grâce à des ateliers techniques ciblés et gratuits
- Réseautage et rencontrez en personne les acteurs clés locaux et internationaux du secteur minier.

**OBTENEZ VOTRE
BILLET DE VISITEUR
GRATUIT DÈS AUJOURD'HUI
SUR LE SITE
www.drcminingweek.com**

Prénom _____
Nom _____
Entreprise _____
Fonction _____
Email _____
Tel _____

Quel est votre principal centre d'intérêt?

- | | | |
|--|--|-------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Extraction minière | <input type="checkbox"/> Exploration minière | <input type="checkbox"/> Commodités |
| <input type="checkbox"/> Traitement et valorisation | <input type="checkbox"/> Politique et réglementation | <input type="checkbox"/> Energies |
| <input type="checkbox"/> Finance & Investissement | <input type="checkbox"/> Gouvernance, environnement et société (ESG) | |
| <input type="checkbox"/> Gestion des installations/du site | <input type="checkbox"/> Commerce & Export | |

TICKET VISITEUR

VOTRE EXPÉRIENCE À DRC MINING WEEK

Découvrez les derniers produits et services de l'industrie avec plus de 250+ exposants présentant les éléments suivants:



Equipements/Machinerie



Ressources Energétiques



Services Financiers/
Assurances



Produits/ Services
miniers



Technologies

Participez et:

- Obtenez une mise à jour sur les dernières tendances et technologies de l'industrie
- Trouvez de nouveaux fournisseurs et distributeurs et découvrez de nouveaux produits et services
- Améliorez vos compétences et celles de votre personnel grâce à des ateliers techniques ciblés et gratuits
- Réseautage et rencontrez en personne les acteurs clés locaux et internationaux du secteur minier.

**OBTENEZ VOTRE
BILLET DE VISITEUR
GRATUIT DÈS AUJOURD'HUI
SUR LE SITE
www.drcminingweek.com**

Prénom _____
Nom _____
Entreprise _____
Fonction _____
Email _____
Tel _____

Quel est votre principal centre d'intérêt?

- | | | |
|--|--|-------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Extraction minière | <input type="checkbox"/> Exploration minière | <input type="checkbox"/> Commodités |
| <input type="checkbox"/> Traitement et valorisation | <input type="checkbox"/> Politique et réglementation | <input type="checkbox"/> Energies |
| <input type="checkbox"/> Finance & Investissement | <input type="checkbox"/> Gouvernance, environnement et société (ESG) | |
| <input type="checkbox"/> Gestion des installations/du site | <input type="checkbox"/> Commerce & Export | |



DRC MINING WEEK

EXPO & CONFERENCE

14-16 JUNE 2023

The Pullman Lubumbashi Grand Karavia Hotel, DRC



www.drcminingweek.com

ACTIVATE YOUR FREE VISITOR TICKET TODAY!

WHY ATTEND

- > Learn how to add value to your mining value chain from our free-to-attend technical workshops
- > Experience new mining technology offered in the product demos on the expo floor
- > Discover the latest digital mining technologies
- > Meet industry leaders and enhance your networking opportunities with over 5900+ participants
- > Source solutions from over 250+ solution providers



**THERE IS MORE... STAND A CHANCE TO
WIN A PRIZE ON THE EXPO FLOOR DAILY!**

Created by
VUKA
GROUP

In partnership with
MINING
REVIEW AFRICA



KILAKITU

**consacrez-vous à votre métier
nous nous occupons de tout**



Gestion de base de vie



Catering



Maintenance et nettoyage



Gestion des déchets,
deratisation et désinsectisation



Construction modulaire

Kilakitu est une société de droit congolais spécialisée dans la gestion des bases vie, la restauration collective, la maintenance et le nettoyage industriel.

Responsabilité: nous sommes des acteurs de développement en contribuant au développement des communautés locales. Nos produits proviennent des producteurs et fournisseurs locaux.

Fiabilité: fiez-vous au professionnalisme de nos équipes et à la fiabilité de nos services.

Flexibilité: en permanence, nous nous adaptons à l'évolution de vos besoins.

Expérience: Kilakitu a plus de 10 ans d'expérience.

+243 99 546 5767

info@kilakitu-rdc.com - www.kilakitu-rdc.com

BUSINESS & ENTREPREUNARIAT EN RDC

ÉTAT DES LIEUX

LA FINE FLEUR DE LA TECH
PREND LE POUVOIR

TISYA MUKUNA,
FONDATRICE DU CAFÉ LA KINOISE

CIS DÉPLOIE
LE VR TRAINING

Business et entrepreneuriat : la fine fleur de la tech prend le pouvoir

Le plan national stratégique de développement proposait une stratégie de diversification de l'économie en s'appuyant sur le développement de l'agriculture et la chaîne agroalimentaire. L'état parie sur des solutions venant du secteur privé dans des filières comme l'agro-industrie, les mines et métallurgie, ou encore l'élevage, le tourisme, etc. susceptible de créer de la richesse nationale. Le gouvernement mise sur le dynamisme des Start Up en RDC. En 2022 il a doté le secteur d'une réglementation « Le SartUp Act » pour permettre aux jeunes entrepreneurs de bénéficier de mesures d'accompagnement.t

BUSINESS

En 2021, RDC se classait 83e économie mondiale en termes de PIB, 78e en termes d'exportations totales, 112e en importations totales et la 128e économie la plus complexe selon l'indice de complexité économique (ICE).

EXPORTATIONS

Le cuivre raffiné (8,95 milliards de dollars), le cobalt (USD 4,44 milliards), le cuivre brut (779 millions de dollars), le minerai de cuivre (618 millions de dollars) et le pétrole brut (582 millions de dollars) sont les principales exportations de la RDC Congo. Principalement, le pays exporte vers la Chine (USD 11,3 milliards), les Émirats arabes unis (1,13 milliard), la Corée du Sud (USD 822 millions), l'Arabie saoudite (583 millions) et l'Italie (486 millions). La RDC reste un des plus grands exportateurs mondiaux de cobalt (4,44 milliards de dollars, en 2021), de minerais d'étain (282 millions de dollars), d'alliages de cuivre (98 millions de dollars)

et de minerais de cobalt (92 millions de dollars).

IMPORTATIONS

Les principales importations du pays sont le pétrole raffiné (406 M\$), les camions de livraison (255 M\$), les médicaments emballés (254 M\$), la viande de volaille (215 M\$), et les machines de traitement de la pierre (170 M\$). Les importations proviennent principalement de Chine (2,76 M\$), de Zambie (1,11 M\$), d'Afrique du Sud (1,07 M\$), du Rwanda (587 M\$), et de l'Inde (575 M\$).

Les investissements admis au régime du Code des Investissements en 2018 sont dominés par ceux du secteur des services avec 64 projets pour un coût total d'investissement estimé à USD 2 milliards, à même de générer 6 186 emplois permanents contre les autres secteurs dont celui de l'industrie avec 30 projets pour un coût total qui s'élève à USD 1 milliard, soit 45 % du coût total des investissements agréés en 2018 et les infrastructures avec 2 projets d'investissement pour un coût total d'investissement d'USD 77 millions. En juillet 2022, le gouvernement a supprimé 19 taxes à l'import-export en RDC. Début 2023, la RDC et la Zambie ont signé un accord de coopération pour l'exploitation commune des installations frontalières de Kasumbalesa pour faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays. La signature de cet accord vise à mettre fin à l'embarcadère du trafic à la frontière de Kasumbalesa, afin d'améliorer le commerce non seulement pour les deux pays, mais également pour l'ensemble de la région de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

LE DYNAMISME DES START UP

Depuis septembre 2022, la RDC dispose d'une réglementation pour les startups. Les autorités congolaises espèrent ainsi dynamiser le marché de la tech dans le pays. La pépite congolaise du Web3 (exploitant la technologie des block-chains) Jambo, a levé 30 millions de dollars l'année dernière. Pour le gouvernement, le « Start-up act » permettra aux entrepreneurs de labelliser leur société et de pouvoir ainsi bénéficier d'avantages sociaux et de programmes d'accompagnement. L'intégration dans un incubateur agréé par le gouvernement, l'accès à des fonds dédiés ainsi qu'aux marchés publics ou encore la mise en place de dispositifs d'exonération fiscale sont parmi les avantages proposés aux entrepreneurs. La RDC attend du secteur privé, des investissements durables et productifs susceptibles de créer de la richesse nationale dans les filières telles que l'agro-industrie, matériaux de construction, emballages, mines et métallurgie, la pêche, l'élevage, le tourisme, etc. Plan national stratégique de développement proposait une stratégie de diversification de l'économie en s'appuyant sur le développement de l'agriculture et la chaîne agroalimentaire ; la forêt et les industries de transformation et de commercialisation du bois ; les mines ; les bâtiments et matériaux de construction ; le tourisme et l'hôtellerie ; les services financiers.



Sivi Malukisa
CEO de Manitech Congo

Manitech est une fabrique familiale de produits alimentaires transformés issues de l'agriculture locale. Avec les recherches de son équipe scientifique (Agronomique et biotechnologique), Manitech met au point des chaînes de valeur qui allient qualité et quantité, afin de fournir une alimentation saine. MAN-ITECH produit des confitures, des gelées, du beurre de cacahouète, des sauces et de la farine fraîche et naturelle, et elle s'approvisionne localement pour tous ses produits. Sivi Malukisa a créé son entreprise avec ses propres économies, 300 dollars. L'entreprise assure travailler en étroite collaboration avec les fermiers en leur offrant assistance et expertise afin d'assurer l'origine de ses intrants. Les recettes de Manitech sont toutes issues de la tradition culinaire congolaise. Elle promeut l'agriculture saine et ses protocoles opérationnels sont conçus dans le respect des enjeux environnementaux. En 2022, l'entreprise a gagné le second Prix Castel, d'une dotation de USD 5 000 pour la production de confitures, de pâtes d'arachides, de sauces et de miel. En 2018, l'entrepreneur a fait l'objet d'un article dans Forbes Afrique et a été classée parmi les 50 Congolais de moins de 40 ans les plus influents par le magazine KivuZik. La fondation Tony Elumelu l'a également nommée ambassadrice.

manitechcongo.com



Mannick Syllas Bryan
fondateur de Shule Système

Logiciel multifonctionnel, basé à Goma, qui gère l'aspect scolaire et de communication entre les parents et l'école. En 2023, la startup gère 24 écoles, 6 232 élèves, crée une liaison avec 2250 parents et a reçu deux récompenses. Mannick Syllas a été sélectionné en 2022 parmi les 30 personnalités de moins de 30 ans (30 under 30 Africa) de Forbes. Elle peut s'accompagner d'un "package" donnant aux écoles un accès à Internet et à des ordinateurs. Shule System fournit des logiciels de gestion administrative aux écoles ainsi qu'une application de suivi en temps réel du parcours académique des enfants. L'objectif : centraliser et protéger les données financières et pédagogiques des établissements et faciliter la communication entre le personnel enseignant et les parents d'élèves. La solution est aujourd'hui facturée cinq dollars par élève et par an. Grâce à un partenariat avec Orange RDC, Shule system fournit les écoles en équipements informatiques, en réseau et en panneaux solaires. L'objectif de l'entrepreneur : équiper 1 000 écoles à travers l'Afrique et 3 millions d'élèves (soit 10 % des élèves en RDC). Pour financer ses ambitions, il prépare actuellement une levée de fonds de 3 millions de dollars avec pour objectif un chiffre d'affaires de 15 millions de dollars d'ici à 3 ans. L'entrepreneur envisage déjà d'exporter son modèle au Mali, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

shulesystem.com



Landry Ngoya
fondateur de MaishaPay

Avec sa solution, Landry Ngoya permet le versement de l'argent directement sur le téléphone d'un client, via son numéro de téléphone associé à son mobile money, sans passer par un compte bancaire, d'accéder à Internet ou de se déplacer à un point Western Union ou Money-Gram. La commission est réduite à 1 % du montant total de la transaction. Pour authentifier celle-ci, MaishaPay s'appuie sur la blockchain. MaishaPay revendique, en 2023, plus de 60 000 utilisateurs et 2 millions de dollars de transactions réalisées en 2022 sur la plateforme. La RDC et la Côte d'Ivoire sont les pays avec un fort taux de transaction. La startup a été finaliste de l'Ecobank Fintech Challenge 2022 et compte s'étendre vers la Mauritanie, l'Angola ou encore la Somalie, pour gagner le marché des fintechs. Une levée de fonds de 5 millions de dollars, au cours de l'année, est envisagée.

maishapay.net



Pascal Kaniki
fondateur de Schoolap

Schoolap donne accès à une plateforme complète de 8 produits conçus pour rendre l'apprentissage scolaire facilement accessible via le numérique. Une équipe d'enseignants engagés et passionnés travaille « sans relâche pour atteindre notre objectif commun : offrir une expérience d'apprentissage en ligne de qualité ».



www.schoolap.com



Baya Ciamala
fondateur de Baziks

L'application de streaming musical lancée en 2017 et qui a instauré la monétisation de ses services en 2022 distribuée de la musique en RDC et au Gabon. Baziks est « le premier service congolais de streaming musical disponible sur Google play. Plus de 1 million de personnes atteintes en termes d'audience digitale, plus de 50 000 abonnés et plus de 22 000 utilisateurs mensuels » et 1 million de titres selon la page LinkedIn de la startup. Lauréat Digital Lab Africa, avec un chèque de 6 000 dollar, en 2021 et du Challenge 1000 entrepreneurs africains. En 2020, Baya Ciamala revendiquait quelques 12 500 abonnés sur la plateforme, un chiffre qui a triplé en trois ans. Connecté aux services de mobile money, M-pesa avec ses plus de 2 millions d'utilisateurs et Orange Money, Airtel Money dans le viseur, Baziks vise de couvrir un plus large public connecté et jeune. Baziks vise un chiffre d'affaires de près de 1 341 000 dollars américains en 2025, le challenge étant de « convaincre les annonceurs ».

Sur Play Store, l'application a déjà été téléchargée plus de 1 000 fois. En 2021, la startup a remporté l'édition RDC du concours Orange social venture, avec un chèque de 6 000 dollars. Un abonnement ou achat par « pass miziki » via Orange Money va de USD 0,15 (quotidien) à USD 0,75 (hebdomadaire) et USD 2,99 (mensuel). Le « Pass miziki », une carte codée, permet d'accéder à l'index et d'écouter les chansons sur la plateforme pour USD 2,99 le mois. Elles peuvent être commandées en ligne et livrées (cartes physiques ou électroniques) gratuitement partout en RDC.



Michelange Katende
fondateur de Michelange
Katende Watches

Il a créé « la première compagnie de montres congolaise ». Après sa participation à l'Expo Dubaï 2020, l'horloger congolais avait signé un partenariat pour la commercialisation de ses montres de luxe avec la société Dear Assistance Group LCC basée à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Un partenariat qui visait, lors de sa signature, à booster la vente de la montre « Nyirangongo », faite des lanières en peaux de crocodile et ses vitres avant et arrière en saphir, fleuron de la marque, dont la valeur approximative avoisine 50.000 dollars américains la pièce. La montre contient 18 carats d'or massif, les motifs en diamant et le fond du cadran en matériaux extraits des matériaux issus du volcan de Nyirangongo à Goma. Lancée en 2020, l'horlogerie « MichelAnge Katende » a vendu plus de 500 montres de sa première collection à travers le monde.

Tisya Mukuna, fondatrice de Café La Kinois (voir Profil page 96)

SOURCE :
ORGANISATION MONDIALE DE COMMERCE,
JEUNE AFRIQUE, ANAPI,
DOING BUSINESS



Services :

- Nettoyage et assainissement des milieux de vie et travail
- Sous traitance et Gestion du personnel.

Siège social :

N°513, Av. Abbé KAHZOI. Q/MAKUTANO
C/Lubumbashi - Haut Katanga / R.D.Congo
+243 (0) 808 513 984
fthabitabusiness.cd

Où s'arrêtera Tisya Mukuna, fondatrice du café La Kinoise ?

PAR IRAGI ELISHA POUR M&B MAGAZINE

« Notre génération montre qu'elle est capable »
Tisya Mukuna, une des vainqueurs des Trophées
Agricultures du monde 2023

Sa marque La Kinoise a été récompensée lors de l'édition du 59e salon international de l'agriculture à Paris. Un sentiment de fierté immense pour la fondatrice Tisya Mukuna qu'elle a souhaité confier à M&B Magazine.

Lors de la 59e édition du Salon International de l'Agriculture à Paris, Tisya Mukuna, fondatrice et CEO de La Kinoise a été récompensée par un des « Trophées des Agriculteurs du monde 2023 ». Le salon, qui « rassemble chaque année tous les acteurs du monde agricole » est « l'évènement agricole de référence, non seulement en France, mais aussi à l'étranger », indique le SIA sur son site internet. La Kinoise qui représentait la RDC à l'édition 2023, avec les autres participants « contribuent à présenter les différentes facettes du secteur agricole et agroalimentaire, de ses métiers, de ses évolutions et de ses perspectives ». Pour Tisya Mukuna, « cette reconnaissance compte énormément pour La Kinoise et moi-même à titre personnel parce que cela permet de mettre en lumière le travail qui a été accompli jusqu'à présent, dans le terroir congolais ». Elle se félicite de la réussite du café « 100% Congolais », le premier produit et cultivé à Kinshasa, car ce trophée « montre

que non seulement la plantation avec Kinshasa de café était possible, mais en plus il est bon, reconnu et plébiscité par ses pairs. » « Le fait que c'était un jury neutre qui connaissait pas forcément l'histoire derrière La Kinoise qui l'a élu comme trophée 'Agriculteur du monde' montre que c'est un café incroyable et pour moi tout ça c'est important », a-t-elle déclaré à M&B Magazine. La cheffe d'entreprise se projette déjà sur l'édition suivante. Pour elle « c'est possible d'avoir plus de produits de la RDC en 2024 », car le pays « a une jeunesse entrepreneuriale foisonnante, énormément d'entrepreneurs que ce soit des femmes ou des hommes et des produits phares. » Les saucisses et le fromage de Goma, le miel, la pâte d'arachide, le vin de palme, la richesse de notre sol « pourront et doivent être mis en avant » lors du prochain Salon mondial de l'agriculture martèle Tisya Mukuna. « C'est bien la vengeance de la nouvelle génération qui montre qu'elle est capable et visible », affirme celle que Forbes Afrique a élue, en 2022, parmi les « Africain(e)s de moins de 30 ans qui façonnent l'Afrique de demain ».

« Une fierté nationale »

La Kinoise, qui a lancé sa production en 202, a « de nouveaux défis et des projets

de développement avec différents types de clients », confie Tisya qui reste discrète sur le sujet, « ce sera une surprise dans les prochains mois ». Elle « est une fierté nationale, pas seulement pour les jeunes, mais pour toute la RDC » a déclaré Bunkulu Yves, ministre de la Jeunesse, lors d'une visite spéciale à l'usine récemment installée à Kinshasa. « La Kinoise encourage l'État d'accompagner les entrepreneurs », a-t-il renchéri. La Kinoise s'est lancée dans un programme d'insertion professionnelle de jeunes et de mamans « pour les aider à devenir autonomes financièrement grâce à un accompagnement, des formations, mais aussi un travail en tant qu'artisan indépendant en partenariat avec notre structure ». Salué par les Congolais(e)s sur les réseaux sociaux et dans les médias, Tisya prépare ses projets et voit grand. La lutte contre le chômage est un de ses objectifs. Fin 2023, La Kinoise s'est fixé l'objectif de « pourvoir entre 150 à 195 » emplois. « La Kinoise va très bien et j'espère qu'elle continuera à progresser pendant de très nombreuses années encore » se félicite la jeune entrepreneure, née en RDC et qui a grandi en France. Elle compte aussi sur les soutiens de partenaires « pour porter haut cette marque Made in Congo ». ■



A trophy for La Kinoise and its founder Tisya Mukuna

“Our generation is showing that it is capable” Tisya Mukuna, one of the winners of the World Agriculture 2022 Awards

Her brand La Kinoise was rewarded at the 59th International Agricultural Show in Paris. A feeling of immense pride for the founder Tisya Mukuna that she wished to confide to M&B Magazine. During the 59th edition of the International Agricultural Show in Paris, Tisya Mukuna, founder and CEO of La Kinoise was awarded one of the “Trophées des Agriculteurs du Monde 2023”. The show, which “gathers every year all the actors of the agricultural world” is “the agricultural event of reference, not only in France, but also abroad”, says the SIA on its website. La Kinoise, who represented the DRC at the 2023 edition, along with other participants “help to present the different facets of the

agricultural and agri-food sector, its jobs, its developments and its prospects.

For Tisya Mukuna, “this recognition means a lot to La Kinoise and to me personally because it highlights the work that has been done so far in the Congolese soil”. She is pleased with the success of the “100% Congolese” coffee, the first produced and grown in Kinshasa, because this trophy “shows that not only the plantation with Kinshasa of coffee was possible, but in addition it is good, recognized and plebiscited by its peers.” “The fact that it was a neutral jury that didn't necessarily know the story behind La Kinoise that elected it as the ‘Farmer of the World’ trophy shows that it is an incredible coffee and for me all that is important,” she told M&B Magazine. The entrepreneur is already looking forward to the next edition. For her, “it is possible to have more products from the DRC in 2024,” because the country “has a lot of young entrepreneurs, a lot of women and men and some great products. The sausages and cheese of Goma, honey, peanut paste, palm wine, the richness of our soil “can and must be highlighted” at the next World Agriculture Fair, says Tisya Mukuna. “It is the revenge of the new generation that shows that it is capable and visible,” says the one that Forbes Africa has elected in 2022, among the “Africans under 30 years who shape the Africa of tomorrow.

“A national pride”

La Kinoise, who launched her production in 202, has “new challenges and development projects with different types of customers” confides Tisya who remains discreet on the subject, “it will be a surprise in the coming months. She “is a national pride, not only for the youth, but for the whole DRC,” said Bunkulu Yves, Minister of Youth, during a special visit to the recently installed factory in Kinshasa. “La Kinoise encourages the State to accompany entrepreneurs,” he added. La Kinoise has embarked on a program of professional integration of young people and mothers “to help them become financially independent through support, training, but also work as independent craftsmen in partnership with our structure. Hailed by the Congolese on social networks and in the media, Tisya is preparing its projects and thinking big. The fight against unemployment is one of his objectives. By the end of 2023, La Kinoise has set itself the goal of “providing between 150 and 195” jobs. “La Kinoise is doing very well and I hope it will continue to progress for many years to come,” says the young entrepreneur, who was born in the DRC and grew up in France. She also counts on the support of partners “to carry this brand Made in Congo”. ■

IRAGI ELISHA FOR M&B MAGAZINE

Réchauffement climatique : pour le Giec, il est toujours temps d'éviter le pire

Les scientifiques du GIEC ont publié un rapport de huit années de travaux qui était très attendu. Il révèle les effets de la lente réduction des émissions de CO2. Et la tragique augmentation de la température. Un communiqué sans appel approuvé mot par mot par les représentants de 195 États membres du Giec: « Les activités humaines, principalement par le biais des émissions de gaz à effet de serre, ont sans équivoque causé le réchauffement climatique ».

Le rapport du Giec est un coup de tonnerre, car il nous rappelle ce que l'on sait du réchauffement climatique, et des risques encourus par l'humanité. Cependant il dit aussi : « qu'il est possible d'agir maintenant pour préserver un monde résilient à la menace climatique tout en intégrant les défis du court terme, comme l'emploi ». Le président du GIEC, Hoesung Lee assure : « Si nous agissons maintenant, nous pouvons encore garantir un avenir durable et vivable pour tous »,

La responsabilité de ceux qui nous dirigent

Les experts du Giec estiment que les pays ne tiennent pas leurs objectifs et ne prennent pas toutes les mesures

qui s'imposent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ils ont déclaré : « l'ampleur des changements récents dans l'ensemble du système climatique est sans précédent depuis plusieurs siècles, voire plusieurs milliers d'années ». « La température moyenne globale a augmenté de +1,15 °C pour la période 2013-2022 par rapport à 1850-1900 », rappelle Gerhard Krinner. Or, le ce seuil de +1,5 °C était l'objectif fixé par l'accord de Paris en 2015.

Même si les engagements actuels sont tenus, la température augmenterait de +2,4 °C en 2100 et, si le rythme actuel des émissions continue, de +3,2 °C, qui mettrait en péril toute l'humanité et la vie sur notre planète. Chaque fraction de degré supplémentaire sera catastrophique.

Nous mesurons déjà pourtant les effets énoncés. Élévation du niveau des mers Inondations ou sécheresses, incendies et chaleurs mortelles, pénuries d'eau, insécurité alimentaire, propagation des maladies... sont autant de signes annonciateurs des scénarii les plus sombres. Non ! Nous ne sommes pas dans un mauvais film, mais bien dans la réalité.

Les scientifiques ont également alerté sur les inégalités face à l'enjeu que représente le réchauffement. « Entre 3,3 et 3,6 milliards de personnes vivent dans

un environnement très vulnérable au changement climatique », ont-ils déclaré. Les humains ne seront pas les seules victimes. La faune et la flore sont également les premiers impactés. 14 % des espèces terrestres seront menacées d'extinction. Des petites îles seront inexorablement englouties par l'augmentation du niveau des mers, qui se poursuivra de manière irréversible.

Comment échapper à la catastrophe climatique ?

Il est aujourd'hui crucial pour l'humanité de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour rester en dessous de +1,5 °C, il faut agir immédiatement. Taryn Fransen, chercheuse au World Resources Institute rappelle « le pic des émissions doit avoir lieu avant 2025, il faut agir immédiatement, avant une réduction de 43 % d'ici à 2030 ». Le secrétaire général de l'ONU appelle pour sa part les pays riches à avancer leurs objectifs de neutralité carbone « aussi proche que possible de 2040 », contre 2050 aujourd'hui en général.

Il existe des solutions

La synthèse des experts du Giec énumèrent toutes les solutions disponibles qui peuvent permettre de

« LES CHOIX ET LES ACTIONS MIS EN ŒUVRE AU COURS DE CETTE DÉCENNIE AURONT DES RÉPERCUSSIONS AUJOURD'HUI ET PENDANT DES MILLIERS D'ANNÉES ».

réduire l'action du réchauffement climatique. Et elles sont nombreuses. Dans leur synthèse, les experts citent un large choix d'options dans des secteurs comme les transports, l'agriculture, l'urbanisation... qui peuvent être un facteur de réduction de moitié en 2030 des émissions, à moins de 100 dollars la tonne de CO2. Parmi elles, l'énergie solaire, l'éolien et la lutte contre la déforestation sont présentés comme les solutions plus efficaces.

Chaque pays doit y prendre part, déterminer les actions à mettre en œuvre tout en jouant les équilibristes pour préserver « une justice sociale ». Dans ce scénario, les pays du Sud comme ceux du bassin forestier de l'Afrique centrale ont un rôle central à jouer. Mais dans cette région du continent, comme pour la plupart des pays en développement, les investissements sont beaucoup plus importants. Le secrétaire général de l'ONU a appelé les pays riches à avancer leurs objectifs de neutralité carbone « aussi proche que possible de 2040 ». Crucial sera le prochain rendez-vous de la COP à Dubaï à l'automne 2023, car les engagements pris par les pays lors de l'accord de Paris en 2015 seront rendus publics dans un rapport. C'est la survie de notre planète qui est en jeu. ■



Depuis plus de 30 ans, le GIEC évalue l'état des connaissances sur l'évolution du climat, ses causes, ses impacts. Il identifie également les possibilités de limiter l'ampleur du réchauffement climatique et la gravité de ses impacts et de s'adapter aux changements attendus. Les rapports du GIEC fournissent un état des lieux régulier des connaissances les plus avancées. Cette production scientifique est au cœur des négociations internationales sur le climat. Elle est aussi fondamentale pour alerter les décideurs et la société civile.



Il bouscule les lignes. Il vous informe.

Abonnez-vous et décryptez les grandes lignes de l'actualité économique avec nous.

ABONNEMENT

En ligne-version électronique 6 numéros: 50 USD avec la version papier.

+243 84 120 48 60 +243 90 000 61 44
administration@corneillesima.com
www.miningandbusiness.com

Entretien avec Jean-Michel Kalonji

JURISTE D'AFFAIRES ET FONDATEUR THE JMK CONCEPT.



Quel est votre parcours professionnel et comment vous êtes-vous retrouvé dans le secteur minier ?

Je suis né dans la ville diamantifère de Mbuji-Mayi. Mon père était cadre de la MIBA. Après des études de droit à l'université de Kinshasa, j'ai commencé ma carrière à la Regideso comme Secrétaire particulier du directeur général adjoint, puis Conseiller juridique. J'ai rejoint le secteur minier comme Chargé de relations et facilitation publique. Je suis spécialisé dans la gestion des comptoirs et l'exportation des matières premières et autres minerais. En 2010 j'ai travaillé successivement pour les comptoirs Centauris et puis Satis Ressources. En 2015, j'ai créé un cabinet en conseil stratégique, lobbying, facilitation d'affaires : JMK Concept, spécialisé dans les mines, énergie, infrastructures et agriculture en RDC. En 2018, je suis devenu

Associé-gérant de Blaze Metals Congo, un comptoir d'achat d'or spécialisé dans le développement de projets miniers.

L'économie congolaise est fortement dépendante du secteur minier. Est-ce une bonne chose ?

Oui parce que la RDC est un pays non industrialisé. Cette dépendance est un moindre mal dès lors que le secteur minier a un avantage comparatif positif par rapport à d'autres pays. Il contribue grandement au budget de l'État, au produit intérieur brut et procure d'énormes revenus pour les impôts et les taxes. Il pourvoit de l'emploi formel et informel pour des centaines de milliers de personnes. Le revers est que cette dépendance devient un handicap lorsque les cours des matières premières à l'exportation baissent entraînant une chute des recettes des exportations. La RDC dispose d'autres secteurs à promouvoir qui sont capables de financer son développement.

L'exploitation minière artisanale est-elle un problème ? Dans ce cas, quelle serait la solution ?

Le problème est lié à l'application des textes de loi, l'encadrement, la formation et le recyclage de la main-d'œuvre. S'ajoutent les fraudes minières et douanières à l'exportation, l'insécurité, la contrebande entretenue par des milices armées, le manque de traçabilité de la production, et la présence des enfants dans les mines et carrières. La libéralisation de l'exploitation artisanale a impacté négativement les provinces du Kasai avec un faible taux de scolarité de la jeunesse. Le même phénomène se développe aujourd'hui dans le Katanga et dans les provinces du Kivu.

La solution résiderait dans un accompagnement technique et financier de la filière artisanale. En effet, il faudrait répertorier les zones d'exploitation, regrouper les exploitants en coopératives, leur apporter des financements pour mécaniser la production et surtout des formations sur la gestion financière et le rapprochement de l'administration des zones d'exploitation pour une traçabilité de la production artisanale.

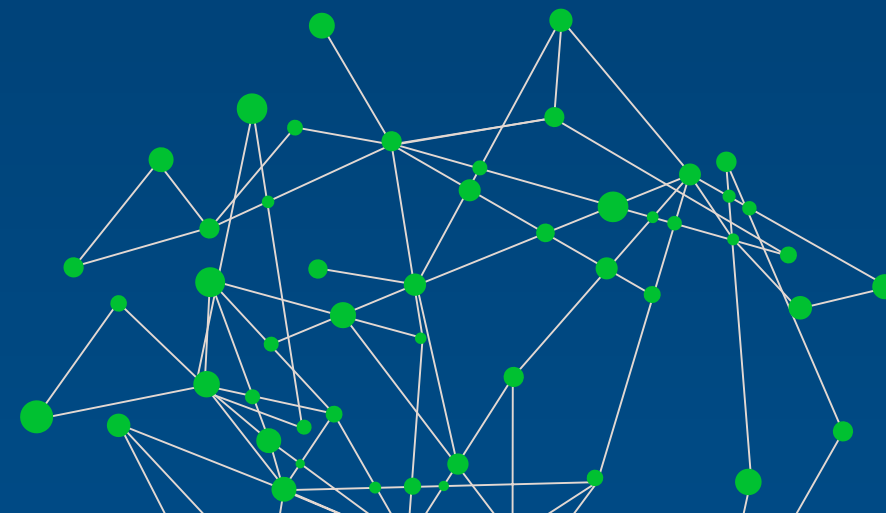
Le secteur minier est contrôlé par des sociétés étrangères. Quelles seraient les conditions d'une réussite pour les entreprises congolaises en RDC, dans cette industrie ?

Actuellement, le secteur minier est contrôlé en majeure partie par des sociétés à capitaux étrangers. Ces sociétés détiennent les meilleurs gisements et titres miniers, c'est le cas de Kamoa et Tenke Fungurume Mining qui font partie des plus grosses sociétés minières de la RDC. Il faudrait que l'État verrouille au profit des entreprises locales la participation à plus de 40 % dans les projets miniers. La sous-traitance doit être accordée dans sa totalité aux entreprises congolaises, sauf pour les domaines qui ne sont pas couverts par l'expertise locale et garantir les emplois à expertise au personnel local avec un réel transfert de compétences. ■

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ
DE CET ARTICLE SUR NOTRE SITE
www.miningandbusiness.com

QUI SOMMES-NOUS ?

Congo Business Network est un réseau d'affaires regroupant des entrepreneurs congolais évoluant dans la diaspora et en République démocratique du Congo.



L'EXPERTISE POUR
CONSTRUIRE UN
MEILLEUR CONGO

450 Lexington Avenue, Suite 255
New York, NY 10017

+1 202 820 4580

SUIVEZ-NOUS



Congo Business Network

www.congobusinessnetwork.org

contact@congobusinessnetwork.org

Formation : CIS déploie le VR training en RDC

Congo Support Services (CSS) est la filiale congolaise du Groupe international CIS, spécialiste de la gestion de bases-vie en milieux extrêmes. CIS est implantée depuis 2010 en République Démocratique du Congo, et a développé autour de son cœur de métier, la restauration et l'hôtellerie, une large gamme de services (Facilities and Utilities Management) fournissant des solutions clés en main à ses clients. Depuis le début de cette année, CIS a lancé la VR Training solution, une nouvelle façon de former ses collaborateurs. Andréas Michelis, Country Manager, nous présente ce projet ambitieux.



Andréas Michelis, directeur pays CIS.

Vous venez de lancer le CIS VR Training solution, une nouvelle façon de former votre personnel ainsi que celui de vos clients, pouvez-vous nous présenter la genèse de ce projet ?

AM : À la genèse de ce projet, il y a des hommes, une volonté, et un constat. Un constat tout d'abord, celui que la formation est un pilier fondamental de

notre performance opérationnelle, et qu'elle peut se révéler inégale d'un site à l'autre, d'un pays à l'autre, car très souvent dépendante des compétences humaines disponibles. Un constat donc, qu'il manque un outil permettant d'harmoniser le niveau de formation à travers le Groupe, de manière efficace, ludique, et accessible au plus grand

nombre de collaborateurs. Une volonté ensuite, celle d'utiliser ce qui se fait de mieux en termes de technologie, de restitution de connaissance, d'accompagnement de nos collaborateurs et de nos filiales dans ce grand virage technologique, et de proposer une pédagogie innovante — de nombreux grands groupes ayant de plus en plus recours à ces outils VR, avec des résultats impressionnants. Des hommes enfin, animés par une passion du terrain, et qui nous font prendre conscience, jour après jour, de la nécessité d'accompagner la montée en compétence de tous les employés du groupe, en garantissant un programme de formation de qualité et complètement adapté à notre environnement de travail. Sur des aspects plus pratiques, notre siège s'est organisé en cellule de travail pluridisciplinaire, avec des experts métiers provenant des opérations afin de réaliser de véritables parcours pédagogiques virtuels et traitant des thématiques opérationnelles qui nous touchent en direct. Une fois l'ensemble des parcours et environnements conceptualisés et conçus, nous nous sommes entourés d'experts en modélisation 3D et en gamification, afin de réaliser des modules de formation



pratiques, proches de nos préoccupations, et permettant immédiatement à nos collaborateurs de s'identifier. Ces modules ont été testés directement sur le terrain, et les retours des collaborateurs ont été pris en compte afin d'améliorer encore plus l'outil de formation. Ce projet s'est donc co-construit directement avec nos collaborateurs et c'est une excellente chose. Il est à noter que ces modules de formations sont inédits pour une société de catering.

Pourquoi en êtes-vous arrivé à opter pour cette solution de formation ?

AM : La formation crée une simulation réaliste et immersive de scénarios professionnels qui étaient autrefois trop difficiles, coûteux ou pas toujours simple à préparer (tels que les déversements de matières dangereuses, les formations réalistes en hauteur, etc.) Cette solution stimule les sens des utilisateurs et active ainsi leur mémoire, ce qui leur permet de mieux retenir les compétences que dans les formations ordinaires. La formation CIS VR réduit les coûts de formation, car il n'est pas nécessaire de disposer de grands centres de formation coûteux. En outre, la disponibilité

d'experts au niveau national peut-être un véritable sujet logistique et humain — grâce à la VR, nous nous assurons que tous les employés du groupe ont accès à une formation de qualité équivalente, peu importe l'endroit et le contexte national. Les modules de formation peuvent être répétés jusqu'à mémorisation complète et sont disponibles à la demande, pour un grand nombre d'employés.

Quelles sont les formations qui sont offertes à travers cette technologie ?

AM : La formation actuellement disponible se concentre aujourd'hui sur la Sécurité alimentaire autour de 6 sujets :
— Les basiques de l'hygiène et le lavage des mains ;
— La contamination croisée en cuisine ;
— Le nettoyage et la désinfection ;
— La cuisson et la liaison chaude + prise de température ;
— La chaîne du froid, le stockage au froid ;
— Les basiques de la sécurité alimentaire, la lutte contre les nuisibles, la maintenance en cuisine, la prise d'échantillon et les contrôles quotidiens. Ces modules de formation sont disponibles en 5 langues. En outre, un module sur la santé-

sécurité au travail est en cours de développement dans des environnements supplémentaires (entrepôts logistiques, chambres de base-vie, buanderies...) et bien d'autres à venir.

Quelles sont les opportunités pour vos clients ?

AM : Nous avons acquis un savoir-faire très précieux dans la réalisation de formations en réalité virtuelle, et sur des thématiques qui touchent en direct nos clients – santé-sécurité au travail, environnement... S'il est évident que nos clients pourront bénéficier de nos travaux sur les thématiques QHSE, nous avons maintenant la capacité de les accompagner pour les doter de leur propre programme de formation en VR — sur des thématiques plus liées à leurs préoccupations opérationnelles et sécuritaires. Concernant les niveaux de formation et la rapidité des modules, nous sommes fiers de contribuer au développement de nos collaborateurs congolais en leur offrant des perspectives de développement professionnel. ■

“L’Empire du silence” de **Thierry Michel**, le film qui fait du bruit

PAR OLIVIER DELAFOY – PHOTOS : @PHOTO.AFRICAINSIDE

« *J’espère que “l’Empire du silence”
permettra de lutter contre l’oubli* »

À l’occasion de la présentation au Congo de son dernier long métrage, « l’Empire du silence », le réalisateur belge Thierry Michel a rencontré notre rédaction. Un entretien exclusif.

Dans quel cadre êtes-vous êtes au Congo ?

C’est la troisième fois que je fais une tournée avec le film « l’Empire du silence » avec des débats dans différentes régions. On a commencé à Kinshasa fin novembre 2021 par de grandes séances au Palais du Peuple. C’était les premières mondiales avant même que le film ne sorte en salle en Belgique, en France et avant que je ne fasse des tournées en Afrique, en Belgique, en France et aux États-Unis avec le docteur Mukwege.

Et les premiers déplacements au Congo ?

En septembre dernier, j’ai fait une tournée à l’Est, à Bukavu, à Goma, et à Kisangani. À chacun de mes passages, des projections ont été organisées dans les universités, les Instituts français, les paroisses, maisons des jeunes, maison des barreaux et autres lieux de la société civile. Avec près de 40 projections, ce sont des milliers et milliers de spectateurs qui ont ainsi assisté au film avec

90 % de jeunes.

J’ai le soutien partiel de Wallonie Bruxelles, et d’autres partenaires mais j’autofinance une grande partie de ces voyages que je fais de manière bénévole pour le public congolais et toutes les séances sont gratuites et libres de droits d’auteurs. C’est ma contribution à la cause congolaise.

Lors de ce 3e séjour de diffusion du film à Kinshasa, on a projeté le film à la cathédrale, ce qui était symboliquement important. Puis à Kananga où on a eu une projection au barreau, dans les universités, dans les congrégations religieuses. J’ai enchaîné à Kolwezi dans

la salle de l’Assemblée provinciale et j’ai continué à Lubumbashi avec une affluence exceptionnelle à l’Université et à l’archevêché. Avant de terminer la tournée à Kinshasa à l’espace Bilembo en présence des ambassadeurs de France et des USA. Enfin, au Centre Wallonie-Bruxelles, une projection a été organisée pour les étudiants en journalisme et communication de l’IFASIC.

Quelle a été la réaction du public congolais ?

Le retour, c’est la découverte. J’ai compris que les Congolais ne connaissent pas l’histoire de leur pays. Même moi qui



« **POURQUOI LA TRAGÉDIE CONGOLAISE CONTINUE-T-ELLE TOUJOURS APRÈS 25 ANS ? À CAUSE DE L’IMPUNITÉ ! IL N’Y A PAS DE RAISONS QUE ÇA S’ARRÊTE, C’EST CELA LE THÈME CENTRAL DU FILM. »**

réalise depuis 32 ans des films sur le Congo, j’ai découvert certaines pages sombres de l’histoire congolaise : le massacre de Mbandaka ou la guerre des Six Jours de Kisangani. Comme je remonte 25 ans en arrière : la Première Guerre, la Deuxième Guerre, la guerre de Kisangani, les différents massacres Mbandaka, Tingi Tingi. Puis au Katanga, je traite un épisode, celui de Gédéon Kyungu et je termine sur la crise kasaïenne. Partout, mon but était de trouver des témoins, de récolter des témoignages de personnes qui n’ont jamais parlé aux médias. Ils ont eu beaucoup de courage non seulement pour expliquer ce qui s’était passé, mais aussi pour dénoncer ceux qu’ils estiment être les criminels responsables de ces massacres. Bien sûr, juridiquement, ils sont présumés, mais pour les gens qui les ont vus sur le terrain, ils ne sont plus vraiment des « présumés ». Il a fallu beaucoup de bravoure pour citer Gédéon et des hommes politiques congolais toujours au pouvoir. Donc, le premier objectif de ce film, c’est de faire découvrir l’histoire, de la comprendre et de la partager. C’est un rôle historique, d’information et bien évidemment de prise de conscience, ce sont des enjeux qui touchent l’éducation et la justice.

Et l’impunité ?

Oui, le thème central qui ressort de tous ces films, c’est l’impunité persistante. Pourquoi la tragédie congolaise continue-t-elle toujours après 25 ans et pourquoi le pays a-t-il replongé dans une nouvelle guerre à l’Est ? Cela rappelle la première guerre en 96, et la deuxième guerre en 1998. Parce qu’il y a une impunité. Je l’ai expliqué dans le film. Il n’y a pas de raison que ça s’arrête.

J’espère que « l’Empire du silence » permettra de lutter contre l’oubli, c’est la conclusion morale du film. Faire découvrir ces témoignages, découvrir ces nombreuses archives qui illustrent de manière extrêmement visuelle et prégnante ce qui s’est passé. Par exemple, je me rends compte que quasi personne ne connaissait la séquence du train de la mort à Kisangani en 1997.

D’où viennent ces documents ?

Tout simplement de Reuters. Au cinéma, les images passent vite. Si toutes les scènes de ce qui se passe en Ukraine sont bien assimilées dans les mémoires, les images du Congo, si elles ont été diffusées un jour, n’ont pas une prégnance telle que l’imaginaire collectif occidental ou congolais les ait intégrées.

Mais on brise le silence, c’est le but du film. Il est vrai que les médias occidentaux ne traitent pas de la même manière la guerre en Ukraine et la guerre à l’Est du Congo. Et que les médias congolais sont tellement autocentrés qu’ils ne parlent quasi jamais des autres tragédies africaines ou mondiales comme le Tigré, le Yémen, etc. Les Congolais sont englués dans leur tragédie et cela les empêche de se préoccuper et d’être solidaires des autres peuples et c’est vraiment dommage. Il est vrai que la communauté internationale ne prend pas les décisions identiques pour enquêter, mener des investigations et sanctionner les auteurs de crimes commis actuellement à l’Est comme la CPI l’a fait pour Poutine. Ce sont malheureusement deux poids deux mesures sous deux registres différents. Mais les autorités congolaises ne mènent pas davantage d’enquêtes et ne sanctionnent pas davantage les « présumés » responsables des crimes commis dans ce pays depuis plus de 25 ans. Regardons d’abord dans son jardin avant d’accuser les tiers de ce qu’on ne fait pas !

Revenons aux réactions des spectateurs.

Une réflexion se répète : « Merci de nous avoir permis de comprendre

« JE SENS QU’AUJOURD’HUI
LA JEUNESSE QUI NE
SE LAISSE PAS DUPER »



l'enchaînement de ces événements qu'on connaît de manière isolée, mais qui sont là reconstitués dans un ensemble». Mais surtout, de grandes émotions qui font pleurer les spectateurs de voir ce qu'est devenu leur pays. Le choc et la révolte surtout à l'Est en disant, « c'est inadmissible, plus jamais ça. » « Nous allons nous prendre en main et changer les choses. Nous ne voulons plus de leaders qui pratiquent la prédation, la corruption, la violence et l'accaparement du pouvoir au détriment du développement du pays et de sa population. » Les gens me demandent toujours, qu'est-ce qu'on peut faire ? À la faculté de médecine, j'ai expliqué qu'il fallait dès demain créer une médecine médico-légale qui permette d'identifier les victimes. Les banques d'ADN existent dans d'autres pays africains, mais pas au Congo. Vous avez besoin de cet outil juridique. Vous êtes criminologue, et bien travaillez sur ces crimes impunis, vous avez là une matière invraisemblable ! Vous êtes juriste, allez vers les tribunaux, la justice nationale et internationale, les tribunaux mixtes ! Dans tous les domaines possibles et imaginables, chacun peut faire à son niveau quelque chose. Souvent, on se réfère au Docteur Mukwege, prix Nobel de la paix et fierté du

Congo. C'est l'exemple à suivre, comme quelques autres trop rares par génération. Mais, s'il vous plaît, soyez tous des Docteurs Mukwege ! Prenez des risques ! Je vous rappelle les mots de Jean-Paul II, quand il est devenu pape alors qu'il y avait encore un régime totalitaire communiste en Pologne, et dans tous les pays de l'Est. Tout de suite, il a dit : « N'ayez pas peur ». Et les Polonais n'ont pas eu peur et ils ont fait tomber le système. N'acceptez plus la soumission, l'humiliation, la violation et ne soyez pas dans la servitude volontaire !

Vous avez été le témoin privilégié de l'histoire récente du Congo. Comment voyez-vous les choses dans l'avenir ?

À un moment donné, j'ai compris que les rendez-vous politiques au Congo sont toujours des rendez-vous manqués et que la situation s'est dégradée. On a espéré la chute de Mobutu, j'étais à côté du peuple avec cet espoir d'une société démocratique humaniste, ouverte et pluraliste. Mais le résultat fut une guerre extrêmement criminelle qui a accouché d'une deuxième guerre après le départ des Rwandais et qui a balkanisé le pays. On est retombé, on a replongé et puis il y a eu une multiplication des groupes armés, les premières élections, dont beaucoup,

ont rejeté la véracité. Avec celles de 2011, il y a eu beaucoup d'espoirs à nouveau déçus, car la fraude était spectaculaire. Enfin, le scrutin de 2018 s'est fait dans la douleur et son résultat est très contesté. Chaque fois, on a l'impression que le Congo se complait dans ses vieux démons pour ne jamais sortir de l'ornière de ses cycles infernaux dictés par l'accaparement du pouvoir et des richesses. Mais, aujourd'hui, la jeunesse est beaucoup mieux éduquée. Je le vois dans tous les débats, elle ne se laisse pas duper. Je me rends compte également que le discours éthique et moral sur les valeurs spirituelles, individuelles du Docteur Mukwege a un impact sur la société. Il faut tuer le serpent et son venin. Je pense que cette génération est apte intellectuellement. Elle a l'outil numérique, elle sait ce qui se passe ailleurs, on ne peut plus lui faire prendre des vessies pour des lanternes. Avec cette énergie, j'ai bon espoir. Et puis j'ai découvert que des gens n'avaient plus peur, ils ont cité non seulement ce qu'ils ont vécu, mais au-delà de la résilience, ils ont osé dénoncer les responsables de ces crimes dont certains sont aujourd'hui au sommet du pouvoir militaire ou politique. Mais au sein de la population les choses changent surtout à l'appel répété du

docteur Denis Mukwege, le prestigieux Prix Nobel de la paix pour mener fin à l'impunité et revenir aux valeurs morales et spirituelles de la société congolaise. Et parmi d'autres, les femmes

kasaïennes survivantes sont décidées à ne plus se laisser intimider. De résiliente elles sont aujourd'hui résistantes. Donc, cette force est là, avec ces gens qui sont des modèles. ■



Ci-dessus : des images du film

ci-contre : L'affiche de *L'Empire du Silence*, un documentaire de Thierry Michel produit par Les Films de la Passerelle, 110 minutes.

Disponible en VOD sur le site : universcine.com



Le bloc-notes d'Afrikarabia

L'actualité congolaise s'écrit aussi en 280 caractères

PAR CHRISTOPHE RIGAUD – @AFRIKARABIA



Soldat kényans de l'East African Community (EAC) à Sake le 21 décembre 2022 © EAC

La crise sécuritaire à l'Est occupe toujours le devant de l'actualité alors que les plans de retrait successifs négociés à Luanda et Bujumbura ont tous échoué. Une situation délicate au moment où la Commission électorale (CENI) tente d'enregistrer les électeurs dans les zones de conflit.

27 février - #Elections : Félix #Tshisekedi tire la sonnette d'alarme à la 52e session du Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies de #Genève : « La persistance de la guerre à L'Est risque d'hypothéquer le processus électoral en cours. La communauté internationale doit s'impliquer activement auprès de la RDC ». #Glissement ?

28 février Changement de direction à la @Gecamines. Une nouvelle équipe vient d'être nommée : Guy Robert #Lukamakuzi (président du Conseil d'administration), Placide #Nkala Basidiwa (DG), Jacques #Masangu (DGA Fin), Ludovic #Monga (DGA mines).

1er mars - Les nouvelles nominations à la tête de la @Gecamines signent la fin

de l'ère #Yuma et #Kaputo. Un changement de direction qui intervient en plein conflit entre la #Gécamines et son partenaire #CMOC (TFM), accusé d'avoir sous-estimé les réserves pour réduire ses royalties.

Le président français a fait étape à Kinshasa pendant deux jours. Emmanuel Macron était très attendu par les autorités pour dénoncer le soutien du Rwanda aux rebelles du M23.

4 mars - Emmanuel #Macron : « La France reste fidèle dans son rôle d'allié indéfectible de la RDC. Le pillage des ressources de la RDC doit cesser. La RDC



Emmanuel Macron à Kinshasa le 4 mars 2023 ©Olivier Delafoy pour @photo.africainside

ne doit pas être un butin de guerre. Ni pillage, ni balkanisation, ni guerre! ».

4 mars - Emmanuel #Macron : « J'ai été très clair sur la condamnation du #M23 et de ceux qui le soutiennent. Nous dénonçons, et nous condamnons. Il y a un processus de paix qui avance. Je préfère faire confiance, et s'ils ne le respectent pas, il doit y avoir des sanctions ».

4 mars - Emmanuel #Macron : « Pardon de le dire dans des termes aussi crus. Depuis 1994, vous n'avez jamais été capable de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative de votre pays. C'est une réalité. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur ».

4 mars - Félix #Tshisekedi « Je reste dubitatif quant à la bonne foi de ceux qui nous ont agressés. Est-ce que le #Rwanda peut se passer de ce pillage? Et si ce n'est pas le cas, je vérifierai les engagements d'Emmanuel #Macron par rapport aux sanctions contre le Rwanda ».

4 mars - Félix #Tshisekedi et les #élections : « Le seul problème reste

Dans chaque numéro de Mining & Business, notre partenaire Afrikarabia vous propose de jeter un coup d'oeil dans le rétroviseur en revenant sur les infos marquantes de ces dernières semaines. Déroulons le fil de son compte Twitter @afrikarabia.



dans les zones de troubles où nous avons besoin que la sécurité revienne afin de pouvoir continuer avec le processus électoral. Sinon, nous risquons d'avoir un #retard considérable qui impactera sur la date ».

La guerre à l'Est et le nombre croissant de déplacés perturbent l'enrôlement des électeurs. On parle de plus en plus de possible report des élections.

10 mars - La #CENI prolonge de 10 jours l'enregistrement des électeurs dans 9 provinces et 3 pays de l'aire opérationnelle 2 : Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Lomami, Lualaba, Sankuru, Tanganyika, Afrique du Sud, Belgique et France.

10 mars - Déplacés : « Rien qu'en février, près de 300 000 personnes ont fui les territoires de Rutshuru et de Masisi dans la province du Nord-Kivu » selon le @UNHCR_DRC.

12 mars - #Beni. Nouveau massacre ce dimanche matin attribué aux #ADF à #Kirindera. Le premier bilan fait état d'au moins 20 morts. Ce massacre intervient 3 jours après celui de #Mukondi, toujours attribué aux #ADF, qui avait fait 40 morts.

14 mars - @MSFcongo alerte sur la situation préoccupante des déplacés qui ont fui les récents combats de #Kibirizi. Plus de 150 000 personnes ont trouvé refuge plus à Kayna, Kirumba, Kanyabayonga « dans le dénuement le plus total ». #MSF appelle les acteurs humanitaires à se mobiliser.

15 mars - #Elections : La @cenirdc accorde 15 jours supplémentaires pour l'enrôlement des électeurs de la 3e aire opérationnelle : Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tshopo, Canada, USA.



Jean-Pierre Bemba en 2006 à Kinshasa et Vital Kamerhe à Paris en 2014 © Ch. Rigaud/ Afrikarabia

20 mars - Y aura-t-il des élections en décembre? Le conflit à l'Est du pays et les retards dans l'organisation du scrutin font craindre un possible report des élections générales. La petite musique du « glissement » du calendrier électoral a été récemment distillée par le président Félix Tshisekedi.

Depuis le départ des ministres proches de Moïse Katumbi du gouvernement, un remaniement était dans l'air. 12 nouvelles personnalités font leur entrée dans le gouvernement Sama Lukonde 2. Trois noms retiennent notre attention.

24 mars - #Remaniement : Tshisekedi s'offre Bemba et Kamerhe avant la présidentielle. En faisant entrer Jean-Pierre Bemba à la Défense et Vital Kamerhe à l'Économie, le candidat-président s'assure le soutien de deux personnalités puissantes dans leurs

provinces à l'approche des élections. L'arrivée de Mbusa Nyamwisi à l'Intégration régionale signe également une volonté de rapprochement avec l'Ouganda.

30 mars - Le premier chantier de Jean-Pierre #Bemba sera l'exécution de la loi de programmation militaire dont l'ordonnance n'a toujours pas été promulguée. Le nouveau ministre de la #Défense demande « l'appui de tous, ici et maintenant, afin que tous ensemble, nous assurions l'intégralité territoriale de notre pays. Restaurons l'autorité de l'État et essayons cette humiliation ».

30 mars - Plusieurs défis attendent Vital #Kamerhe, le nouveau ministre de l'#Economie : flambée des prix de l'alimentation et du pétrole, inflation, balance des paiements, stabilité macro-économique, lutte contre la pauvreté... Vital #Kamerhe souhaite travailler « avec tout le monde ». « Tous, nous sommes là pour répondre à la promesse que le président de la République avait faite : l'amélioration des conditions de vie de la population ».

RDC : Y aura-t-il des élections en décembre ?

PAR CHRISTOPHE RIGAUD – @AFRIKARABIA

Le conflit à l'Est du pays et les retards dans l'organisation du scrutin font craindre un possible report des élections générales. La petite musique du « glissement » du calendrier électoral a été récemment distillée par le président Félix Tshisekedi. Une analyse de notre confrère Afrikarabia.

Préparer les esprits. À deux reprises, Félix Tshisekedi a rappelé publiquement que le conflit à l'Est du Congo pouvait retarder le processus électoral en cours et reporter les élections générales, théoriquement prévues le 20 décembre prochain. Alors que la Commission électorale (CENI) martèle que le scrutin se tiendra dans les délais, les allusions du chef de l'État font craindre une lente préparation de l'opinion publique à un « glissement » du calendrier électoral. Le 27 février dernier, Félix Tshisekedi était à Genève pour plaider la cause congolaise devant la 52e session du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies. Il prévient une première fois que « la persistance de la guerre à l'Est risque d'hypothéquer le processus électoral, dont les opérations d'enrôlement sont déjà en cours, par suite du déplacement massif des personnes des zones des combats ». Trois jours auparavant, le ministre de l'Intérieur avait déjà tiré la sonnette

d'alarme sur les « difficultés logistiques et sécuritaires » de l'enrôlement des électeurs dans ces régions.

Crise préélectorale en gestation

Félix Tshisekedi revient sur le sujet le 4 mars, pendant la conférence de presse conjointe avec Emmanuel Macron, avec cette question : « faut-il stopper le processus d'enrôlement des électeurs en attendant que la paix revienne, avec le risque que cela impacte le respect du calendrier ? » Le chef de l'État précise également que tout retard dans la phase d'enregistrement des électeurs « peut entraîner le retard dans le vote de la loi sur la répartition des sièges »... et donc un report du scrutin. Les deux interventions présidentielles avaient essentiellement pour but de pousser la communauté internationale à faire pression sur le Rwanda, accusé de soutenir la rébellion du M23. La RDC cherche depuis des mois à faire adopter des sanctions contre Kigali pour son aide aux rebelles. Mais les sorties médiatiques et répétées du président congolais sur le sujet ultra-sensible d'un possible « glissement » font craindre le risque d'une énième crise préélectorale en gestation au Congo.

Le difficile enrôlement des électeurs de l'Est

La guerre à l'Est constitue la menace la plus importante qui pèse sur la tenue des élections en temps et en heure. Depuis le retour des rebelles du M23 au Nord-Kivu en novembre 2021, la situation sécuritaire et humanitaire s'est considérablement dégradée dans l'Est du pays. Les territoires du Rutshuru, du Nyiragongo et du Masisi se trouvent toujours sous la menace de la rébellion, et la province de l'Ituri voisine est également en proie aux exactions des ADF, affiliés à l'État islamique, à la CODECO, ou à la milice Zaïre. Cette semaine, les seules attaques des ADF ont fait plus de 40 morts. La situation humanitaire est également dramatique dans la région. Depuis un an, la recrudescence des violences a provoqué le déplacement de plus de 800.000 personnes, selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR). Dans ces conditions, il semble difficile de pouvoir enregistrer convenablement les électeurs, et d'organiser le vote en décembre si la sécurité n'est pas revenue dans ces provinces. À la veille de la clôture des opérations d'enregistrement, seuls 22% des électeurs du Nord-Kivu avaient été enrôlés, et 24% en Ituri. La Commission électorale affirme pourtant être en mesure de recenser les électeurs dans les



camps de réfugiés. Mais devant ce faible taux d'enrôlement, la CENI a décidé de prolonger de 15 jours les opérations d'identification. Cela sera-t-il suffisant ? Beaucoup en doute.

Un glissement plus ou moins long

Avec la dégradation de la situation à l'Est, Félix Tshisekedi n'a que de mauvaises solutions sous la main. La première consiste à retarder le scrutin pour laisser le temps à la sécurité de revenir. Pour Gérard Gérold, ancien conseiller politique à la Mission des Nations unies au Congo et chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), un « report technique » pourrait être demandé par la Commission électorale. « Cela pourrait prendre 6 mois, mais il faudrait que Denis Kadima, le patron de la CENI, dise rapidement la vérité pour anticiper ce report et réaménager le calendrier ». Pour le moment, la centrale électorale semble faire l'autruche et vouloir aller aux élections coûte que coûte. La seconde solution serait de proposer un « glissement » plus important du calendrier au vu de l'insécurité qui persiste à l'Est. « Dans ce cas, le report du scrutin pourrait être plus long, de 1 à 2 ans, mais il faudrait alors négocier une transition politique pendant cette

période, ce qui sera délicat ».

Des élections à marche forcée

La troisième solution qui s'offre au chef de l'État est plus radicale : l'exclusion des électeurs du Nord-Kivu et de l'Ituri du scrutin. En 2018 déjà, les régions de Beni, Butembo et Yumbi n'avaient pas participé aux élections pour cause d'insécurité ou d'épidémie d'Ebola. Mais « l'exclusion d'environ 5 millions d'électeurs, soit 10% du corps électoral paraît politiquement intenable » selon Gérard Gérold. « Le fichier électoral détermine la répartition des sièges dans les assemblées. Lorsque les candidats vont voir le faible niveau d'enrôlement dans leur circonscription et leur nombre de sièges se réduire, il risque d'y avoir un fort mécontentement ». Enfin, la dernière solution possible pour Félix Tshisekedi serait d'organiser les élections dans les temps en enregistrant les électeurs à marche forcée, mais en proposant ainsi un scrutin bâclé. Car si l'option du report des élections est le plus probable, qu'il soit de plus ou moins longue durée, de nombreux observateurs pensent que le président congolais n'a pas vraiment intérêt à faire « glisser » le calendrier.

Report ou bâclage

En maintenant les élections en décembre, Félix Tshisekedi pourrait ainsi

La file devant un bureau d'enrôlement à Goma en vue des élections en décembre prochain. © Guerchom Ndebo pour @afpphoto

prendre ses opposants de court, alors que ceux-ci cherchent à former un front commun anti-Tshisekedi en nouant des alliances. Le président pourrait également se vanter de respecter les délais constitutionnels et se démarquer de Joseph Kabila qui avait fait « glisser » le calendrier de 2 ans pour s'accrocher au pouvoir. Il contenterait aussi les acteurs internationaux qui n'auraient pas à gérer une énième crise préélectorale en RDC. Certains font enfin remarquer que Félix Tshisekedi n'est pas certain de pouvoir contenir une forte contestation en cas de report des élections. Alors, élections reportées ou élections bâclées ? Pour l'instant, le conflit à l'Est, les retards dans l'organisation du scrutin, le manque de moyens financiers et l'absence de consensus politique dans la composition de la Commission électorale et de la Cour constitutionnelle font surtout redouter un scrutin sous haute tension et à l'issue plus que jamais incertaine. ■

TROUVEZ UNE OREILLE ATTENTIVE À VOS BESOINS INFORMATIQUES



NOS PRODUITS

Nous offrons des solutions informatiques adaptées pour vos besoins professionnels

INFOGERANCE

Gestion partielle ou total des ressources informatiques des entreprises

BUSINESS SOLUTION & APPLICATION

1. Solution de pointage électronique (Time Attendance)
2. Logiciel de gestion pour entreprise (ERP)
3. Solution Office 365 (ERP)

MAINTENANCE INFORMATIQUE

Assurer le bon fonctionnement des matériels informatiques

INFRASTRUCTURES

1. Conception, Installation et Configuration des Réseaux & Systèmes serveurs
2. Noc
3. Soc (centre des opérations de Sécurité)
4. Téléphonie IP
5. Vidéos Surveillances (CCTV) et Contrôle d'accès

SECURITE

1. Antivirus
2. Solution de sauvegarde des données
3. Audit et Pen Test

Appelez à ce numéro **+243 821 870 281**
pour tout assistance gratuite

Gagnez en VISIBILITÉ

DIFFUSEZ VOS SPOTS VIDEOS SUR ÉCRANS PUBLICITAIRES DIGITAUX

Nos écrans de 2m x 80 cm
Full HD, localisés aux
meilleurs emplacements
pour vous assurer de toucher
votre cible

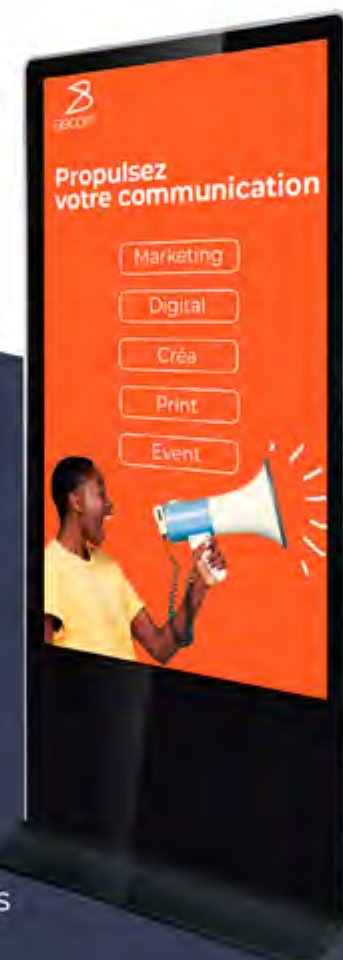
Emplacements :



Salon aéroportuaire

Jeffery Travels

- Diffusion en boucle de votre spot video HD de 30 secondes
- 120 diffusions par heure



+243 851 846 847
9, av. de la Nation, Kinshasa - Gombe, RD Congo
commercial@becomcongo.com
www.becomcongo.com



Partenaire média de

Groupe **Cornelle & Sima**

Semaine française de Kinshasa : investir et recruter en RDC

« Le gouvernement de la République a supprimé 14 taxes à l'import et à l'export et a baissé le taux des 19 autres taxes. Le défi du climat des affaires est en train d'être relevé pour rendre attrayant le marché congolais ».

M.Bussa, Ministre du Commerce Extérieur.

À la Semaine française de Kinshasa, entreprendre et recruter en RDC au centre de discussions « Un moment nouveau de nos relations avec la RDC », Bruno Aubert, Ambassadeur de France en RDC.

La 7e édition de la Semaine française de Kinshasa s'est tenue du 29 au 31 mars au Pullman Kinshasa Grand Hôtel. Pendant trois jours, les panélistes, dont certains de la diaspora congolaise et les autorités, ont échangé sur les défis et opportunités d'entreprendre en RDC. L'événement revient après une interruption de quatre ans suite à la pandémie de Covid.

Il s'agit d'un « moment très encourageant qui nous oblige tous et qui marque un moment nouveau de nos relations avec la RDC », a déclaré Bruno Aubert, Ambassadeur de France en RDC. a transformation agricole, les mines, les solutions environnementales dans la gestion de l'eau et des déchets, le recrutement, les enjeux énergétiques et logistiques, la promotion des investissements et le climat des affaires sont parmi les sujets qui « intéressent les opérateurs économiques français présents » a précisé le diplomate. « Le contexte a beaucoup changé sur le plan du climat des affaires » a indiqué Jean-Lucien Bussa, ministre du Commerce extérieur. « Le gouvernement de la République a décidé il y a quelques mois de supprimer 14 taxes à l'import et à l'export et de baisser le taux des 19 autres taxes. Ceci indique que le défi du climat des affaires est en train d'être relevé, mais de manière substantielle » pour rendre

attrayant le marché congolais a rappelé M. Bussa.

La Semaine française de Kinshasa est organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Congolaise (C.C.I.F.C.), en partenariat avec l'Ambassade de France en RD Congo, depuis 2014. Salon professionnel annuel à Kinshasa, cette « Semaine française » s'est installée comme un des rendez-vous phares de l'agenda économique en RDC « afin de renforcer les relations franco-congolaises dans un cadre propice au networking » indique la CCIFC sur son site internet.



Coupure du ruban



Plénière inaugurale



Cocktail d'ouverture



Conférence sur l'agroalimentaire



Dîner de gala



Atelier sur le sport



Stand CCIFC



Cocktail de clôture

La Fondation Angèle Musasa réunissait les femmes à l'occasion du 1^{er} forum sur l'autonomisation de la femme.

Samedi 25 mars 2023. Les Gouverneures du Mai-ndombe, Haut-Lomami et Lualaba ont marqué le forum de leurs présences. Chacune des femmes panélistes a axé sa communication sur la nécessité de mettre ne place des conditions en faveur de l'autonomie de la femme. Cette vision clairement définie par la F.A.M est un levier important pour le développement de notre société. Différents challenges ont été relevés, mais la volonté de chaque participante à y parvenir à l'atteinte de leurs objectifs est la force qui conduira au succès.



**L'ACCÈS INTERNET HAUT DÉBIT
EN TOUTE SIMPLICITÉ**

AV. MAMA YEMO 486
Tél: 0990909500/0828502713
sales@lub.gbs.cd - www.global.cd

Global
Broadband Solution

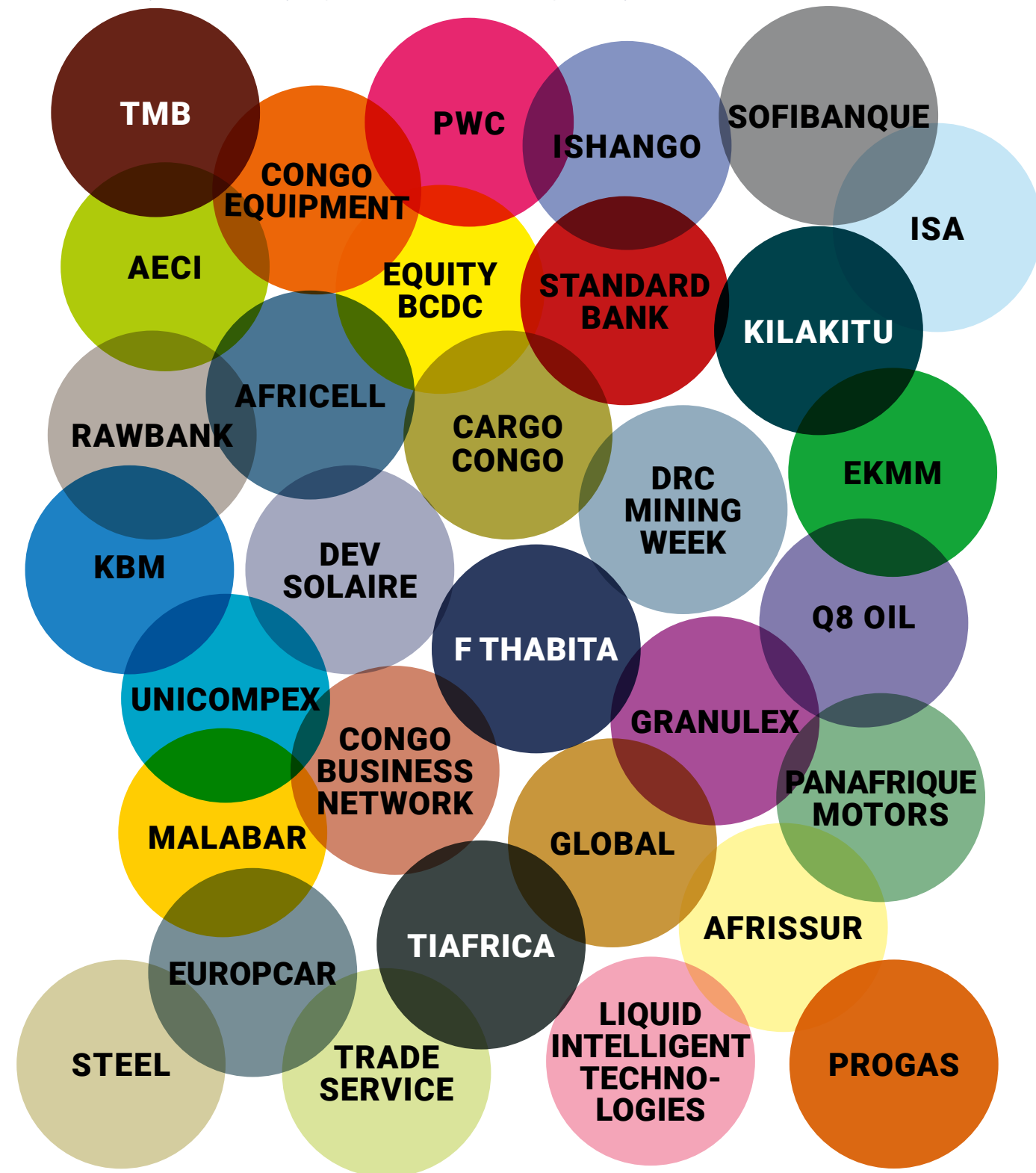
Europcar
moving your way

65, Avenue de la Justice - Kinshasa/Gombe - RDC
+243 817 116 220 / +243 992 904 312 reservation@europcar-rdc.com

MERCI À

Le directeur de la publication et l'éditeur de M&B Magazine adressent leurs remerciements à tous les opérateurs économiques qui ont compris l'importance de ce numéro spécial Congo, qui y ont adhéré en nous renouvelant leur confiance à chaque nouvelle édition.

The director of the publication and the editor of M&B Magazine address their thanks to all the economic operators who understood the importance of this special issue of Congo, who adhered to it by renewing their confidence in each new edition.



AFRICA **INSIDE**

our expertise

VOTRE IMAGE, VOTRE IDENTITÉ, VOTRE POSITIONNEMENT

interview, contenu rédactionnel, photo, vidéo, production

WhatsApp +243 84 120 48 60 Phone +243 90 000 61 41

Instagram photo.africainside www.theafricainside.com

Focus on your business



does the rest

Turn-key business management solutions that include:

- Company registration
- Global management back office
- Compliance and administration
- Finance advice



Workforce placement:

- Human resource
- Management
- Administration
- Payroll
- Visa



Leasing

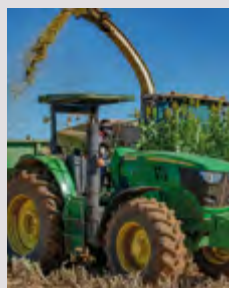


PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ VISÉS

La TMB permet aux entreprises de disposer des équipements de qualité en les louant pour une période déterminée, avec une option d'achat à terme pour le locataire.



■ CARRIÈRES ET MINES



■ AGRICULTURE



■ BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS



■ ÉNERGIE



■ IMMOBILIER



Best Bank in the DR Congo 2011 to 2021
Financial Inclusion Award 2015, 2017, 2019
Corporate Social Responsibility 2021

